

REPUBLIQUE DU SENEGAL



# MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

Un Peuple – Un But – Une Foi



## PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR L'ANNEE 2022

## Table des matières

|                                                                                                                          |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE .....                                                                                      | 12  |
| PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT .....                                                            | 13  |
| TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT .....                                         | 13  |
| TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES .....                                      | 15  |
| DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES.....                                      | 18  |
| TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS.....                                      | 18  |
| TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES.....                                                                                    | 20  |
| PROJET DE LOI .....                                                                                                      | 37  |
| PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT.....                                                             | 38  |
| TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT .....                                         | 38  |
| TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES .....                                      | 39  |
| DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES.....                                      | 42  |
| TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS.....                                      | 42  |
| TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES.....                                                                                    | 43  |
| ANNEXE I : TABLEAU DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR TITRE, ARTICLE, PARAGRAPHE ..... | 59  |
| ANNEXE II: TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL EN AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSES .....                                        | 60  |
| ANNEXE III : TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS ET PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL .....                                   | 62  |
| ANNEXE IV : DEFICIT STANDARD.....                                                                                        | 97  |
| ANNEXE V : RESERVES DE GESTION ET DE PRECAUTION .....                                                                    | 98  |
| ANNEXE VI : SERVICE PREVISIONNEL DE LA DETTE .....                                                                       | 99  |
| ANNEXE VII : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE DU BUDGET GENERAL.....           | 100 |
| ANNEXE VIII : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE DU BUDGET GENERAL .....      | 103 |
| ANNEXE IX : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE DU BUDGET GENERAL .....            | 108 |

## EXPOSE DES MOTIFS

Les dispositions des articles 5 et 47 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances, prévoient que la loi de finances de l'année, appelée également loi de finances initiale (LFI), puisse être modifiée par une loi de finances rectificative (LFR), dans l'une des hypothèses suivantes :

1. les grandes lignes de l'équilibre budgétaire ou financier défini par la LFI se trouvent bouleversées, notamment par l'intervention de décret d'avances ou d'annulation de crédits ;
2. les recettes constatées augmentent ou diminuent sensiblement par rapport aux prévisions de la loi de finances de l'année ;
3. il y'a intervention de mesures législatives ou réglementaires affectant de manière substantielle l'exécution du budget.

Derrière ces trois scénarii techniques, plane l'ombre d'un même phénomène, que le monde a toujours connu mais qu'il a rarement autant affronté que depuis ces deux dernières années : l'incertitude.

L'incertitude, c'est d'abord celle qui a pesé sur nos vies, menacées par le coronavirus Sars Cov-2, ennemi difficile à saisir car mutant constamment en de redoutables variants, et difficile à combattre car s'infiltrant dans nos relations sociales de base (se serrer la main, se parler, se toucher...), qu'il utilise pour se propager.

L'incertitude, c'est aussi celle qui a affecté nos moyens de subsistance. Baisse voire arrêt d'activités de nombreuses entreprises, désorganisation des chaînes de production et de distribution, paralysie du tourisme et de toutes les activités qui gravitent autour, hausse du chômage, etc. : à la crise sanitaire s'est rapidement ajoutée une crise économique.

L'incertitude, c'est enfin celle induite par la crise russo-ukrainienne, pour le Sénégal, comme pour la quasi-totalité des États de la planète, entraînant une succession de chocs exogènes qui mettent à rude épreuve, par un effet domino, son économie, ses finances publiques, sa sécurité alimentaire, le niveau de vie de sa population, tout en assombrissant ses perspectives de court et moyen terme.

Le présent projet de LFR fait partie des instruments mis en œuvre par le Gouvernement pour organiser la riposte face à ces chocs, renforcer la résilience de notre système productif, tout en maintenant notre pays sur une trajectoire de croissance forte, durable et inclusive.

### **1. D'un choc à l'autre : de la pandémie à la guerre**

La pandémie Covid-19 a provoqué des ravages auxquels presque aucun pays n'a échappé. Dans ce fardeau mondial du malheur, le Sénégal a pris sa part, même si notre pays a réussi à limiter les dégâts.

A la date du lundi 2 mai 2022, la pandémie a touché 485 136 206 personnes à travers la planète et causé directement 6 207 698 décès (même si les spécialistes estiment le bilan humain probablement trois fois supérieur à ce dernier chiffre).

Au même moment, le Sénégal a recensé 86 005 cas depuis le début de la pandémie et déploré 1966 décès. Rapportés à une population de près de 17 millions d'habitants, ces chiffres montrent que notre pays a bien géré la pandémie même si, évidemment, chaque vie perdue constitue une blessure pour la Nation.

Derrière ces résultats unanimement salués, aucun miracle mais uniquement :

- ✓ la réactivité du Gouvernement ;
- ✓ le courage d'avoir pris, quand c'était devenu inévitable, des mesures impopulaires comme le confinement ;
- ✓ une communication exemplaire ;
- ✓ le dévouement au quotidien des personnels de santé ;
- ✓ le succès de la campagne de vaccination (1 463 567 personnes vaccinées au 8 avril 2022) ;
- ✓ l'adhésion des populations.

La performance ne s'est pas limitée au domaine sanitaire ; elle a porté aussi sur le champ de l'économie. En 2020, alors que la quasi-totalité des États de la planète se trouvait en récession, le Sénégal a réussi à faire 1,5% de croissance.

Car le Gouvernement ne combattait pas uniquement à coup de masques, de tests et de vaccins. Il avait très tôt conçu et mis en œuvre un Programme de Résilience Économique et Social, d'un montant de mille (1 000) milliards de FCFA (soit 7% du PIB), destiné à soutenir les entreprises et les ménages.

La stratégie économique a également été repensée et adaptée par la mise en œuvre rapide du Programme d'actions prioritaires ajusté et accéléré (PAP2A) du Plan Sénégal Émergent (PSE). De sorte que dès 2021, notre pays avait amorcé la sortie de crise, avec un taux de croissance de 6,1%.

L'année 2022 s'annonçait sous les meilleurs auspices, jusqu'à ce que l'incertitude vienne encore s'abattre sur la marche du monde. La crise russo-ukrainienne déclenchée le 24 février 2022, une guerre qui se poursuit jusqu'à présent et dont aucun observateur ne peut prédire la fin, constitue un séisme géopolitique dont les secousses n'épargnent pas le Sénégal, pourtant si éloigné du théâtre des opérations.

En premier lieu, parce que cette guerre oppose deux États avec lesquels nous entretenons des relations diplomatiques mais aussi commerciales : 65,1% des importations de blé effectuées par le Sénégal proviennent de la Russie (49,5%) et de l'Ukraine (15,6%).

Le blé qui sert à produire la farine, élément principal dans la fabrication du pain, lequel représente l'un des produits phares du régime alimentaire des Sénégalais. Mais le blé avec lequel on fabrique également nombre d'aliments de bétail et de volaille, si importants pour notre élevage et notre aviculture.

En second lieu, parce que cette guerre a accéléré la hausse des prix du pétrole (dont la Russie est le deuxième producteur mondial), une hausse entamée depuis l'année

2021 sous l'effet de la reprise économique mondiale post-Covid et qui est en train de se muer en choc pétrolier.

En avril 2021, le prix du baril de pétrole *brent* était de 64,8 dollars US. Un an plus tard, à fin avril 2022, le même baril s'échangeait à 109,4 dollars US. Depuis le début de la guerre en Ukraine, il a beaucoup fluctué, au gré des nouvelles du front et du durcissement des sanctions des pays Occidentaux contre la Russie, frôlant même le pic de 140 dollars le 7 mars 2022, pas loin du record absolu de 147,50 dollars enregistré en juillet 2008.

Or, la LFI 2022 avait été élaborée sur la base d'une hypothèse de 75 dollars le baril, ce qui, déjà, avait rendu nécessaire la budgétisation de 150 milliards de FCFA au titre des subventions à l'énergie (notamment l'électricité distribuée par SENELEC et les prix du carburant). Si le prix moyen du baril se stabilise autour de 110 dollars jusqu'à la fin de l'année et sans ajustement des prix payés par les consommateurs, 340 milliards de FCFA supplémentaires seront nécessaires en termes de subvention.

Et voilà comment le contribuable sénégalais se retrouve victime collatérale du lointain conflit russo-ukrainien...

## **2. Soutenir les couches les plus vulnérables de la population, même au prix fort :**

Il est vrai qu'une autre option existe, celle consistant à faire jouer la **vérité des prix**, autrement dit à répercuter sur les tarifs de l'électricité et sur les prix du carburant tout ou partie de la hausse du prix du pétrole. Mais ce n'est pas, pour le moment, le choix du Gouvernement.

La raison essentielle est que la communauté nationale sort à peine, et durablement éprouvée, de la pandémie Covid-19. La maladie n'est pas totalement vaincue, loin s'en faut, la vigilance reste de mise, mais il n'est pas exagéré de dire que la situation sanitaire reste sous contrôle. Pour arriver à ce résultat, le Sénégal a payé un prix élevé, non pas tant en termes de pertes de vies humaines, mais en termes d'affaiblissement du lien social et de fragilisation du système économique.

Les confinements ont généré des tensions sociales dont le paroxysme avait été atteint en mars 2021 ; les élèves et les étudiants subissent encore les séquelles des années scolaire et universitaire 2020 amputées ; tous les emplois perdus n'ont pas été recréés ; certains secteurs comme le tourisme, et tous les citoyens qui en vivent, commencent à peine à sortir la tête de l'eau.

Avant même la guerre en Ukraine, l'inflation avait fait son retour à travers le monde, notamment sur les denrées alimentaires. Malgré les mesures fortes prises par le Gouvernement et qui se sont notamment traduites par des renoncements de recettes d'une ampleur sans précédent (58,2 milliards de FCFA de recettes douanières et 14 milliards de FCFA de recettes fiscales intérieures), le pouvoir d'achat des Sénégalais reste sous tension, tant que dure l'envolée des cours des produits de base.

Dans ce contexte, soutenir le pouvoir d'achat des ménages les plus vulnérables et préserver les marges déjà étroites des entreprises, relèvent du bon sens économique. Éviter l'effondrement du système coûte moins cher que de reconstruire le système. La reprise était déjà fragile ; il convient de la soutenir et non pas la casser.

Car l'électricité n'est pas un produit de luxe. C'est l'électricité qui fait fonctionner les machines à coudre des tailleurs, première profession du pays. C'est l'électricité qui fait tourner les usines, les hôpitaux, les ordinateurs des entreprises et des services publics, les chambres froides indispensables pour conserver les vaccins, les produits agricoles, de la pêche ou de l'élevage. C'est grâce à l'électricité que des centaines de milliers d'élèves et d'étudiants peuvent étudier le soir. C'est l'éclairage public qui contribue à assurer la sécurité des citoyens.

Une électricité hors de prix provoquerait donc des dégâts incommensurables. Et le même raisonnement est valable pour le carburant, celui qui remplit les réservoirs des véhicules comme celui qui fait fonctionner les fours des boulangeries, les moteurs des pirogues, les motopompes des plantations.

Les subventions à l'énergie, mêmes coûteuses, constituent donc des dépenses vitales justifiant l'attention particulière qui leur a été accordée car budgétisées à hauteur de 300 milliards FCFA. Cependant, s'il s'avère encore nécessaire de les relever, c'est à dire d'aller au-delà de ce montant, ces dépenses d'énergie risquent de substituer ou d'évincer des dépenses prioritaires à fort impact social (éducation, santé, protection sociale, transferts monétaires etc.). En conséquence, le Gouvernement procédera, à un ajustement tarifaire ciblé et orienté vers les gros consommateurs d'électricité (domestiques moyenne et grande puissance et clients industriels) et de carburant (super). Les consommateurs de la tranche sociale d'électricité et des autres produits pétroliers comme le gasoil, impactant principalement les couches sociales les plus défavorisées, seront épargnés en vue de préserver leur pouvoir d'achat.

Parallèlement, le Gouvernement amplifiera le Programme national des bourses de sécurité familiale par les transferts monétaires aux couches les plus vulnérables de la population.

Toutefois, ces subventions ne représentent pas la seule pression sur le budget 2022.

### **3. L'avenir des Sénégalais n'est pas une variable d'ajustement :**

Le Gouvernement a pris un certain nombre d'engagements avec les partenaires sociaux, afin d'introduire plus d'équité dans le système de rémunération des agents publics, notamment ceux en service dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des forces de défense et de sécurité. Toutes ces mesures de revalorisation salariale ont un coût budgétaire de l'ordre de 100 milliards de FCFA.

Pourquoi augmenter les salaires alors que le Gouvernement doit faire face à autant d'urgences, sur les fronts de l'énergie et de la sécurité alimentaire ?

Parce que l'État, en même temps qu'il répond aux défis du présent, ne doit pas oublier de préparer l'avenir. Or l'avenir du Sénégal passe par l'éducation et la santé. L'avenir du Sénégal impose de mettre dans les meilleures conditions de vie et de travail les personnels de ces deux secteurs. Le sacrifice budgétaire consenti, par les temps difficiles que nous traversons, est à la hauteur de l'importance de leur mission.

Toutefois, aucun avenir serein n'est envisageable sans sécurité ; or, force est de reconnaître que le climat sécuritaire dans la sous-région est particulièrement dégradé. Des besoins additionnels urgents en matière de sécurité ont été identifiés et évalués à 73,5 milliards de FCFA.

Au total, les dépenses budgétaires nouvelles atteindront 343,5 milliards de francs CFA.

#### **4. Les moyens de la résilience :**

Pour les prendre en charge, le Gouvernement compte surtout sur des économies à réaliser dans d'autres postes de dépenses car la conjoncture économique difficile laisse entrevoir peu de marges du côté des recettes fiscales et douanières qui sont déjà mises à mal par les suspensions de taxes sur les produits alimentaires sensibles destinées à soutenir le panier de la ménagère.

C'est ainsi que les prévisions de tirages sur prêts projets en 2022 seront ramenées à 515 milliards FCFA contre 580 milliards FCFA dans la LFI 2022, soit une baisse de 65 milliards de FCFA. Seront particulièrement concernés par ce repli :

- ✓ la réserve de précaution du budget d'investissement (pour 30 milliards de FCFA) ;
- ✓ certains projets accusant des retards notoires dans leur mise en œuvre, pour un montant de 35 milliards FCFA notamment le Projet de Soutien à la Stratégie numérique du PSE (PASSANT), le projet Large Bande, le Projet de Développement de Chaines de valeur et le Programme de Modernisation de la Gestion Foncière. A noter que pour ces projets, il ne s'agit pas d'annulation mais de report en 2023 ; leur niveau de maturation ne laissant de toute façon pas d'autre choix.

Toutefois, il s'avère utile de noter que les investissements prévus dans la présente LFR pour un montant de 1 973,8 milliards FCFA connaissent une augmentation de 572,17 milliards FCFA en valeur absolue et de 40,8% en valeur relative par rapport aux réalisations de 2021 (1 401,63 milliards FCFA).

Toujours au titre des économies, certains investissements entièrement financés sur ressources internes peuvent faire l'objet de report, sans compromettre les politiques publiques concernées, ce qui permettra d'économiser en 2022 une enveloppe de 30 milliards de FCFA. Il s'agit essentiellement de projets d'infrastructures et de services de transport.

Enfin, l'examen des dépenses de transferts courants a permis de dégager une marge budgétaire de 9,1 milliards FCFA.

Au total, les économies réalisées sur les dépenses portent sur un montant de 93,1 milliards de FCFA.

Ainsi, le présent projet de loi de finances rectificative pour l'année 2022 est arrêté à 3 647,8 milliards FCFA en recettes et 4 702,9 milliards FCFA en dépenses, soit un déficit budgétaire de 1 055,1 milliards FCFA, représentant 6,23% du PIB.

Comparé à la LFI 2022 qui était arrêtée à 3 610,7 milliards de FCFA en recettes et 4 394,7 milliards de FCFA en dépenses, le présent projet de LFR connaît une hausse de ses recettes pour 37,1 milliards FCFA (1%) et de ses dépenses pour 308,2 milliards FCFA (7%).

Ces variations s'expliquent :

- pour les recettes : par la constatation des recettes issues de créances que la Société Africaine de Raffinage (SAR) doit à l'Etat (48,87 milliards FCFA), de la convention de dettes croisées entre Sécuriport et l'Etat (5,24 milliards FCFA) et par la révision de la Taxe d'usage de la Route (TUR) de 13 milliards FCFA supplémentaires par rapport à la prévision initiale. Toutefois, cette hausse est atténuée par la baisse des dons en capital pour un montant de 30 milliards de FCFA ;
- pour les dépenses : par la subvention des dépenses d'énergie, la prise en charge des engagements de l'Etat vis-à-vis des partenaires sociaux et les besoins urgents en matière de défense et de sécurité, ainsi que les dépenses liées à la convention de dettes croisées et à l'augmentation du capital de la SAR.

| RUBRIQUES                                         | LFI 2022 | LFR 1 2022 | ECART LFR 1<br>2022/LFI 2022 |        |
|---------------------------------------------------|----------|------------|------------------------------|--------|
| I. BUDGET GENERAL                                 |          |            |                              |        |
| Recettes fiscales                                 | 3 025,0  | 3 052,1    | 27,1                         | 0,9%   |
| TUR                                               | 40,0     | 53,0       | 13,0                         | 32,5%  |
| Remboursement créances SAR                        |          | 48,9       | 48,9                         |        |
| Convention Etat/Sécuriport                        |          | 5,2        | 5,2                          |        |
| Recettes non fiscales et autres                   | 140,0    | 180,0      | 40,0                         | 28,6%  |
| dont CDC                                          |          | 40,0       | 40,0                         |        |
| Total recettes internes                           | 3 165,0  | 3 232,1    | 67,1                         | 2,1%   |
| Tirages sur Dons en capital (projet)              | 250,0    | 220,0      | - 30,0                       | -12,0% |
| Dons budgétaires                                  | 46,0     | 46,0       | -                            | 0,0%   |
| Total recettes externes                           | 296,0    | 266,0      | - 30,0                       | -10,1% |
| RECETTES BUDGET GENERAL                           | 3 461,0  | 3 498,1    | 37,1                         | 1,1%   |
| RECETTES CST                                      |          |            | -                            |        |
| Comptes affectation spéciale                      | 127,5    | 127,5      | -                            | 0,0%   |
| Compte de commerce                                | 0,2      | 0,2        | -                            | 0,0%   |
| Compte de prêts                                   | 20,8     | 20,8       | -                            | 0,0%   |
| Compte d'avances                                  | 0,8      | 0,8        | -                            | 0,0%   |
| Compte de garanties et aval                       | 0,5      | 0,5        | -                            | 0,0%   |
| RECETTES CST                                      | 149,7    | 149,7      | -                            | 0,0%   |
| TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES                    | 3 610,7  | 3 647,8    | 37,1                         | 1,0%   |
| Intérêts de la dette                              | 350,0    | 350,0      | -                            | 0,0%   |
| Dépenses de personnel                             | 952,0    | 1 037,0    | 85,0                         | 8,9%   |
| Acquisitions de biens et services et transferts c | 1 170,7  | 1 412,4    | 241,7                        | 20,6%  |
| dont Augmentation capital SAR                     |          | 48,9       | 48,9                         |        |
| dont Subvention Energie                           |          | 150,0      | 150,0                        |        |
| dont Convention Etat/Sécuriport                   |          | 5,2        |                              |        |
| Total dépenses courantes                          | 2 472,7  | 2 799,4    | 326,7                        | 13,2%  |
| Dépenses capital sur ress. internes               | 942,3    | 1 018,8    | 76,5                         | 8,1%   |
| dont FERA                                         | 40,0     | 53,0       | 13,0                         | 32,5%  |
| Investissements sur ressources externes           | 830,0    | 735,0      | - 95,0                       | -11,4% |
| Total dépenses d'investissement                   | 1 772,3  | 1 753,8    | - 18,5                       | -1,0%  |
| DEPENSES BUDGET GENERAL                           | 4 245,0  | 4 553,2    | 308,2                        | 7,3%   |
| Comptes affectation spéciale                      | 127,5    | 127,5      | -                            | 0,0%   |
| Compte de commerce                                | 0,2      | 0,2        | -                            | 0,0%   |
| Compte de prêts                                   | 20,8     | 20,8       | -                            | 0,0%   |
| Compte d'avances                                  | 0,8      | 0,8        | -                            | 0,0%   |
| Compte de garanties et aval                       | 0,5      | 0,5        | -                            | 0,0%   |
| DEPENSES CST                                      | 149,7    | 149,7      | -                            | 0,0%   |
| TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES                    | 4 394,7  | 4 702,9    | 308,2                        | 7,0%   |
| Solde budgétaire global                           | - 784,0  | - 1 055,1  | - 271,1                      | 34,6%  |
| % PIB Déficit                                     | -4,8%    | -6,23%     |                              |        |
| PIB NOMINAL                                       | 16 473,3 | 16 922,4   |                              |        |

| FINANCEMENT                                                    |                 |                  |                            |              |
|----------------------------------------------------------------|-----------------|------------------|----------------------------|--------------|
| Besoin de financement                                          |                 |                  |                            |              |
|                                                                | LFI 2022        | LFR 1 2022       | ECART LFR<br>2022/LFI 2022 |              |
| <i>Amortissement de la dette</i>                               | 804,3           | 853,8            | 49,5                       | 6,2%         |
| <i>Financement déficit</i>                                     | 784,0           | 1 055,1          | 271,1                      | 34,6%        |
| <i>Autres opérations de<br/>financement</i>                    | 25,0            | 25,0             | -                          | 0,0%         |
| <i>Crédit hôtelier</i>                                         | 10,0            | 10,0             | -                          |              |
| <i>Fonds de stabulation (FONSTAB)</i>                          | 2,0             | 2,0              | -                          |              |
| <i>Participations financières</i>                              | 10,0            | 10,0             | -                          |              |
| <i>Fonsis</i>                                                  | 3,0             | 3,0              | -                          |              |
| <i>Déficit OPEX</i>                                            | 30,0            | 30,0             | -                          |              |
| <b>Total remboursement</b>                                     | <b>1 643,3</b>  | <b>1 963,9</b>   | <b>320,6</b>               | <b>19,5%</b> |
| Couverture du besoin de financement                            |                 |                  |                            |              |
| <i>Emprunts projets</i>                                        | 580,0           | 515,0            | - 65,0                     | -11,2%       |
| <i>Surfinancement prévisionnel à r</i>                         | 232,5           | 120,7            | - 111,8                    | -48,1%       |
| <i>dont Allocation de Droits de Tirages spéciaux<br/>(DTS)</i> | 50,0            | 50,0             | -                          | 0,0%         |
| <i>Emprunts programmes</i>                                     | 107,0           | 361,0            | 254,0                      | 237,4%       |
| <i>Autres emprunts</i>                                         | 723,8           | 967,2            | 243,4                      | 33,6%        |
| <b>Total tirages</b>                                           | <b>1 643,3</b>  | <b>1 963,9</b>   | <b>320,6</b>               | <b>19,5%</b> |
| <b>Déficit</b>                                                 | <b>- 784,0</b>  | <b>- 1 055,1</b> | <b>- 271,1</b>             | <b>34,6%</b> |
| <b>PIB</b>                                                     | <b>16 473,3</b> | <b>16 922,4</b>  |                            |              |
| <b>Déficit</b>                                                 | <b>-4,8%</b>    | <b>-6,23%</b>    |                            |              |

• **Les données du budget général de l'Etat:**

Le budget général pour le présent projet de loi de finances rectificative s'élève à 3 498,1 milliards de FCFA en recettes et à 4 553,2 milliards de FCFA en dépenses.

Dans le détail, les recettes budgétaires sont composées des grandes masses suivantes:

- recettes fiscales : 3 052,1 milliards de FCFA, en hausse de 0,9%;
- recettes non fiscales : 180 milliards de FCFA, en hausse de 28,6% ;
- tirages sur dons-projets : 220 milliards de FCFA en baisse de 12% ;
- dons budgétaires : 46 milliards de FCFA, au même niveau que la LFI.

Toutefois, à l'image des dispositions prises dans la loi de finances 2022, le Gouvernement mettra en place une réserve de précaution (investissements externes et internes) et de gestion dotée de 80 milliards FCFA, pour tenir compte du contexte mondial difficile et incertain lié notamment à la guerre en Ukraine et ses conséquences importantes sur la volatilité des prix des matières premières et sur l'activité économique.

Aussi, subsiste-t-il des risques importants qui pourraient peser sur le recouvrement des recettes et sur le niveau des subventions à l'énergie. Ainsi, la réserve de précaution

ne sera mobilisable que si les objectifs de recettes sont atteints et que le niveau des subventions à l'énergie reste dans l'enveloppe budgétaire prévue.

Les dépenses du budget général sont arrêtées à un montant total de 4 553,2 milliards de FCFA et se décomposent ainsi qu'il suit :

- charges financières de la dette publique (intérêts et commissions) : 350 milliards de FCFA, au même niveau que la LFI 2022 ;
- dépenses de personnel : 1 037 milliards de FCFA contre 952 milliards de FCFA dans la LFI 2022, soit une progression de 8,9% ;
- dépenses d'acquisitions de biens et services et de transferts courants : 1 412,4 milliards FCFA contre 1 170,7 milliards de FCFA dans la LFI 2022, soit une hausse de 20,6% ;
- dépenses en capital sur ressources internes : 1 018,8 milliards de FCFA contre 942,3 milliards de FCFA dans la LFI 2022. Ces dépenses d'investissement connaîtront une hausse de 76,5 milliards FCFA en raison notamment des dépenses de sécurité, du renforcement de la TUR, de l'achèvement des travaux des universités Amadou Moustar MBOW, Assane SECK de Ziguinchor et El Hadj Ibrahima NIASSE de Sine Saloum, du complément de financement du projet d'assainissement de Touba et de la finalisation du Projet De Développement Inclusif et Durable de l'agro-Business (PDIDAS) ;
- dépenses en capital sur ressources externes : 735 milliards de FCFA contre 830 milliards FCFA dans la LFI 2022, soit un recul de 95 milliards de FCFA en valeur absolue et 11,4% en valeur relative.

• **Les comptes spéciaux du Trésor :**

Les comptes spéciaux du Trésor (CST) sont projetés, en ressources et en charges, à 149,7 milliards de FCFA, soit au même niveau que la LFI 2022.

Les CST sont composés des catégories de comptes suivantes, toutes équilibrées en recettes et en dépenses :

- comptes d'affectation spéciale : 127,5 milliards de FCFA contre 113,8 milliards de FCFA dans la LFI 2022, soit une hausse de 13,8 milliards de FCFA ;
- comptes de commerce : 0,15 milliard de FCFA ;
- comptes de prêt : 20,8 milliards de FCFA ;
- comptes d'avance : 0,8 milliard de FCFA ;
- comptes de garanties et avals : 0,5 milliard de FCFA.

Telle est l'économie du présent projet de loi de finances rectificative pour l'année 2022.

# EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE

## **PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT**

**ARTICLE PREMIER :** Les dispositions des articles premier, 2,5,11,12 et 13 de la loi n°2021-42 du 20 décembre 2021 portant loi de finances pour l'année 2022 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

### **TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances, les ressources et les charges de l'Etat sont constituées des recettes et des dépenses budgétaires ainsi que des ressources et charges de trésorerie.

#### **A – Dispositions relatives aux ressources**

##### **ARTICLE PREMIER MODIFIE : Prévision et autorisation des recettes du budget général**

###### **Exposé des motifs**

Cet article prévoit et autorise les recettes du budget général évaluées sur la base des projections révisées du programme économique et financier du mois d'avril 2022.

Elles sont arrêtées à 3 498 117 000 000 de FCFA pour la présente loi de finances rectificative. Elles excluent les emprunts qui sont considérés comme ressources de trésorerie, au sens de l'article 8 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances.

Ces recettes sont composées des recettes internes pour un montant de 3 232 117 000 000 de FCFA, des recettes externes d'un montant de 266 000 000 000 FCFA (dons budgétaires pour un montant de 46 000 000 000 de FCFA et des tirages sur dons en capital pour un montant de 220 000 000 000 FCFA). Le détail des recettes du budget général est donné en annexe I de la présente loi de finances rectificative.

###### **Texte de l'article :**

*« I – Les recettes internes du budget général sont prévues dans la loi de finances rectificative pour l'année 2022, à la somme de 3 232 117 000 000 de FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.*

*II – Les dons budgétaires et en capital sur recettes externes du budget général sont prévus dans la loi de finances rectificative pour l'année 2022, à 266 000 000 000 de FCFA.*

*III – Les recettes totales du budget général sont ainsi prévues, pour la loi de finances rectificative à 3 498 117 000 000 de FCFA ».*

## **ARTICLE 2 MODIFIE: Prévision et autorisation des ressources de trésorerie de l'Etat**

### **Exposé des motifs**

Les ressources de trésorerie révisées pour l'année 2022 sont estimées à un montant de 1 963 877 116 825 FCFA. Elles sont composées :

- des emprunts projets pour un montant de 515 000 000 000 de FCFA ;
- des emprunts programmes évalués à 361 000 000 000 de FCFA ;
- d'autres emprunts pour un montant de 967 177 116 825 de FCFA ;
- et du surplus de financement à reporter pour 120 700 000 000 de FCFA dont 50 000 000 000 FCFA provenant des droits de tirages spéciaux.

Ce financement déjà disponible ramène l'autorisation d'intervenir sur le marché à **1 843 177 116 825 FCFA.**

### **Texte de l'article**

*« I- Pour l'année 2022, les ressources de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à 1 963 877 116 825 FCFA. Hors le surplus de financement, les autorisations d'intervenir sur les marchés sont arrêtées à 1 843 177 116 825 FCFA de FCFA.*

*II- Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention. »*

## **B – Dispositions relatives aux charges**

### **B.1 BUDGET GENERAL**

## **ARTICLE 5 MODIFIE: Les dépenses du budget général**

### **Exposé des motifs**

Le plafond des autorisations d'engagement et des crédits de paiements du budget général sont respectivement fixés, dans la loi de finances rectificative de l'année 2022, à 7 525 898 450 520 de FCFA et 4 553 194 116 825 de FCFA.

Pour les dépenses de personnel, elles sont assorties, par ministère, de plafonds d'autorisation d'emploi rémunérés par l'Etat.

### **Texte de l'article :**

*« I- Les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour 2022, au titre des dépenses du budget général, est fixé à 4 553 194 116 825 de FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie suivante :*

- Intérêts et commissions : 350 000 000 000 de FCFA ;
- Dépenses de personnel : 1 037 000 000 000 de FCFA ;
- Biens et services et transferts courants : 1 412 403 000 000 de FCFA ;
- Investissement exécutés par l'Etat : 947 673 023 124 de FCFA ;
- Transferts en capital : 806 118 093 701 de FCFA.

*II – Il est ouvert pour la loi de finances rectificative de l'année 2022, au titre des dépenses du budget général, des autorisations d'engagements d'un montant de 7 525 898 450 520 de FCFA.*

*Ces autorisations d'engagements (AE) sont reprises conformément à l'annexe II, jointe à la présente loi.*

*III– Il est ouvert pour la loi de finances rectificative de l'année 2022, au titre des dépenses de personnel, des plafonds d'autorisations d'emplois rémunérés par l'Etat d'un montant de 1 037 000 000 000 de FCFA ».*

### **B.3 LES CHARGES DE TRESORERIE**

#### **ARTICLE 11 MODIFIE: Evaluation des charges de trésorerie**

##### **Exposé des motifs**

Les charges de trésorerie sont revues dans la présente loi de finances rectificative et portent sur un montant de 1 963 877 116 825 FCFA et concernent principalement l'amortissement de la dette pour un montant de 853 800 000 000 de FCFA et le financement du déficit pour un montant 1 055 077 116 825 de FCFA.

##### **Texte de l'article**

*« Pour la présente loi de finances rectificative, les charges de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à un montant de 1 963 877 116 825 de FCFA ».*

### **TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES**

#### **ARTICLE 12 MODIFIE : Equilibre budgétaire et financier**

##### **Exposé des motifs**

Le présent article arrête les données générales de l'équilibre budgétaire et financier présentées dans un tableau d'équilibre. Il arrête le déficit budgétaire et autorise également le Ministre chargé des Finances à émettre des emprunts et à recevoir des dons afin d'assurer le besoin de financement de l'Etat.

## Texte de l'article

« I - Pour la loi de finances rectificative de l'année 2022, les prévisions de ressources et les plafonds des charges de l'Etat, évalués dans les précédents articles de la présente loi et le déficit qui en résulte, sont fixés aux montants indiqués dans le tableau ci-après » :

| RUBRIQUES                                         | LFI 2022 | LFR 1 2022 | ECART LFR 1<br>2022/LFI 2022 |        |
|---------------------------------------------------|----------|------------|------------------------------|--------|
| I. BUDGET GENERAL                                 |          |            |                              |        |
| Recettes fiscales                                 | 3 025,0  | 3 052,1    | 27,1                         | 0,9%   |
| TUR                                               | 40,0     | 53,0       | 13,0                         | 32,5%  |
| Remboursement créances SAR                        |          | 48,9       | 48,9                         |        |
| Convention Etat/Sécuriport                        |          | 5,2        | 5,2                          |        |
| Recettes non fiscales et autres                   | 140,0    | 180,0      | 40,0                         | 28,6%  |
| dont CDC                                          |          | 40,0       | 40,0                         |        |
| Total recettes internes                           | 3 165,0  | 3 232,1    | 67,1                         | 2,1%   |
| Tirages sur Dons en capital (projet)              | 250,0    | 220,0      | - 30,0                       | -12,0% |
| Dons budgétaires                                  | 46,0     | 46,0       | -                            | 0,0%   |
| Total recettes externes                           | 296,0    | 266,0      | - 30,0                       | -10,1% |
| RECETTES BUDGET GENERAL                           | 3 461,0  | 3 498,1    | 37,1                         | 1,1%   |
| RECETTES CST                                      |          |            | -                            |        |
| Comptes affectation spéciale                      | 127,5    | 127,5      | -                            | 0,0%   |
| Compte de commerce                                | 0,2      | 0,2        | -                            | 0,0%   |
| Compte de prêts                                   | 20,8     | 20,8       | -                            | 0,0%   |
| Compte d'avances                                  | 0,8      | 0,8        | -                            | 0,0%   |
| Compte de garanties et aval                       | 0,5      | 0,5        | -                            | 0,0%   |
| RECETTES CST                                      | 149,7    | 149,7      | -                            | 0,0%   |
| TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES                    | 3 610,7  | 3 647,8    | 37,1                         | 1,0%   |
| Intérêts de la dette                              | 350,0    | 350,0      | -                            | 0,0%   |
| Dépenses de personnel                             | 952,0    | 1 037,0    | 85,0                         | 8,9%   |
| Acquisitions de biens et services et transferts c | 1 170,7  | 1 412,4    | 241,7                        | 20,6%  |
| dont Augmentation capital SAR                     |          | 48,9       | 48,9                         |        |
| dont Subvention Energie                           |          | 150,0      | 150,0                        |        |
| dont Convention Etat/Sécuriport                   |          | 5,2        |                              |        |
| Total dépenses courantes                          | 2 472,7  | 2 799,4    | 326,7                        | 13,2%  |
| Dépenses capital sur ress. internes               | 942,3    | 1 018,8    | 76,5                         | 8,1%   |
| dont FERA                                         | 40,0     | 53,0       | 13,0                         | 32,5%  |
| Investissements sur ressources externes           | 830,0    | 735,0      | - 95,0                       | -11,4% |
| Total dépenses d'investissement                   | 1 772,3  | 1 753,8    | - 18,5                       | -1,0%  |
| DEPENSES BUDGET GENERAL                           | 4 245,0  | 4 553,2    | 308,2                        | 7,3%   |
| Comptes affectation spéciale                      | 127,5    | 127,5      | -                            | 0,0%   |
| Compte de commerce                                | 0,2      | 0,2        | -                            | 0,0%   |
| Compte de prêts                                   | 20,8     | 20,8       | -                            | 0,0%   |
| Compte d'avances                                  | 0,8      | 0,8        | -                            | 0,0%   |
| Compte de garanties et aval                       | 0,5      | 0,5        | -                            | 0,0%   |
| DEPENSES CST                                      | 149,7    | 149,7      | -                            | 0,0%   |
| TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES                    | 4 394,7  | 4 702,9    | 308,2                        | 7,0%   |
| Solde budgétaire global                           | - 784,0  | - 1 055,1  | - 271,1                      | 34,6%  |
| % PIB Déficit                                     | -4,8%    | -6,23%     |                              |        |
| PIB NOMINAL                                       | 16 473.3 | 16 922.4   |                              |        |

*II- Le Ministre chargé des Finances est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal pour un montant total de 2 109 177 116 825 de FCFA. Ces opérations pourront être contractées soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention ».*

## **ARTICLE 13 MODIFIE : Approbation du tableau de financement**

### **Exposé des motifs**

Le présent article a pour objet d'approuver le tableau de financement révisé qui récapitule les prévisions de ressources et de charges de trésorerie telles que définies par les articles 27 et 28 de la LOLF.

### **Texte de l'article :**

*« Le tableau de financement de la présente loi de finances rectificative est approuvé conformément aux lois et règlements en vigueur. »*

| <b>FINANCEMENT</b>                                             |                 |                         |                                    |              |
|----------------------------------------------------------------|-----------------|-------------------------|------------------------------------|--------------|
| <b>Besoin de financement</b>                                   |                 |                         |                                    |              |
|                                                                | <b>LFI 2022</b> | <b>LFR 1 2022</b>       | <b>ECART LFR<br/>2022/LFI 2022</b> |              |
| <i>Amortissement de la dette</i>                               | 804,3           | 853,8                   | 49,5                               | 6,2%         |
| <i>Financement déficit</i>                                     | 784,0           | 1 055,1                 | 271,1                              | 34,6%        |
| <i>Autres opérations de<br/>financement</i>                    | 25,0            | 25,0                    | -                                  | 0,0%         |
| <i>Crédit hôtelier</i>                                         | 10,0            | 10,0                    | -                                  |              |
| <i>Fonds de stabulation (FONSTAB)</i>                          | 2,0             | 2,0                     | -                                  |              |
| <i>Participations financières</i>                              | 10,0            | 10,0                    | -                                  |              |
| <i>Fonsis</i>                                                  | 3,0             | 3,0                     | -                                  |              |
| <i>Déficit OPEX</i>                                            | 30,0            | 30,0                    | -                                  |              |
| <b>Total remboursement</b>                                     | <b>1 643,3</b>  | <b>1 963,9</b>          | <b>320,6</b>                       | <b>19,5%</b> |
| <b>Couverture du besoin de financement</b>                     |                 |                         |                                    |              |
| <i>Emprunts projets</i>                                        | 580,0           | 515,0                   | - 65,0                             | -11,2%       |
| <i>Surfinancement prévisionnel à r</i>                         | 232,5           | 120,7                   | - 111,8                            | -48,1%       |
| <i>dont Allocation de Droits de Tirages spéciaux<br/>(DTS)</i> | 50,0            | 50,0                    | -                                  | 0,0%         |
| <i>Emprunts programmes</i>                                     | 107,0           | 361,0                   | 254,0                              | 237,4%       |
| <i>Autres emprunts</i>                                         | 723,8           | 967,2                   | 243,4                              | 33,6%        |
| <b>Total tirages</b>                                           | <b>1 643,3</b>  | <b>1 963,8771168250</b> | <b>320,6</b>                       | <b>19,5%</b> |
| <b>Déficit</b>                                                 | <b>- 784,0</b>  | <b>- 1 055,1</b>        | <b>- 271,1</b>                     | <b>34,6%</b> |
| <b>PIB</b>                                                     | <b>16 473,3</b> | <b>16 922,4</b>         |                                    |              |
| <b>Déficit</b>                                                 | <b>-4,8%</b>    | <b>-6,23%</b>           |                                    |              |

## **DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES**

**ARTICLE 2 :** Les dispositions des articles 14, 16 et 17 de la loi n°2021-42 du 30 décembre 2021 portant loi de finances pour l'année 2022 sont abrogées et remplacées par celles des articles cités ci-dessous.

Par ailleurs, cette partie intègre de nouvelles dispositions relatives à la ratification d'un décret d'avance, à la création de comptes d'affectation spéciale et à l'insertion de dispositions modifiant le Code général des impôts.

### **TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS**

#### **A – CREDITS DES PROGRAMMES**

##### **A. 1 Programmes du Budget général**

#### **ARTICLE 14 MODIFIE : Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement**

##### **Exposé des motifs**

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la loi de finances rectificative pour 2022, au titre des programmes du budget général s'élèvent respectivement à 6 629 841 168 818 de FCFA et 3 696 104 380 487 de FCFA.

La répartition par section et par programme des crédits de paiement est donnée en annexe III de la présente loi de finances.

##### **Texte de l'article :**

*« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la loi de finances rectificative pour l'année 2022, au titre des programmes du budget général, sont fixés respectivement à 6 629 841 168 818 de FCFA et 3 696 104 380 487 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses ».*

#### **B – CREDITS DES DOTATIONS DU BUDGET GENERAL**

#### **ARTICLE 16 MODIFIE: Dotations des institutions**

##### **Exposé des motifs**

Conformément aux dispositions de l'article 12, alinéa 3, il est ouvert pour la loi de finances rectificative pour 2022, des autorisations d'engagement et des crédits de

paiement pour les Institutions pour respectivement 165 240 796 279 de FCFA et 158 301 110 699 de FCFA, selon la répartition par dotation de l'annexe III.

**Texte de l'article :**

*« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2022, au titre des dotations des institutions sont fixés respectivement à 165 240 796 279 de FCFA et 158 301 110 699 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par institutions et par catégories de dépenses. »*

**ARTICLE 17 MODIFIE: Dotation des charges communes**

**Exposé des motifs**

En application des dispositions de l'article 14 de loi organique, il est ouvert pour la loi de finances rectificative pour 2022, pour les charges communes, des autorisations d'engagement pour 380 816 485 427 FCFA et des crédits de paiement pour 348 788 625 639 de FCFA.

**Texte de l'article :**

*« Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes pour la loi de finances rectificative pour l'année 2022 au titre des charges communes est fixé à la somme de 380 816 485 427 de FCFA ».*

*« Le plafond des crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2022, au titre des charges communes, est fixé à la somme de 348 788 625 639 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par catégories de dépenses ».*

## **TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES**

Cette partie intègre de nouvelles dispositions allant des articles 25 à 84.

### **ARTICLE 25 : Ratification d'un décret d'avance**

#### **Exposé des motifs**

Conformément aux dispositions de l'article 23 de la loi organique 2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances, les décrets d'avance pris en cours d'année sont proposés à la ratification.

Ainsi, le décret d'avance *n°2022-860 du 14 avril 2022*, a été pris pour constater les recettes du budget général sur la base de créances que la SAR rembourse à l'Etat du Sénégal et d'ouvrir des crédits supplémentaires d'égal montant, en autorisation d'engagement et en crédits de paiement au titre de la participation publique dans le capital social de la SAR.

Les crédits ouverts dans ce décret font l'objet de régularisation en recettes et en dépenses dans le budget de l'Etat pour un montant de 48 874 281 044 FCFA, dans le présent projet de loi de finances rectificative.

#### **Texte de l'article :**

*« Est ratifié le décret d'avance n°2022-860 du 14 avril 2022 portant constatation de recettes et d'ouverture de crédits au budget général de l'Etat au titre de l'exercice 2022 ».*

### **ARTICLE 26 : Création de comptes d'affectation spéciale**

#### **Exposé des motifs**

En perspective du démarrage de l'exploitation effective du pétrole et du gaz prévue pour l'année 2023, la loi n°2022-09 du 19 avril 2022 relative à la répartition et à l'encadrement de la gestion des recettes issues de l'exploitation des hydrocarbures a été votée et promulguée. Cette loi dispose, en son article 12, que « la loi de finances initiale répartit les recettes d'hydrocarbure entre le budget général de l'Etat, le Fonds de stabilisation et le Fonds intergénérationnel ».

L'article 16 de la même loi prévoit que la loi de finances ouvre deux comptes d'affectation spéciale dont le Fonds de stabilisation et le Fonds intergénérationnel.

Dans ce cadre, la présente loi propose la création de ces deux comptes en attendant leur dotation, en crédits budgétaires, dans la loi de finances initiale de 2023.

#### **Texte de l'article :**

*« - Il est ouvert, les comptes d'affectation spéciale suivants :*

- Fonds de stabilisation ;*
- Fonds intergénérationnel. »*

**ARTICLES 27,28,29,30,31,32,33,34,35,36,37,38,39,40,41,42,43,44,45,46,47,48,  
49,50,51,52,53,54,55,56,57,58,59,60,61,62,63,64,65,66,67,68,69,70,71,72,73,  
74,75,76,77,78,79,80,81,82, 83 et 84 MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DU  
CODE GENERAL DES IMPOTS**

## **Exposé des motifs**

Dans le cadre de la stratégie de riposte mise en place pour endiguer les conséquences économiques et sociales engendrées par la crise sanitaire liée à la Covid 19, les pouvoirs publics ont déjà mis en application de fortes mesures fiscales de soutien aux entreprises et aux ménages, notamment par le biais d'avantages particuliers et autres facilités de trésorerie accordés par l'ordonnance n° 002-2020 du 23 avril 2020.

La mise en œuvre d'une politique de relance inclusive et résiliente post-Covid-19 de l'économie initiée par le Gouvernement requiert de poursuivre davantage la rénovation du dispositif interne de taxation, conformément aux orientations contenues dans la Stratégie de mobilisation des Recettes à Moyen Terme (SRMT) qui vise la mise en place d'un système fiscal simple et efficace, incitatif et juste, moderne et transparent, organisé autour d'une utilisation accrue des technologies numériques.

Dans la perspective de la digitalisation intégrale de la chaîne de recettes publiques et d'interconnexion accrue des administrations de recettes et de dépenses, la prise en considération des orientations déclinées par les pouvoirs publics nécessite dès à présent l'adaptation du corpus fiscal à l'évolution du cadre juridique, économique et financier dans lequel il évolue.

Les modifications du Code général des impôts visent donc à :

- appuyer la politique d'incitation à l'investissement dans le secteur agricole ;
- assurer une plus grande justice sociale dans la répartition de la charge fiscale ;
- poursuivre l'effort de rationalisation des règles de liquidation de certains impôts et taxes ;
- simplifier davantage certaines dispositions fiscales en vue de favoriser davantage le consentement à l'impôt ;
- aligner le régime de redevance minière avec celui de la production de phosphate.

### **I) Appuyer la politique d'incitation à l'investissement dans le secteur agricole**

Le contexte économique mondial, confirme l'intérêt de soutenir les acteurs du secteur agricole dans leurs efforts d'investissement. Tel est le sens de la prorogation jusqu'au 31 décembre 2026, soit pour 5 années supplémentaires, de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) applicable au matériel agricole prévue au 26 de l'article 361 du CGI.

## **II) Assurer une plus grande justice sociale dans la répartition de la charge fiscale**

L'un des objectifs poursuivis par la réforme du cadre fiscal est aussi de créer les conditions d'une répartition plus équitable de la charge fiscale.

C'est dans ce cadre qu'il est envisagé, avec la modification du point 5 de l'article 361 du CGI, un ciblage de l'exonération de la tranche sociale des consommations d'eau et d'électricité afin d'en faire bénéficier davantage les couches les plus défavorisées et mieux faire participer les consommateurs disposant de revenus conséquents lorsque leur niveau de consommation excède les limites fixées par voie réglementaire.

Il est en outre prévu, à la faveur d'une revue de l'article 173, d'ajouter au barème progressif une tranche liquidée au taux de 43% et applicable aux titulaires de revenus annuels imposables supérieurs à 50 millions de francs CFA.

Une autre mesure à fort impact social est également consacrée par le point 15 de l'article 167 qui exonère expressément d'impôt sur le revenu les cotisations relatives à l'assurance maladie.

Par ailleurs, en vue de lutter plus efficacement contre la spéculation foncière, il est procédé à une révision du point 2 de l'article 556 avec l'application d'une taxation plus dissuasive aux plus-values résultant de la cession de terrains nus ou insuffisamment bâtis et ce, sans considération de la nature juridique du bien immobilier.

## **III) Poursuivre l'effort de rationalisation des règles de liquidation de certains impôts et taxes**

Il est également envisagé la révision des modalités de taxation de certains impôts et taxes en vue de diminuer les externalités négatives de produits dont l'usage inconsidéré ou immodéré peut entraîner des conséquences néfastes sur la santé ou l'environnement.

C'est ainsi qu'il est envisagé une révision du dispositif de taxation des emballages en plastique non récupérables par une modification des articles 444 bis et 444 ter du CGI et une révision à la hausse du tarif de la taxe sur les alcools.

L'effort de rationalisation des règles d'assiette a conduit également à la prise en considération de situations particulières pouvant impacter sur le calcul des cotisations fiscales dues par certains contribuables notamment en matière d'impôts locaux.

## **IV) Simplifier davantage certaines dispositions fiscales en vue de favoriser le consentement à l'impôt**

L'effort de simplification du dispositif fiscal est également poursuivi en vue de favoriser davantage le consentement à l'impôt par la facilitation des conditions de déclaration et de paiement des impôts et taxes.

Enfin, dans le souci d'actualiser le dispositif fiscal pour une plus grande clarté à l'application, plusieurs autres articles contenus dans le CGI ont fait l'objet de réécriture, d'ajustement ou de réaménagement.

#### **V. Aligner le régime de redevance minière avec celui de la production de phosphate**

Le phosphate constitue un intrant qui rentre dans le processus de fabrication de l'acide phosphorique. Dans les conventions minières actuellement en cours, la redevance minière est assise sur la valeur marchande des produits commercialisés, notamment l'acide phosphorique et les engrais. Or, ces produits finis ne sont pas des produits miniers.

Pour aligner le régime de redevance minière avec celui de la production de phosphate au Sénégal, il est proposé que la redevance minière soit assise sur la valeur marchande du phosphate brut constitué par la roche, plutôt que sur les produits finis, du fait que cette substance est un produit de consommation intermédiaire pour les producteurs d'engrais ou d'acide phosphorique.

Le taux prévu par le code minier est de 1% sur une assiette déterminée par référence à l'indice de prix de la roche de phosphate pour encourager la transformation locale des phosphates en produits finis, créant ainsi davantage de valeur ajoutée.

**Texte de l'article 27.-** Les dispositions du point 2 de l'article 322 du code susvisé sont abrogées.

**Texte de l'article 28.-** Les dispositions du second alinéa du 7 de l'article 9 sont ainsi modifiées:

« Article. 9.-

7)

Si des dégrèvements sont ultérieurement accordés sur des impôts déductibles, leur montant entre dans les produits de l'exercice au cours duquel l'entreprise est avisée de ces dégrèvements ; »

**Texte de l'article 29.-** Les dispositions du 4 de l'article 11 du code susvisé sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Article 11-

4) les frais d'inspection ou de révisions majeures supportés dans les conditions fixées à l'annexe III du présent Livre par les entreprises de navigation maritime agréées par décision du Ministre chargé des Finances.»

**Texte de l'article 30.-** Les dispositions des articles 122, 128 et 132 du code susvisé sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Article 122. Le bénéfice imposable des contribuables assujettis au titre du régime du réel normal et du réel simplifié est déterminé, sauf dispositions contraires, dans les mêmes conditions que celles prévues aux articles 7 à 35. »

« Article 128. Le résultat imposable des contribuables soumis au régime du bénéfice réel normal est déterminé dans les mêmes conditions que celles prévues aux articles 7 à 35. »

« Article 132. Le résultat imposable des contribuables soumis au régime du réel simplifié est déterminé dans les mêmes conditions que celles prévues aux articles 7 à 35. »

**Texte de l'article 31.** - Au point 3 de l'article 91, au point 7 de l'article 105 et au point 11 de l'article 402, le terme « Caisse nationale de Crédit agricole du Sénégal » est remplacé par « La Banque Agricole ».

**Texte de l'article 32.**- Les mots « exemptions », « exempté », « exemptée » ou « exemptés » utilisés à l'article 85, au titre du III qui précède l'article 91, à l'article 94, au titre II qui précède l'article 104, au titre qui précède l'article 271 et au premier alinéa dudit article, au titre qui précède l'article 275, à l'article 278, au titre qui précède l'article 284 et au premier alinéa dudit article, au titre qui précède l'article 286, au second alinéa de l'article 287, au premier alinéa de l'article 288, à l'article 289, au titre qui précède l'article 298 et au premier alinéa dudit article, à l'article 299, au point 7 de l'article 314, au titre qui précède l'article 322 et au premier alinéa dudit article, au titre qui précède l'article 323, au titre qui précède l'article 324 et au premier alinéa dudit article sont, selon le cas, remplacés par les mots « exonérations », « exonéré », « exonérées » ou « exonérés ».

**Texte de l'article 33.**- Le terme « SYSCOA » utilisé au b. du 5 de l'article 11.5 et au dernier alinéa de l'article 250 du code susvisé est remplacé par le terme « SYSCOHADA ».

**Texte de l'article 34.**- Au point 7 de l'article 271 du code susvisé, le mot « aveugles » est remplacé par le mot « non-voyants ».

**Texte de l'article 35.**- Au premier alinéa des articles 275, 283, 296, 308, 309, 310, 319, aux points 1, 2 et 3 de l'article 285, aux articles 309, 314, 319 et au point 1° de l'article 466, le terme « collectivités locales » est remplacé par « collectivités territoriales », celui de « commune ou communauté rurale » à l'article 308 est remplacé par « commune », et celui de « taxe » au dernier alinéa de l'article 292 du code susvisé, est remplacé par « contribution ».

**Texte de l'article 36.**- L'intitulé de la Sous-section 4 de la Section VI du Chapitre I du Livre II du code susvisé « Déductions » est remplacé par « *Régularisation, Remboursement ou Imputation en matière de TVA* ».

**Texte de l'article 37.**- Au premier alinéa de l'article 474 du code susvisé le terme « tribunal régional » est remplacé par « Tribunal de grande Instance ».

**Texte de l'article 38.**- Le premier alinéa de l'article 511 du code susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 511.- Le paiement du droit proportionnel prévu par le V de l'article 472, lorsqu'il excède 5 millions de francs, peut sur la demande de la société débitrice, être acquitté en trois versements égaux. Le premier versement est seul acquitté lors de

l'enregistrement de l'acte. Les autres fractions, majorées de l'intérêt au taux légal, sont exigibles d'année en année et doivent être payées dans les trente jours qui suivent chaque échéance annuelle. »

**Texte de l'article 39**— Les dispositions de l'article 666 du code susvisé sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Article 666. Les amendes prévues à la présente section sont constatées par procès-verbal, dans les conditions fixées aux articles 613 et 614. »

**Texte de l'article 40.** — Le c) du III de l'article 667 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article. 667.-

III.

c) Le défaut de réponse ou la réponse partielle à la mise en demeure prévue au 3 de l'article 638 et au point 2 de l'article 639 entraîne l'application pour chaque exercice vérifié, d'une amende égale à 0,5% du montant des transactions concernées par les documents ou compléments qui n'ont pas été mis à la disposition de l'administration après mis en demeure »

**Texte de l'article 41.-** Les dispositions du dernier alinéa de l'article 144 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 144.-

Tout assujetti est tenu, dans son établissement, de présenter cette formule, lorsqu'il est requis par les maires, préfets, sous-préfets et fonctionnaires dûment commissionnés des impôts, du Trésor ou de la Douane. »

**Texte de l'article 42.-** Les dispositions du dernier alinéa du point 1 de l'article 174 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 174.

1.-

Toutefois, le montant de l'impôt ne peut excéder 43 % du revenu imposable. »

**Texte de l'article 43.-** Les dispositions du premier alinéa de l'article 258 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 258.-

Les contribuables qui, directement ou indirectement, versent à des personnes dont elles ne révèlent pas l'identité, des commissions, courtages, ristournes commerciales ou non, gratifications et toutes autres rémunérations, sont assujetties à l'impôt sur le revenu à raison du montant global de ces sommes. La taxation est établie sous une cote unique et porte chaque année sur les sommes payées au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés. »

**Texte de l'article 44.-** Les dispositions des deuxième et troisième alinéas de l'article 272 du code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 272.-*

L'impôt est dû pour l'année entière au lieu de la résidence habituelle du contribuable, en raison des faits existant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition. Lorsque par suite de changement de résidence, un contribuable se trouve imposé dans deux localités, il ne doit l'impôt que dans la localité où il se trouvait au 1<sup>er</sup> janvier. Les omissions totales ou partielles constatées dans l'assiette de l'impôt du minimum fiscal, ainsi que les erreurs commises dans l'application des tarifs, peuvent être réparées dans le délai de prescription prévu au I de l'article 627. »

**Texte de l'article 45.-** Les dispositions des deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 281 du code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 281.-*

Les régularisations faites par l'employeur sont assurées lors du dernier versement effectué au titre de l'année considérée, en tenant compte du salaire de l'employé, y compris les avantages en nature payés au cours de ladite année.

Les régularisations effectuées par l'administration sont assurées au moyen de titres de perception, en tenant compte du revenu brut du contribuable disposant de revenus salariaux, y compris les avantages en nature ; les impositions sont établies au nom dudit contribuable.

Les omissions totales ou partielles constatées dans l'assiette de la taxe représentative de l'impôt du minimum fiscal, ainsi que les erreurs commises dans l'application du tarif, peuvent être réparées dans le délai de prescription prévu au I de l'article 627 . »

**Texte de l'article 46.-** Les dispositions des deux premiers alinéas de l'article 309 du code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 309.-*

La commission est présidée par un représentant élu de la collectivité territoriale et comprend de cinq à huit commissaires suivant la taille de la collectivité. Les commissaires sont désignés par le Chef du service des impôts territorialement compétent, à partir d'une liste de noms établie par le président élu de la collectivité. La liste comporte le double du nombre des personnes prévues pour siéger à la commission. Les personnes dont les noms figureront sur la liste seront choisies parmi les responsables de quartier ou de village de la collectivité territoriale. »

**Texte de l'article 47.-** Les dispositions du point 13 de l'article 468 du code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 468.-*

13. Pour les adjudications de biens immeubles, le droit est liquidé sur la valeur vénale réelle de l'immeuble lorsque celle-ci est supérieure au prix d'adjudication, augmenté des charges en capital.

En ce qui concerne les ventes aux enchères publiques de meubles, le droit est perçu sur le montant total des recettes indiquées dans le procès-verbal des séances. »

**Texte de l'article 48.** - Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 635 du code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 635.-*

Lorsqu'ils ne sont pas soumis à des règles et plans comptables spécifiques, les contribuables doivent tenir des documents et une comptabilité conforme aux règles et plans comptables définis par l'Acte Uniforme du Traité de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA) relatif au droit comptable et à l'information financière. »

**Texte de l'article 49.** - Les dispositions du point 2 de l'article 31 du code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 31.-*

2. Les entreprises et organismes relevant du cadre comptable dénommé SYSCOHADA doivent joindre les documents comptables visés par l'article 8 de l'Acte Uniforme de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA) relatif au droit comptable et à l'information financière, sous les réserves prévues aux articles 11 et 13 dudit Acte uniforme, à savoir :

- le bilan ;
- le compte de résultat ;
- le tableau de flux de trésorerie ;
- les notes annexes. »

**Texte de l'article 50.-** Le titre de l'article 77 du code susvisé est modifié comme suit :

*« Article 77.- Renonciation à l'option »*

**Texte de l'article 51.** - Les dispositions du point 15 de l'article 167 du code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 167.-*

15. - les cotisations relatives à l'assurance maladie dans la mesure où elles n'excèdent pas 10% du revenu brut salarial. »

**Texte de l'article 52.** Les dispositions des points 1 et 2 de l'article 173 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 173.-

1. Pour le calcul de l'impôt, le revenu imposable, arrondi au millier de franc inférieur, est soumis au barème progressif suivant :

| <b>Tranche</b>                 | <b>Taux</b> |
|--------------------------------|-------------|
| <b>0-630 000</b>               | 0%          |
| <b>630 001 – 1 500 000</b>     | 20%         |
| <b>1 500 001 – 4 000 000</b>   | 30%         |
| <b>4 000 001 – 8 000 000</b>   | 35%         |
| <b>8 000 001 – 13 500 000</b>  | 37%         |
| <b>13 500 001 - 50 000 000</b> | 40%         |
| <b>+ 50 000 000</b>            | 43%         |

Par dérogation aux dispositions du 1, en ce qui concerne les revenus de capitaux mobiliers, il est fait application d'une retenue à la source aux taux suivants :

-25% pour les plus-values prévues au c) du 1) de l'article 156 et au 2 de l'article 259 du CGI lorsque les profits sont réalisés par l'intermédiaire d'une société ou d'un organisme de gestion des capitaux mobiliers domicilié au Sénégal.

Dans tous les autres cas, les plus-values ou les profits résultant des cessions valeurs mobilières réalisés ou taxables au Sénégal doivent être déclarés par le bénéficiaire dans les conditions prévues au 6° de l'article 31 du présent code.

- 10 %, pour les produits des actions, parts sociales et parts d'intérêts des sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés ;

- 13 %, pour les revenus d'obligations ;

Toutefois, pour les revenus des obligations, à échéance d'au moins cinq ans, émises au Sénégal, le taux est porté à 6 %.

- 15 %, pour les lots ;

- 16 %, pour les autres revenus de capitaux mobiliers, notamment les jetons de présence et autres rémunérations d'administrateurs ainsi que les revenus des créances, dépôts et cautionnements.

Ce taux est ramené à 8 % pour les intérêts, arrérages et autres produits des comptes de dépôts et des comptes courants visés à l'article 101 ouverts dans les comptes d'une banque, d'un établissement de banque, des systèmes financiers décentralisés, de la Caisse des Dépôts et Consignations, d'un agent de change, d'un courtier en valeurs mobilières, d'une société holding satisfaisant aux conditions de l'article 23 et des comptables du trésor, quelle que soit la date de l'ouverture des comptes.

Pour les intérêts des bons de caisse, nominatifs ou au porteur, la retenue à la source est fixée à 20 %, libératoire de tous impôts. »

**Texte de l'article 53.-** Les dispositions du point 2 de l'article 223 Code susvisé sont modifiées comme suit comme suit :

« Article 223.-

2. dans les 20 premiers jours du mois de janvier de chaque année, pour les produits échus au cours de l'année précédente en ce qui concerne les obligations, emprunts et autres valeurs dont le revenu est fixé et déterminé à l'avance. Il en est de même des revenus d'obligation dont le montant n'est pas fixé à l'avance ; »

**Texte de l'article 54.-** Les dispositions des points 1, 4 et 6 de l'article 284 du Code susvisé sont modifiées comme suit:

« Article 284.-

1. les terrains non cultivés employés à un usage professionnel lorsqu'ils sont occupés par une personne autre que le propriétaire ;

4. les installations destinées à abriter des personnes ou des biens ou à stocker des produits ainsi que les ouvrages en maçonnerie présentant le caractère de véritables constructions ;

6. les terrains cultivés ou non, utilisés pour la publicité commerciale ou industrielle, par des panneaux réclames, affiches-écrans ou affiches sur portatif spécial, établis autour de toute agglomération de maisons ou de bâtiments lorsqu'ils sont occupés par une personne autre que le propriétaire ; »

**Texte de l'article 55.-** Les dispositions des points 11 de l'article 285 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 285.-

11. les terrains, locaux et installations à usage professionnel inscrits à l'actif du bilan des entreprises effectivement soumises à la contribution économique locale sur ces biens. »

**Texte de l'article 56.-** Les dispositions du point 1 de l'article 286 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 286.-*

Les entreprises titulaires de titres de recherche de substances minérales, d'une autorisation de prospection ou d'exploration d'hydrocarbures sont, pendant toute la durée de validité desdits titres de recherche ou autorisations et de leurs renouvellements, dans le cadre strict de leurs opérations de recherche, exonérées de la contribution foncière des propriétés bâties. L'exonération ne s'applique pas aux immeubles à usage d'habitation. »

**Texte de l'article 57.-** Les dispositions des points 1 et 2 de l'article 298 du code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 298.-*

Sont exonérés de la contribution :

1. les terrains appartenant à l'Etat et aux collectivités territoriales qui, bien que non affectés à un service public, ne sont pas productifs de revenus, les pépinières et jardins créés par l'Administration ou par les sociétés d'intérêt collectif agricole, dans le but de sélection et d'amélioration des plants ;
2. les terrains affectés à un usage commercial ou industriel inscrits à l'actif du bilan des entreprises effectivement soumise à la contribution économique locale sur ces biens. »

**Texte de l'article 58.-** Les dispositions du point 3 de l'article 306 du code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 306.-*

3. Les terrains exonérés de la contribution foncière des propriétés non bâties en vertu des dispositions des articles 298 et 299, le sont également en matière de surtaxe des terrains non bâtis ou insuffisamment bâtis. »

**Texte de l'article 59.-** Les dispositions du point 6 de l'article 314 du code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 314.-*

6. Pour les omissions et inexactitudes ayant pour effet de minorer la valeur locative ou la valeur vénale servant de base pour le calcul de l'impôt foncier, la pénalité est calculée suivant les modalités définies à l'article 671. »

**Texte de l'article 60.-** Les dispositions des points 1 et 8 de l'article 322 du code susvisé sont modifiées comme suit:

*« Article 322.-*

Sont exonérés de la contribution économique locale :

1) l'Etat, les collectivités territoriales et les organismes publics exerçant des activités à caractère administratif ou professionnel et sans but lucratif. Sont toutefois passibles de la contribution économique locale, les établissements publics et organismes, de l'Etat ou des collectivités territoriales, exerçant une activité à caractère industriel ou commercial ou poursuivant un but lucratif ;

8) les établissements scolaires privés d'enseignement général, technique et professionnel légalement constitués. »

**Texte de l'article 61.-** Les dispositions du point 1 de l'article 323 du code susvisé sont modifiées comme suit:

*« Article 323.-*

1. Les entreprises titulaires de titres de recherche de substances minérales ou pétrolières sont, pendant toute la durée de validité du titre et de ses renouvellements, exonérées de la contribution économique locale. »

**Texte de l'article 62.-** Les dispositions du point 2 de l'article 335 du code susvisé sont modifiées comme suit:

*« Article 335.-*

2. Les entreprises régies par la loi portant réglementation des systèmes financiers décentralisés sont exonérées de la contribution sur la valeur ajoutée. »

**Texte de l'article 63.-** Les dispositions des items 5) et 26) de l'article 361 du code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 361.-*

5) Les livraisons d'eau et d'électricité fournies à un foyer dont la consommation n'excède pas la tranche sociale fixée suivant arrêté du ministre en charge des Finances.

26) Jusqu'au 31 décembre 2026, les livraisons et importations de matériels agricoles, les aménagements et les prestations de services agricoles dont la liste est fixée par arrêté conjoint du Ministre chargé des finances et du Ministre en charge de l'Agriculture. Les personnes bénéficiaires de programmes d'investissement agréés de matériel ou d'aménagements agricoles délivrés postérieurement au 1er janvier 2013 et ayant donné lieu à une suspension de taxe sur la valeur ajoutée bénéficient, de droit, de l'exonération prévue par la présente loi.»

**Texte de l'article 64.-** Le titre de l'article 376 du présent code est modifié ainsi qu'il suit :

*« Article 376. –*

*Justificatifs des biens ou services ouvrant droit à déduction »*

**Texte de l'article 65.-** Les dispositions de l'article 400 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 400.

Il est institué au profit du budget de l'Etat une taxe sur les activités financières (TAF).

La taxe s'applique à toutes les rémunérations perçues sur les opérations financières réalisées au Sénégal par un assujetti, notamment les commissions, intérêts agios et autres rémunérations perçus sur les crédits, prêts, avances, engagements par signature, tenue de comptes bancaires ou équivalent, transferts d'argent, intermédiation financière ou opération de change, à l'exclusion du mandat postal. »

**Texte de l'article 66.-** Les dispositions de l'article 401 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 401.

Sont assujettis à la taxe :

- 1- les banques et établissements financiers agréés au Sénégal, sur les rémunérations de toute opération relevant de l'article 400 ;
- 2- les personnes physiques ou morales réalisant de l'intermédiation financière, sur les rémunérations d'opérations d'intermédiation financière;
- 3- les personnes physiques ou morales réalisant des opérations de transfert d'argent, sur les rémunérations d'opérations de transfert d'argent ;
- 4- les opérateurs de change, sur les rémunérations d'opérations de change. »

**Texte de l'article 67.-** Les dispositions du point 11 de l'article 402 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 402.-

11. les intérêts et commissions perçus sur les opérations de financement agricole réalisées par la Banque agricole du Sénégal. »

**Texte de l'article 68.-** Les dispositions du a) de l'article 413 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 413.-

a) 50% pour les alcools et liquides alcoolisés.

En ce qui concerne les boissons alcoolisées, il est fait application, quel que soit le contenant, d'une taxe additionnelle déterminée comme suit :

- 2.000 francs par litre d'alcool pour les alcools d'un tirage supérieur à 6° d'alcool pur et inférieur ou égal à 15° ;
- 6.000 francs par litre d'alcool pour les alcools d'un tirage supérieur à 15°.

La taxe additionnelle est liquidée sur la base de la teneur en alcool contenue dans chaque litre de boisson. Elle ne s'applique toutefois pas aux vins en vrac destinés à la mise en bouteille et contenus dans des emballages de 200 litres ou plus. »

**Texte de l'article 69.-** Les dispositions du point 2 de l'article 556 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 556.-

2. La taxe est due aux taux de :

- a) 15% sur les cessions de terrains non bâtis ou insuffisamment bâtis ;
- b) 10% dans tous les autres cas. »

**Texte de l'article 70. -** Les dispositions du c) de l'article 589.I du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 589.I.-

c) de six mois supplémentaires, en cas de découverte, au cours des délais initiaux de douze (12) ou quatre (04) mois, d'une activité occulte ou non déclarée par le contribuable vérifié. »

**Texte de l'article 71.-** Les dispositions de l'article 270 du code susvisé sont modifiées comme suit:

« Article 270.-

L'impôt du minimum fiscal est perçu au profit des collectivités territoriales. Il est dû par toute personne résidant au Sénégal, âgée d'au moins dix-huit ans, relevant de l'une des catégories ci-dessus :

### **Catégorie exceptionnelle**

- Contribuables assujettis à la contribution économique locale dont le chiffre d'affaires hors taxes est supérieur à 500.000.000 de francs ;
- Propriétaires dont la valeur locative est égale ou supérieure à 12.000.000 de francs.

### **Première catégorie**

- Contribuables assujettis à la contribution économique locale dont le chiffre d'affaires hors taxes est inférieur ou égale à 500.000.000 et supérieur à 250.000.000 de francs ;
- Propriétaires de locaux dont la valeur locative est égale ou supérieure à 2.000.000 de francs et inférieure à 12.000.000 de francs ;

### **Deuxième catégorie**

- Contribuables assujettis à la contribution économique locale dont le chiffre d'affaires hors taxes est inférieur ou égale à 250.000.000 et supérieur à 50.000.000 de francs ;
- Propriétaires de locaux dont la valeur locative est égale ou supérieure à 1.000.000 de francs et inférieure à 2.000.000 de francs ;

### **Troisième catégorie**

- Propriétaires de locaux dont la valeur locative est égale ou supérieure à 600.000 francs et inférieure à 1.000.000 de francs.

### **Quatrième catégorie**

- Toutes personnes visées au 1er alinéa du présent article, résidant dans les communes et ne figurant pas dans une des catégories précédentes. »

**Texte de l'article 72.-** Les dispositions de l'article 276 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 276.-*

Les retenues sont effectuées au nom du salarié. Ce dernier est imposable au taux prévu pour sa catégorie, pour lui-même et son conjoint ne disposant pas de revenus. Les salariés quel que soit leur âge sont personnellement imposables. »

**Texte de l'article 73.-** Les dispositions de l'article 287 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 287.-*

Les constructions nouvelles, les reconstructions et les additions de construction ne sont soumises à la contribution foncière qu'à compter de la sixième année suivant celle de leur achèvement.

Cette exonération temporaire ne s'applique pas aux constructions et bâtiments à usage industriel ou commercial, qui sont imposables à partir du 1er janvier de l'année suivant celle de leur affectation.

Pour les constructions et bâtiments à usage mixte l'exonération visée au premier alinéa est limitée aux parties à usage d'habitation.

En cas de changement d'affectation d'un immeuble temporairement exonéré, l'exonération devient caduque à partir du 1er janvier de l'année suivant celle de leur affectation pour la période restante. Le propriétaire est tenu d'informer le service des Impôts du lieu de situation du bien dans le mois suivant ce changement. »

**Texte de l'article 74.-** Les dispositions de l'article 303 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 303.-*

Indépendamment de la contribution foncière telle qu'elle est réglée par les articles précédents, il est établi dans les communes de la région de Dakar et dans les communes chefs-lieux de départements, une surtaxe sur les terrains non bâtis ou insuffisamment bâtis perçue au profit des collectivités territoriales. »

**Texte de l'article 75.-** Les dispositions de l'article 316 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 316.-*

Les rôles sont nominatifs. Les omissions et insuffisances de taxation, peuvent être réparées par voie de rôle supplémentaire dans le délai de prescription prévu au I de l'article 627. »

**Texte de l'article 76.-** Les dispositions de l'article 325 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 325.-

Tout redevable de la contribution économique locale est tenu, dans son établissement, de présenter sa formule de contribution économique locale, lorsqu'il en est requis par les maires, les préfets, sous-préfets ou les fonctionnaires dûment commissionnés des Impôts ou du Trésor. »

**Texte de l'article 77.-** Les dispositions de l'article 333 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 333.-

Pour l'établissement de la contribution sur la valeur locative des locaux professionnels, le redevable de la contribution économique locale dépose, au plus tard le 31 janvier de l'année d'imposition, une déclaration sur un formulaire mis à sa disposition par l'administration. »

**Texte de l'article 78.-** Les dispositions de l'article 431 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 431.-

- 15 % pour les beurres, crèmes de lait et les succédanés ou mélanges contenant du beurre ou de la crème, quelles que soient les proportions du mélange ;
- 10 % pour les charcuteries et les autres corps gras.

**Texte de l'article 79.-** Les dispositions de l'article 444 bis du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 444 bis. -

Il est institué au profit du budget de l'Etat une taxe sur les sachets, conditionnements et emballages, non récupérables, en plastique.

La taxe est perçue sur les sachets, sacs, pochettes, et cornets en plastique ou matières assimilées, produits ou importés au Sénégal avec ou sans contenu.

Elle s'applique également aux bouteilles et autres conditionnements ou emballages, non récupérables, en plastique ou en matière assimilées, avec ou sans contenu, produits ou importés au Sénégal.

Les préformes et films produits ou importés au Sénégal sont exonérées du paiement de ladite taxe. »

**Texte de l'article 80.-** Les dispositions de l'article 444 ter du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 444 ter. -

Par dérogation aux dispositions de l'article 408 du présent code, la taxe est liquidée de la manière suivante :

1) pour les emballages avec contenus :

a) produits au Sénégal :

- 0,5% du prix de cession des produits contenus dans des emballages dont le volume est inférieur à 20 litres ou dont le poids est inférieur à 25 kg ;

- 0,3% du prix de cession des produits contenus dans des emballages dont le volume est supérieur ou égal à 20 litres ou dont le poids est supérieur ou égal à 25 kg ;

b) importés :

- 0,6% de la valeur en douane, des produits contenus dans des emballages dont le volume est inférieur à 20 litres ou dont le poids est inférieur à 25 kg ;

- 0,8% de la valeur en douane, des produits contenus dans des emballages dont le volume est supérieur ou égal à 20 litres ou dont le poids est supérieur ou égal à 25 kg ;

2) pour les emballages sans contenus :

a) produits au Sénégal :

- 1,5% du prix de cession

b) importés :

- 2,5% de la valeur en douane. »

### **Texte de l'article 81 : Champ d'application et taux**

Il est institué une redevance de 1% sur la valeur marchande du phosphate brut extrait ou produit au Sénégal déterminée en référence à l'indice de prix de la roche de phosphate.

### **Texte de l'article 82 : Assujettis**

Est assujettie à la redevance sur le phosphate brut toute personne qui extrait ou produit du phosphate brut au Sénégal.

### **Texte de l'article 83 : Recouvrement**

La redevance est recouvrée comme en matière de redevance minière.

### **Texte de l'article : 84 : Modalités d'application**

Un arrêté conjoint du Ministre chargé des finances et du Ministre chargé des Mines détermine l'indice des prix de référence et les modalités de perception et de contrôle de la redevance sur le phosphate brut.

# PROJET DE LOI

## **PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT**

**ARTICLE PREMIER :** Les dispositions des articles premier, 2,5,11,12 et 13 de la loi n°2021-42 du 20 décembre 2021 portant loi de finances pour l'année 2022 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

### **TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT**

#### **A – Dispositions relatives aux ressources**

**ARTICLE PREMIER MODIFIE :** Prévion et autorisation des recettes du budget général

*I – Les recettes internes du budget général sont prévues dans la loi de finances rectificative pour l'année 2022, à la somme de 3 232 117 000 000 de FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.*

*II – Les dons budgétaires et en capital sur recettes externes du budget général sont prévus dans la loi de finances rectificative pour l'année 2022, à 266 000 000 000 de FCFA.*

*III – Les recettes totales du budget général sont ainsi prévues, pour la loi de finances rectificative à 3 498 117 000 000 de FCFA.*

**ARTICLE 2 MODIFIE:** Prévion et autorisation des ressources de trésorerie de l'Etat

*I- Pour l'année 2022, les ressources de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à 1 963 877 116 825 FCFA. Mis à part le surplus de financement, les autorisations d'intervenir sur les marchés sont arrêtées à 1 843 177 116 825 FCFA de FCFA.*

*II- Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.*

#### **B – Dispositions relatives aux charges**

##### **B.1 BUDGET GENERAL**

**ARTICLE 5 MODIFIE:** Les dépenses du budget général

*I- Les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour 2022, au titre des dépenses du budget général, est fixé à 4 553 194 116 825 de FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie suivante :*

*- Intérêts et commissions : 350 000 000 000 de FCFA ;*

- Dépenses de personnel : 1 037 000 000 000 de FCFA ;
- Biens et services et transferts courants : 1 412 403 000 000 de FCFA ;
- Investissement exécutés par l'Etat : 947 673 023 124 de FCFA ;
- Transferts en capital : 806 118 093 701 de FCFA.

*II – Il est ouvert pour la loi de finances rectificative de l'année 2022, au titre des dépenses du budget général, des autorisations d'engagements d'un montant de 7 525 898 450 520 de FCFA.*

*Ces autorisations d'engagements (AE) sont reprises conformément à l'annexe II, jointe à la présente loi.*

*III– Il est ouvert pour la loi de finances rectificative de l'année 2022, au titre des dépenses de personnel, des plafonds d'autorisations d'emplois rémunérés par l'Etat d'un montant de 1 037 000 000 000 de FCFA.*

### **B.3 LES CHARGES DE TRESORERIE**

#### **ARTICLE 11 MODIFIE: Evaluation des charges de trésorerie**

*Pour la présente loi de finances rectificative, les charges de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à un montant de 1 963 877 116 825 de FCFA.*

## **TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES**

#### **ARTICLE 12 MODIFIE : Equilibre budgétaire et financier**

*I - Pour la loi de finances rectificative de l'année 2022, les prévisions de ressources et les plafonds des charges de l'Etat, évalués dans les précédents articles de la présente loi et le déficit qui en résulte, sont fixés aux montants indiqués dans le tableau ci-après :*

| RUBRIQUES                                         | LFI 2022 | LFR 1 2022 | ECART LFR 1<br>2022/LFI 2022 |        |
|---------------------------------------------------|----------|------------|------------------------------|--------|
| I. BUDGET GENERAL                                 |          |            |                              |        |
| Recettes fiscales                                 | 3 025,0  | 3 052,1    | 27,1                         | 0,9%   |
| TUR                                               | 40,0     | 53,0       | 13,0                         | 32,5%  |
| Remboursement créances SAR                        |          | 48,9       | 48,9                         |        |
| Convention Etat/Sécuriport                        |          | 5,2        | 5,2                          |        |
| Recettes non fiscales et autres                   | 140,0    | 180,0      | 40,0                         | 28,6%  |
| dont CDC                                          |          | 40,0       | 40,0                         |        |
| Total recettes internes                           | 3 165,0  | 3 232,1    | 67,1                         | 2,1%   |
| Tirages sur Dons en capital (projet)              | 250,0    | 220,0      | - 30,0                       | -12,0% |
| Dons budgétaires                                  | 46,0     | 46,0       | -                            | 0,0%   |
| Total recettes externes                           | 296,0    | 266,0      | - 30,0                       | -10,1% |
| RECETTES BUDGET GENERAL                           | 3 461,0  | 3 498,1    | 37,1                         | 1,1%   |
| RECETTES CST                                      |          |            | -                            |        |
| Comptes affectation spéciale                      | 127,5    | 127,5      | -                            | 0,0%   |
| Compte de commerce                                | 0,2      | 0,2        | -                            | 0,0%   |
| Compte de prêts                                   | 20,8     | 20,8       | -                            | 0,0%   |
| Compte d'avances                                  | 0,8      | 0,8        | -                            | 0,0%   |
| Compte de garanties et aval                       | 0,5      | 0,5        | -                            | 0,0%   |
| RECETTES CST                                      | 149,7    | 149,7      | -                            | 0,0%   |
| TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES                    | 3 610,7  | 3 647,8    | 37,1                         | 1,0%   |
| Intérêts de la dette                              | 350,0    | 350,0      | -                            | 0,0%   |
| Dépenses de personnel                             | 952,0    | 1 037,0    | 85,0                         | 8,9%   |
| Acquisitions de biens et services et transferts c | 1 170,7  | 1 412,4    | 241,7                        | 20,6%  |
| dont Augmentation capital SAR                     |          | 48,9       | 48,9                         |        |
| dont Subvention Energie                           |          | 150,0      | 150,0                        |        |
| dont Convention Etat/Sécuriport                   |          | 5,2        |                              |        |
| Total dépenses courantes                          | 2 472,7  | 2 799,4    | 326,7                        | 13,2%  |
| Dépenses capital sur ress. internes               | 942,3    | 1 018,8    | 76,5                         | 8,1%   |
| dont FERA                                         | 40,0     | 53,0       | 13,0                         | 32,5%  |
| Investissements sur ressources externes           | 830,0    | 735,0      | - 95,0                       | -11,4% |
| Total dépenses d'investissement                   | 1 772,3  | 1 753,8    | - 18,5                       | -1,0%  |
| DEPENSES BUDGET GENERAL                           | 4 245,0  | 4 553,2    | 308,2                        | 7,3%   |
| Comptes affectation spéciale                      | 127,5    | 127,5      | -                            | 0,0%   |
| Compte de commerce                                | 0,2      | 0,2        | -                            | 0,0%   |
| Compte de prêts                                   | 20,8     | 20,8       | -                            | 0,0%   |
| Compte d'avances                                  | 0,8      | 0,8        | -                            | 0,0%   |
| Compte de garanties et aval                       | 0,5      | 0,5        | -                            | 0,0%   |
| DEPENSES CST                                      | 149,7    | 149,7      | -                            | 0,0%   |
| TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES                    | 4 394,7  | 4 702,9    | 308,2                        | 7,0%   |
| Solde budgétaire global                           | - 784,0  | - 1 055,1  | - 271,1                      | 34,6%  |
| % PIB Déficit                                     | -4,8%    | -6,23%     |                              |        |
| PIB NOMINAL                                       | 16 473,3 | 16 922,4   |                              |        |

II- Le Ministre chargé des Finances est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal pour un montant total de 2 109 177 116 825 de FCFA. Ces opérations pourront être contractées soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers

*et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.*

### **ARTICLE 13 MODIFIE : Approbation du tableau de financement**

*Le tableau de financement de la présente loi de finances rectificative est approuvé conformément aux lois et règlements en vigueur.*

| FINANCEMENT                                                    |                 |                         |                            |              |
|----------------------------------------------------------------|-----------------|-------------------------|----------------------------|--------------|
| Besoin de financement                                          |                 |                         |                            |              |
|                                                                | LFI 2022        | LFR 1 2022              | ECART LFR<br>2022/LFI 2022 |              |
| <i>Amortissement de la dette</i>                               | 804,3           | 853,8                   | 49,5                       | 6,2%         |
| <i>Financement déficit</i>                                     | 784,0           | 1 055,1                 | 271,1                      | 34,6%        |
| <i>Autres opérations de<br/>financement</i>                    | 25,0            | 25,0                    | -                          | 0,0%         |
| <i>Crédit hôtelier</i>                                         | 10,0            | 10,0                    | -                          |              |
| <i>Fonds de stabulation (FONSTAB)</i>                          | 2,0             | 2,0                     | -                          |              |
| <i>Participations financières</i>                              | 10,0            | 10,0                    | -                          |              |
| <i>Fonsis</i>                                                  | 3,0             | 3,0                     | -                          |              |
| <i>Déficit OPEX</i>                                            | 30,0            | 30,0                    | -                          |              |
| <b>Total remboursement</b>                                     | <b>1 643,3</b>  | <b>1 963,9</b>          | <b>320,6</b>               | <b>19,5%</b> |
| Couverture du besoin de financement                            |                 |                         |                            |              |
| <i>Emprunts projets</i>                                        | 580,0           | 515,0                   | - 65,0                     | -11,2%       |
| <i>Surfinancement prévisionnel à r</i>                         | 232,5           | 120,7                   | - 111,8                    | -48,1%       |
| <i>dont Allocation de Droits de Tirages spéciaux<br/>(DTS)</i> | 50,0            | 50,0                    | -                          | 0,0%         |
| <i>Emprunts programmes</i>                                     | 107,0           | 361,0                   | 254,0                      | 237,4%       |
| <i>Autres emprunts</i>                                         | 723,8           | 967,2                   | 243,4                      | 33,6%        |
| <b>Total tirages</b>                                           | <b>1 643,3</b>  | <b>1 963,8771168250</b> | <b>320,6</b>               | <b>19,5%</b> |
| <b>Déficit</b>                                                 | <b>- 784,0</b>  | <b>- 1 055,1</b>        | <b>- 271,1</b>             | <b>34,6%</b> |
| <b>PIB</b>                                                     | <b>16 473,3</b> | <b>16 922,4</b>         |                            |              |
| <b>Déficit</b>                                                 | <b>-4,8%</b>    | <b>-6,23%</b>           |                            |              |

## **DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES**

**ARTICLE 2 :** Les dispositions des articles 14, 16 et 17 de la loi n°2021-42 du 30 décembre 2021 portant loi de finances pour l'année 2022 sont abrogées et remplacées par celles des articles cités ci-dessous.

Par ailleurs, cette partie intègre de nouvelles dispositions relatives à la ratification d'un décret d'avance, à la création de comptes d'affectation spéciale et à l'insertion de dispositions modifiant le Code général des impôts.

### **TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS**

#### **A – CREDITS DES PROGRAMMES**

##### **B. 1 Programmes du Budget général**

#### **ARTICLE 14 MODIFIE : Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement**

*Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la loi de finances rectificative pour l'année 2022, au titre des programmes du budget général, sont fixés respectivement à 6 629 841 168 818 de FCFA et 3 696 104 380 487 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses.*

#### **B – CREDITS DES DOTATIONS DU BUDGET GENERAL**

##### **ARTICLE 16 MODIFIE: Dotations des institutions**

*Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2022, au titre des dotations des institutions sont fixés respectivement à 165 240 796 279 de FCFA et 158 301 110 699 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par institutions et par catégories de dépenses.*

##### **ARTICLE 17 MODIFIE: Dotation des charges communes**

*Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes pour la loi de finances rectificative pour l'année 2022 au titre des charges communes est fixé à la somme de 380 816 485 427 de FCFA.*

*Le plafond des crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2022, au titre des charges communes, est fixé à la somme de 348 788 625 639 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par catégories de dépenses.*

## **TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES**

Cette partie intègre de nouvelles dispositions allant des articles 25 à 84.

### **ARTICLE 25 : Ratification d'un décret d'avance**

*Est ratifié le décret d'avance n°2022-860 du 14 avril 2022 portant constatation de recettes et d'ouverture de crédits au budget général de l'Etat au titre de l'exercice 2022.*

### **ARTICLE 26 : Création de comptes d'affectation spéciale**

*Il est ouvert, les comptes d'affectation spéciale suivants :*

- *Fonds de stabilisation ;*
- *Fonds intergénérationnel.*

**ARTICLES 27,28,29,30,31,32,33,34,35,36,37,38,39,40,41,42,43,44,45,46,47,48,49,50,51,52,53,54,55,56,57,58,59,60,61,62,63,64,65,66,67,68,69,70,71,72,73,74,75,76,77,78,79, 80,81,82,83 et 84 MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DU CODE GENERAL DES IMPOTS**

**ARTICLE 27.-** Les dispositions du point 2 de l'article 322 du code susvisé sont abrogées.

**ARTICLE 28.-** Les dispositions du second alinéa du 7 de l'article 9 sont ainsi modifiées:

« Article. 9.-

7)

Si des dégrèvements sont ultérieurement accordés sur des impôts déductibles, leur montant entre dans les produits de l'exercice au cours duquel l'entreprise est avisée de ces dégrèvements ; »

**ARTICLE 29.-** Les dispositions du 4 de l'article 11 du code susvisé sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Article 11-

4) les frais d'inspection ou de révisions majeures supportés dans les conditions fixées à l'annexe III du présent Livre par les entreprises de navigation maritime agréées par décision du Ministre chargé des Finances.»

**ARTICLE 30.-** Les dispositions des articles 122, 128 et 132 du code susvisé sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Article 122. Le bénéfice imposable des contribuables assujettis au titre du régime du réel normal et du réel simplifié est déterminé, sauf dispositions contraires, dans les mêmes conditions que celles prévues aux articles 7 à 35. »

« Article 128. Le résultat imposable des contribuables soumis au régime du bénéfice réel normal est déterminé dans les mêmes conditions que celles prévues aux articles 7 à 35. »

« Article 132. Le résultat imposable des contribuables soumis au régime du réel simplifié est déterminé dans les mêmes conditions que celles prévues aux articles 7 à 35. »

**ARTICLE 31.** - Au point 3 de l'article 91, au point 7 de l'article 105 et au point 11 de l'article 402, le terme « Caisse nationale de Crédit agricole du Sénégal » est remplacé par « La Banque Agricole ».

**ARTICLE 32.-** Les mots « exemptions », « exempté », « exemptée » ou « exemptés » utilisés à l'article 85, au titre du III qui précède l'article 91, à l'article 94, au titre II qui précède l'article 104, au titre qui précède l'article 271 et au premier alinéa dudit article, au titre qui précède l'article 275, à l'article 278, au titre qui précède l'article 284 et au premier alinéa dudit article, au titre qui précède l'article 286, au second alinéa de l'article 287, au premier alinéa de l'article 288, à l'article 289, au titre qui précède l'article 298 et au premier alinéa dudit article, à l'article 299, au point 7 de l'article 314, au titre qui précède l'article 322 et au premier alinéa dudit article, au titre qui précède l'article 323, au titre qui précède l'article 324 et au premier alinéa dudit article sont, selon le cas, remplacés par les mots « exonérations », « exonéré », « exonérées » ou « exonérés ».

**ARTICLE 33.-** Le terme « SYSCOA » utilisé au b. du 5 de l'article 11.5 et au dernier alinéa de l'article 250 du code susvisé est remplacé par le terme « SYSCOHADA ».

**ARTICLE 34.-** Au point 7 de l'article 271 du code susvisé, le mot « aveugles » est remplacé par le mot « non-voyants ».

**ARTICLE 35.-** Au premier alinéa des articles 275, 283, 296, 308, 309, 310, 319, aux points 1, 2 et 3 de l'article 285, aux articles 309, 314, 319 et au point 1<sup>o</sup> de l'article 466, le terme « collectivités locales » est remplacé par « collectivités territoriales », celui de « commune ou communauté rurale » à l'article 308 est remplacé par « commune », et celui de « taxe » au dernier alinéa de l'article 292 du code susvisé, est remplacé par « contribution ».

**ARTICLE 36.-** L'intitulé de la Sous-section 4 de la Section VI du Chapitre I du Livre II du code susvisé « Déductions » est remplacé par « *Régularisation, Remboursement ou Imputation en matière de TVA* ».

**ARTICLE 37.-** Au premier alinéa de l'article 474 du code susvisé le terme « tribunal régional » est remplacé par « Tribunal de grande Instance ».

**ARTICLE 38.-** Le premier alinéa de l'article 511 du code susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 511.- Le paiement du droit proportionnel prévu par le V de l'article 472, lorsqu'il excède 5 millions de francs, peut sur la demande de la société débitrice, être acquitté en trois versements égaux. Le premier versement est seul acquitté lors de l'enregistrement de l'acte. Les autres fractions, majorées de l'intérêt au taux légal, sont exigibles d'année en année et doivent être payées dans les trente jours qui suivent chaque échéance annuelle. »

**ARTICLE 39—** Les dispositions de l'article 666 du code susvisé sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Article 666. Les amendes prévues à la présente section sont constatées par procès-verbal, dans les conditions fixées aux articles 613 et 614. »

**ARTICLE 40. —** Le c) du III de l'article 667 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article. 667.-

III.

c) Le défaut de réponse ou la réponse partielle à la mise en demeure prévue au 3 de l'article 638 et au point 2 de l'article 639 entraîne l'application pour chaque exercice vérifié, d'une amende égale à 0,5% du montant des transactions concernées par les documents ou compléments qui n'ont pas été mis à la disposition de l'administration après mis en demeure »

**ARTICLE 41.-** Les dispositions du dernier alinéa de l'article 144 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 144.-

Tout assujetti est tenu, dans son établissement, de présenter cette formule, lorsqu'il est requis par les maires, préfets, sous-préfets et fonctionnaires dûment commissionnés des impôts, du Trésor ou de la Douane. »

**ARTICLE 42.-** Les dispositions du dernier alinéa du point 1 de l'article 174 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 174.

1.-

Toutefois, le montant de l'impôt ne peut excéder 43 % du revenu imposable. »

**ARTICLE 43.-** Les dispositions du premier alinéa de l'article 258 du code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 258.-*

Les contribuables qui, directement ou indirectement, versent à des personnes dont elles ne révèlent pas l'identité, des commissions, courtages, ristournes commerciales ou non, gratifications et toutes autres rémunérations, sont assujetties à l'impôt sur le revenu à raison du montant global de ces sommes. La taxation est établie sous une cote unique et porte chaque année sur les sommes payées au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés. »

**ARTICLE 44.-** Les dispositions des deuxième et troisième alinéas de l'article 272 du code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 272.-*

L'impôt est dû pour l'année entière au lieu de la résidence habituelle du contribuable, en raison des faits existant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition. Lorsque par suite de changement de résidence, un contribuable se trouve imposé dans deux localités, il ne doit l'impôt que dans la localité où il se trouvait au 1<sup>er</sup> janvier. Les omissions totales ou partielles constatées dans l'assiette de l'impôt du minimum fiscal, ainsi que les erreurs commises dans l'application des tarifs, peuvent être réparées dans le délai de prescription prévu au I de l'article 627 . »

**ARTICLE 45.-** Les dispositions des deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 281 du code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 281.-*

Les régularisations faites par l'employeur sont assurées lors du dernier versement effectué au titre de l'année considérée, en tenant compte du salaire de l'employé, y compris les avantages en nature payés au cours de ladite année.

Les régularisations effectuées par l'administration sont assurées au moyen de titres de perception, en tenant compte du revenu brut du contribuable disposant de revenus salariaux, y compris les avantages en nature ; les impositions sont établies au nom dudit contribuable.

Les omissions totales ou partielles constatées dans l'assiette de la taxe représentative de l'impôt du minimum fiscal, ainsi que les erreurs commises dans l'application du tarif, peuvent être réparées dans le délai de prescription prévu au I de l'article 627 . »

**ARTICLE 46.-** Les dispositions des deux premiers alinéas de l'article 309 du code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 309.-*

La commission est présidée par un représentant élu de la collectivité territoriale et comprend de cinq à huit commissaires suivant la taille de la collectivité. Les commissaires sont désignés par le Chef du service des impôts territorialement compétent, à partir d'une liste de noms établie par le président élu de la collectivité. La liste comporte le double du nombre des personnes prévues pour siéger à la commission. Les personnes dont les noms figureront sur la liste seront choisies parmi les responsables de quartier ou de village de la collectivité territoriale. »

**ARTICLE 47.-** Les dispositions du point 13 de l'article 468 du code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 468.-*

13. Pour les adjudications de biens immeubles, le droit est liquidé sur la valeur vénale réelle de l'immeuble lorsque celle-ci est supérieure au prix d'adjudication, augmenté des charges en capital.

En ce qui concerne les ventes aux enchères publiques de meubles, le droit est perçu sur le montant total des recettes indiquées dans le procès-verbal des séances. »

**ARTICLE 48. -** Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 635 du code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 635.-*

Lorsqu'ils ne sont pas soumis à des règles et plans comptables spécifiques, les contribuables doivent tenir des documents et une comptabilité conforme aux règles et plans comptables définis par l'Acte Uniforme du Traité de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA) relatif au droit comptable et à l'information financière. »

**ARTICLE 49. -** Les dispositions du point 2 de l'article 31 du code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 31.-*

2. Les entreprises et organismes relevant du cadre comptable dénommé SYSCOHADA doivent joindre les documents comptables visés par l'article 8 de l'Acte Uniforme de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA) relatif au droit comptable et à l'information financière, sous les réserves prévues aux articles 11 et 13 dudit Acte uniforme, à savoir :

- le bilan ;
- le compte de résultat ;
- le tableau de flux de trésorerie ;
- les notes annexes. »

**ARTICLE 50.-** Le titre de l'article 77 du code susvisé est modifié comme suit :

« Article 77.- **Renonciation à l'option** »

**ARTICLE 51. -** Les dispositions du point 15 de l'article 167 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 167.-

15. - les cotisations relatives à l'assurance maladie dans la mesure où elles n'excèdent pas 10% du revenu brut salarial. »

**ARTICLE 52.** Les dispositions des points 1 et 2 de l'article 173 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 173.-

3. Pour le calcul de l'impôt, le revenu imposable, arrondi au millier de franc inférieur, est soumis au barème progressif suivant :

| Tranche                        | Taux |
|--------------------------------|------|
| <b>0-630 000</b>               | 0%   |
| <b>630 001 – 1 500 000</b>     | 20%  |
| <b>1 500 001 – 4 000 000</b>   | 30%  |
| <b>4 000 001 – 8 000 000</b>   | 35%  |
| <b>8 000 001 – 13 500 000</b>  | 37%  |
| <b>13 500 001 - 50 000 000</b> | 40%  |
| <b>+ 50 000 000</b>            | 43%  |

Par dérogation aux dispositions du 1, en ce qui concerne les revenus de capitaux mobiliers, il est fait application d'une retenue à la source aux taux suivants :

-25% pour les plus-values prévues au c) du 1) de l'article 156 et au 2 de l'article 259 du CGI lorsque les profits sont réalisés par l'intermédiaire d'une société ou d'un organisme de gestion des capitaux mobiliers domicilié au Sénégal.

Dans tous les autres cas, les plus-values ou les profits résultant des cessions valeurs mobilières réalisés ou taxables au Sénégal doivent être déclarés par le bénéficiaire dans les conditions prévues au 6° de l'article 31 du présent code.

- 10 %, pour les produits des actions, parts sociales et parts d'intérêts des sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés ;

- 13 %, pour les revenus d'obligations ;

Toutefois, pour les revenus des obligations, à échéance d'au moins cinq ans, émises au Sénégal, le taux est porté à 6 %.

- 15 %, pour les lots ;

- 16 %, pour les autres revenus de capitaux mobiliers, notamment les jetons de présence et autres rémunérations d'administrateurs ainsi que les revenus des créances, dépôts et cautionnements.

Ce taux est ramené à 8 % pour les intérêts, arrérages et autres produits des comptes de dépôts et des comptes courants visés à l'article 101 ouverts dans les comptes d'une banque, d'un établissement de banque, des systèmes financiers décentralisés, de la Caisse des Dépôts et Consignations, d'un agent de change, d'un courtier en valeurs mobilières, d'une société holding satisfaisant aux conditions de l'article 23 et des comptables du trésor, quelle que soit la date de l'ouverture des comptes.

Pour les intérêts des bons de caisse, nominatifs ou au porteur, la retenue à la source est fixée à 20 %, libératoire de tous impôts. »

**ARTICLE 53.-** Les dispositions du point 2 de l'article 223 Code susvisé sont modifiées comme suit comme suit :

« *Article 223.-*

2. dans les 20 premiers jours du mois de janvier de chaque année, pour les produits échus au cours de l'année précédente en ce qui concerne les obligations, emprunts et autres valeurs dont le revenu est fixé et déterminé à l'avance. Il en est de même des revenus d'obligation dont le montant n'est pas fixé à l'avance ; »

**ARTICLE 54.-** Les dispositions des points 1, 4 et 6 de l'article 284 du Code susvisé sont modifiées comme suit:

« *Article 284.-*

1. les terrains non cultivés employés à un usage professionnel lorsqu'ils sont occupés par une personne autre que le propriétaire ;

4. les installations destinées à abriter des personnes ou des biens ou à stocker des produits ainsi que les ouvrages en maçonnerie présentant le caractère de véritables constructions ;

6. les terrains cultivés ou non, utilisés pour la publicité commerciale ou industrielle, par des panneaux réclames, affiches-écrans ou affiches sur portatif spécial, établis autour de toute agglomération de maisons ou de bâtiments lorsqu'ils sont occupés par une personne autre que le propriétaire ; »

**ARTICLE 55.-** Les dispositions des points 11 de l'article 285 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 285.-*

11. les terrains, locaux et installations à usage professionnel inscrits à l'actif du bilan des entreprises effectivement soumises à la contribution économique locale sur ces biens. »

**ARTICLE 56.-** Les dispositions du point 1 de l'article 286 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 286.-*

Les entreprises titulaires de titres de recherche de substances minérales, d'une autorisation de prospection ou d'exploration d'hydrocarbures sont, pendant toute la durée de validité desdits titres de recherche ou autorisations et de leurs renouvellements, dans le cadre strict de leurs opérations de recherche, exonérées de la contribution foncière des propriétés bâties. L'exonération ne s'applique pas aux immeubles à usage d'habitation. »

**ARTICLE 57.-** Les dispositions des points 1 et 2 de l'article 298 du code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 298.-*

Sont exonérés de la contribution :

1. les terrains appartenant à l'Etat et aux collectivités territoriales qui, bien que non affectés à un service public, ne sont pas productifs de revenus, les pépinières et jardins créés par l'Administration ou par les sociétés d'intérêt collectif agricole, dans le but de sélection et d'amélioration des plants ;

2. les terrains affectés à un usage commercial ou industriel inscrits à l'actif du bilan des entreprises effectivement soumise à la contribution économique locale sur ces biens. »

**ARTICLE 58.-** Les dispositions du point 3 de l'article 306 du code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 306.-*

3. Les terrains exonérés de la contribution foncière des propriétés non bâties en vertu des dispositions des articles 298 et 299, le sont également en matière de surtaxe des terrains non bâtis ou insuffisamment bâtis. »

**ARTICLE 59.-** Les dispositions du point 6 de l'article 314 du code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 314.-*

6. Pour les omissions et inexactitudes ayant pour effet de minorer la valeur locative ou la valeur vénale servant de base pour le calcul de l'impôt foncier, la pénalité est calculée suivant les modalités définies à l'article 671. »

**ARTICLE 60.-** Les dispositions des points 1 et 8 de l'article 322 du code susvisé sont modifiées comme suit:

*« Article 322.-*

Sont exonérés de la contribution économique locale :

1) l'Etat, les collectivités territoriales et les organismes publics exerçant des activités à caractère administratif ou professionnel et sans but lucratif. Sont toutefois passibles de la contribution économique locale, les établissements publics et organismes, de l'Etat ou des collectivités territoriales, exerçant une activité à caractère industriel ou commercial ou poursuivant un but lucratif ;

8) les établissements scolaires privés d'enseignement général, technique et professionnel légalement constitués. »

**ARTICLE 61.-** Les dispositions du point 1 de l'article 323 du code susvisé sont modifiées comme suit:

*« Article 323.-*

1. Les entreprises titulaires de titres de recherche de substances minérales ou pétrolières sont, pendant toute la durée de validité du titre et de ses renouvellements, exonérées de la contribution économique locale. »

**ARTICLE 62.-** Les dispositions du point 2 de l'article 335 du code susvisé sont modifiées comme suit:

*« Article 335.-*

2. Les entreprises régies par la loi portant réglementation des systèmes financiers décentralisés sont exonérées de la contribution sur la valeur ajoutée. »

**ARTICLE 63.-** Les dispositions des items 5) et 26) de l'article 361 du code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 361.-*

5) Les livraisons d'eau et d'électricité fournies à un foyer dont la consommation n'excède pas la tranche sociale fixée suivant arrêté du ministre en charge des Finances.

26) Jusqu'au 31 décembre 2026, les livraisons et importations de matériels agricoles, les aménagements et les prestations de services agricoles dont la liste est fixée par arrêté conjoint du Ministre chargé des finances et du Ministre en charge de l'Agriculture. Les personnes bénéficiaires de programmes d'investissement agréés de matériel ou d'aménagements agricoles délivrés postérieurement au 1er janvier 2013 et ayant donné lieu à une suspension de taxe sur la valeur ajoutée bénéficient, de droit, de l'exonération prévue par la présente loi.»

**ARTICLE 64.-** Le titre de l'article 376 du présent code est modifié ainsi qu'il suit :

*« Article 376. –*

*Justificatifs des biens ou services ouvrant droit à déduction »*

**ARTICLE 65.-** Les dispositions de l'article 400 du code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 400.*

Il est institué au profit du budget de l'Etat une taxe sur les activités financières (TAF).

La taxe s'applique à toutes les rémunérations perçues sur les opérations financières réalisées au Sénégal par un assujetti, notamment les commissions, intérêts agios et autres rémunérations perçus sur les crédits, prêts, avances, engagements par signature, tenue de comptes bancaires ou équivalent, transferts d'argent, intermédiation financière ou opération de change, à l'exclusion du mandat postal. »

**ARTICLE 66.-** Les dispositions de l'article 401 du code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 401.*

Sont assujettis à la taxe :

1- les banques et établissements financiers agréés au Sénégal, sur les rémunérations de toute opération relevant de l'article 400 ;

- 2- les personnes physiques ou morales réalisant de l'intermédiation financière, sur les rémunérations d'opérations d'intermédiation financière;
- 3- les personnes physiques ou morales réalisant des opérations de transfert d'argent, sur les rémunérations d'opérations de transfert d'argent ;
- 4- les opérateurs de change, sur les rémunérations d'opérations de change. »

**ARTICLE 67.-** Les dispositions du point 11 de l'article 402 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 402.-*

11. les intérêts et commissions perçus sur les opérations de financement agricole réalisées par la Banque agricole du Sénégal. »

**ARTICLE 68.-** Les dispositions du a) de l'article 413 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 413.-*

b) 50% pour les alcools et liquides alcoolisés.

En ce qui concerne les boissons alcoolisées, il est fait application, quel que soit le contenant, d'une taxe additionnelle déterminée comme suit :

- 2.000 francs par litre d'alcool pour les alcools d'un tirage supérieur à 6° d'alcool pur et inférieur ou égal à 15° ;
- 6.000 francs par litre d'alcool pour les alcools d'un tirage supérieur à 15°.

La taxe additionnelle est liquidée sur la base de la teneur en alcool contenue dans chaque litre de boisson. Elle ne s'applique toutefois pas aux vins en vrac destinés à la mise en bouteille et contenus dans des emballages de 200 litres ou plus. »

**ARTICLE 69.-** Les dispositions du point 2 de l'article 556 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 556.-*

4. La taxe est due aux taux de :

- a) 15% sur les cessions de terrains non bâtis ou insuffisamment bâtis ;
- b) 10% dans tous les autres cas. »

**ARTICLE 70. -** Les dispositions du c) de l'article 589.I du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 589.I.-*

c) de six mois supplémentaires, en cas de découverte, au cours des délais initiaux de douze (12) ou quatre (04) mois, d'une activité occulte ou non déclarée par le contribuable vérifié. »

**ARTICLE 71.-** Les dispositions de l'article 270 du code susvisé sont modifiées comme suit:

« Article 270.-

L'impôt du minimum fiscal est perçu au profit des collectivités territoriales. Il est dû par toute personne résidant au Sénégal, âgée d'au moins dix-huit ans, relevant de l'une des catégories ci-dessus :

**Catégorie exceptionnelle**

- Contribuables assujettis à la contribution économique locale dont le chiffre d'affaires hors taxes est supérieur à 500.000.000 de francs ;
- Propriétaires dont la valeur locative est égale ou supérieure à 12.000.000 de francs.

**Première catégorie**

- Contribuables assujettis à la contribution économique locale dont le chiffre d'affaires hors taxes est inférieur ou égale à 500.000.000 et supérieur à 250.000.000 de francs ;
- Propriétaires de locaux dont la valeur locative est égale ou supérieure à 2.000.000 de francs et inférieure à 12.000.000 de francs ;

**Deuxième catégorie**

- Contribuables assujettis à la contribution économique locale dont le chiffre d'affaires hors taxes est inférieur ou égale à 250.000.000 et supérieur à 50.000.000 de francs ;
- Propriétaires de locaux dont la valeur locative est égale ou supérieure à 1.000.000 de francs et inférieure à 2.000.000 de francs ;

**Troisième catégorie**

- Propriétaires de locaux dont la valeur locative est égale ou supérieure à 600.000 francs et inférieure à 1.000.000 de francs.

**Quatrième catégorie**

- Toutes personnes visées au 1er alinéa du présent article, résidant dans les communes et ne figurant pas dans une des catégories précédentes. »

**ARTICLE 72.-** Les dispositions de l'article 276 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 276.-

Les retenues sont effectuées au nom du salarié. Ce dernier est imposable au taux prévu pour sa catégorie, pour lui-même et son conjoint ne disposant pas de revenus. Les salariés quel que soit leur âge sont personnellement imposables. »

**ARTICLE 73.-** Les dispositions de l'article 287 du code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 287.-*

Les constructions nouvelles, les reconstructions et les additions de construction ne sont soumises à la contribution foncière qu'à compter de la sixième année suivant celle de leur achèvement.

Cette exonération temporaire ne s'applique pas aux constructions et bâtiments à usage industriel ou commercial, qui sont imposables à partir du 1er janvier de l'année suivant celle de leur affectation.

Pour les constructions et bâtiments à usage mixte l'exonération visée au premier alinéa est limitée aux parties à usage d'habitation.

En cas de changement d'affectation d'un immeuble temporairement exonéré, l'exonération devient caduque à partir du 1er janvier de l'année suivant celle de leur affectation pour la période restante. Le propriétaire est tenu d'informer le service des Impôts du lieu de situation du bien dans le mois suivant ce changement. »

**ARTICLE 74.-** Les dispositions de l'article 303 du code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 303.-*

Indépendamment de la contribution foncière telle qu'elle est réglée par les articles précédents, il est établi dans les communes de la région de Dakar et dans les communes chefs-lieux de départements, une surtaxe sur les terrains non bâtis ou insuffisamment bâtis perçue au profit des collectivités territoriales. »

**ARTICLE 75.-** Les dispositions de l'article 316 du code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 316.-*

Les rôles sont nominatifs. Les omissions et insuffisances de taxation, peuvent être réparées par voie de rôle supplémentaire dans le délai de prescription prévu au I de l'article 627. »

**ARTICLE 76.-** Les dispositions de l'article 325 du code susvisé sont modifiées comme suit :

*« Article 325.-*

Tout redevable de la contribution économique locale est tenu, dans son établissement, de présenter sa formule de contribution économique locale, lorsqu'il en est requis par

les maires, les préfets, sous-préfets ou les fonctionnaires dûment commissionnés des Impôts ou du Trésor. »

**ARTICLE 77.-** Les dispositions de l'article 333 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 333.-*

Pour l'établissement de la contribution sur la valeur locative des locaux professionnels, le redevable de la contribution économique locale dépose, au plus tard le 31 janvier de l'année d'imposition, une déclaration sur un formulaire mis à sa disposition par l'administration. »

**ARTICLE 78.-** Les dispositions de l'article 431 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 431.-*

- 15 % pour les beurres, crèmes de lait et les succédanés ou mélanges contenant du beurre ou de la crème, quelles que soient les proportions du mélange ;

- 10 % pour les charcuteries et les autres corps gras.

**ARTICLE 79.-** Les dispositions de l'article 444 bis du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 444 bis. -*

Il est institué au profit du budget de l'Etat une taxe sur les sachets, conditionnements et emballages, non récupérables, en plastique.

La taxe est perçue sur les sachets, sacs, pochettes, et cornets en plastique ou matières assimilées, produits ou importés au Sénégal avec ou sans contenu.

Elle s'applique également aux bouteilles et autres conditionnements ou emballages, non récupérables, en plastique ou en matière assimilées, avec ou sans contenu, produits ou importés au Sénégal.

Les préformes et films produits ou importés au Sénégal sont exonérées du paiement de ladite taxe. »

**ARTICLE 80.-** Les dispositions de l'article 444 ter du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 444 ter. -*

Par dérogation aux dispositions de l'article 408 du présent code, la taxe est liquidée de la manière suivante :

- 1) pour les emballages avec contenus :
- a) produits au Sénégal :

- 0,5% du prix de cession des produits contenus dans des emballages dont le volume est inférieur à 20 litres ou dont le poids est inférieur à 25 kg ;
- 0,3% du prix de cession des produits contenus dans des emballages dont le volume est supérieur ou égal à 20 litres ou dont le poids est supérieur ou égal à 25 kg ;

b) importés :

- 0,6% de la valeur en douane, des produits contenus dans des emballages dont le volume est inférieur à 20 litres ou dont le poids est inférieur à 25 kg ;
- 0,8% de la valeur en douane, des produits contenus dans des emballages dont le volume est supérieur ou égal à 20 litres ou dont le poids est supérieur ou égal à 25 kg ;

2) pour les emballages sans contenus :

a) produits au Sénégal :

- 1,5% du prix de cession

b) importés :

- 2,5% de la valeur en douane. »

#### **ARTICLE 81 : Champ d'application et taux**

Il est institué une redevance de 1% sur la valeur marchande du phosphate brut extrait ou produit au Sénégal déterminée en référence à l'indice de prix de la roche de phosphate.

#### **ARTICLE 82 : Assujettis**

Est assujettie à la redevance sur le phosphate brut toute personne qui extrait ou produit du phosphate brut au Sénégal.

#### **ARTICLE 83 : Recouvrement**

La redevance est recouvrée comme en matière de redevance minière.

#### **ARTICLE 84 : Modalités d'application**

Un arrêté conjoint du Ministre chargé des finances et du Ministre chargé des Mines détermine l'indice des prix de référence et les modalités de perception et de contrôle de la redevance sur le phosphate brut.

# **ANNEXES**

## ANNEXE I : TABLEAU DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR TITRE, ARTICLE, PARAGRAPHE

| Nature de recettes                                                                  | LFI 2022       | LFR1 2022      | Variation    | %              |
|-------------------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|--------------|----------------|
| 711 - Impôts sur revenus, bénéfices et gains en capital                             | 310,5          | 295,5          | -15,0        | -4,83%         |
| 712 - Impôts sur salaires versés et autres rémunérations                            | 571,3          | 571,3          | -            | -              |
| 713 - Impôts sur le patrimoine                                                      | 42,0           | 42,0           | -            | -              |
| <b>TOTAL IMPOTS DIRECTS (711+712+713+714)</b>                                       | <b>923,8</b>   | <b>908,8</b>   | <b>-15,0</b> | <b>-1,62%</b>  |
| 715 - Impôts et taxes intérieurs sur biens et services                              | 1 479,2        | 1 521,3        | 42,1         | 2,85%          |
| 716 - Droits d'enregistrement et taxes assimilées                                   | 100,7          | 100,7          | -            | -              |
| 717 - Droits et taxes à l'importation                                               | 428,7          | 428,7          | -            | -              |
| 719 - Autres recettes fiscales                                                      | 92,6           | 92,6           | -            | -              |
| <b>TOTAL IMPOTS INDIRECTS (715+716+717+718+719)</b>                                 | <b>2 101,2</b> | <b>2 143,3</b> | <b>42,1</b>  | <b>2,00%</b>   |
| <b>RECETTES FISCALES (IMPOTS DIRECTS + IMPOTS INDIRECTS (R_71))</b>                 | <b>3 025,0</b> | <b>3 052,1</b> | <b>27,1</b>  | <b>0,90%</b>   |
| 721 - Revenus de l'entreprise et du domaine                                         | 68,0           | 108,0          | 40,0         | 58,82%         |
| 729 - Autres recettes non fiscales                                                  | 8,0            | 8,0            | -            | -              |
| 773 - Dividendes                                                                    | 48,0           | 48,0           | -            | -              |
| 775 - Commissions à caractères financiers                                           | 16,0           | 16,0           | -            | -              |
| <b>PRODUITS FINANCIERS (77)</b>                                                     | <b>64,0</b>    | <b>64,0</b>    | <b>-</b>     | <b>-</b>       |
| <b>RECETTES NON FISCALES (R_72)</b>                                                 | <b>140,0</b>   | <b>180,0</b>   | <b>40,0</b>  | <b>28,57%</b>  |
| <b>TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES (71+72)</b>                              | <b>3 165,0</b> | <b>3 232,1</b> | <b>67,1</b>  | <b>2,12%</b>   |
| <b>DONS ET LEGS (74)</b>                                                            | <b>296,0</b>   | <b>266,0</b>   | <b>-30,0</b> | <b>-10,14%</b> |
| <b>RECETTES EXCEPTIONNELLES (75)</b>                                                | <b>-</b>       | <b>-</b>       | <b>-</b>     | <b>-</b>       |
| Dons Projets / Dons en Capital                                                      | 250,0          | 220,0          | -30,0        | -12,00%        |
| Dons Programmes et Legs (R_749) / Dons budgétaires                                  | 46,0           | 46,0           | 0,0          | 0,00%          |
| <b>RESSOURCES EXTERIEURES (74)</b>                                                  | <b>296,0</b>   | <b>266,0</b>   | <b>-30,0</b> | <b>-10,14%</b> |
| <b>TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL (71+72+77)</b>                                   | <b>3 461,0</b> | <b>3 498,1</b> | <b>37,1</b>  | <b>1,07%</b>   |
| <b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>                                             | <b>149,72</b>  | <b>149,72</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0%</b>      |
| <b>TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES (Budget général + Comptes spéciaux du trésor)</b> | <b>3 610,7</b> | <b>3 647,8</b> | <b>37,1</b>  | <b>1%</b>      |

## ANNEXE II: TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL EN AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSES

| <div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: center;"> <div> <p>République du Sénégal</p>  <p>Un Peuple-Un But-Une Foi</p> </div> <div style="text-align: center;"> <p><b>PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022</b></p> <p><b>TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSE</b></p> </div> </div> |                                    |                                       |                              |                          |                                    |                          |                        |             |                        |              |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|---------------------------------------|------------------------------|--------------------------|------------------------------------|--------------------------|------------------------|-------------|------------------------|--------------|
| Budget                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Source de financement              | Catégorie de dépense                  | Crédits inscrits en LFI 2022 |                          | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                          | ECART                  |             |                        |              |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                    |                                       | AE                           | CP                       | AE                                 | CP                       | AE                     |             | CP                     |              |
| Budget général                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Ressources internes                | FONDS PROPRES (TRESOR)                |                              |                          |                                    |                          | VAL ABS                | %           | VAL ABS                | %            |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Dépenses ordinaires                | 1 Charges financières de la dette     | 350 000 000 000              | 350 000 000 000          | 350 000 000 000                    | 350 000 000 000          | 0                      | 0           | 0                      | 0            |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                    | 2 Dépenses de personnel               | 952 000 000 000              | 952 000 000 000          | 1 037 000 000 000                  | 1 037 000 000 000        | 85 000 000 000         | 8,9         | 85 000 000 000         | 8,9          |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                    | 3 Acquisition de biens et services    | 359 647 641 916              | 359 647 641 916          | 366 046 528 942                    | 366 046 528 942          | 6 398 887 026          | 1,8         | 6 398 887 026          | 1,8          |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                    | 4 Transferts courants                 | 811 061 241 259              | 811 061 241 259          | 1 046 356 471 058                  | 1 046 356 471 058        | 235 295 229 799        | 29,0        | 235 295 229 799        | 29,0         |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                    | <b>TOTAL</b>                          | <b>2 472 708 883 175</b>     | <b>2 472 708 883 175</b> | <b>2 799 403 000 000</b>           | <b>2 799 403 000 000</b> | <b>326 694 116 825</b> | <b>13,2</b> | <b>326 694 116 825</b> | <b>13,2</b>  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Dépenses en capital                | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 580 846 579 034              | 251 331 666 500          | 689 266 727 826                    | 253 009 572 474          | 108 420 148 792        | 18,7        | 1 677 905 974          | 0,7          |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                    | 6 Transferts en capital               | 710 633 609 614              | 690 959 450 325          | 1 116 876 983 173                  | 765 781 544 351          | 406 243 373 559        | 57,2        | 74 822 094 026         | 10,8         |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                    | <b>TOTAL</b>                          | <b>1 291 480 188 648</b>     | <b>942 291 116 825</b>   | <b>1 806 143 710 999</b>           | <b>1 018 791 116 825</b> | <b>514 663 522 351</b> | <b>39,9</b> | <b>76 500 000 000</b>  | <b>8,1</b>   |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                    | <b>TOTAL FONDS PROPRES (TRESOR)</b>   | <b>3 764 189 071 823</b>     | <b>3 415 000 000 000</b> | <b>4 605 546 710 999</b>           | <b>3 818 194 116 825</b> | <b>841 357 639 176</b> | <b>22,4</b> | <b>403 194 116 825</b> | <b>11,8</b>  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                    | <b>Total Ressources internes</b>      | <b>3 764 189 071 823</b>     | <b>3 415 000 000 000</b> | <b>4 605 546 710 999</b>           | <b>3 818 194 116 825</b> | <b>841 357 639 176</b> | <b>22,4</b> | <b>403 194 116 825</b> | <b>11,8</b>  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Ressources extérieures             | DON OU SUBVENTION                     |                              |                          |                                    |                          |                        |             |                        |              |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Dépenses en capital                | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 591 626 545 970              | 249 484 697 650          | 604 490 688 970                    | 219 229 700 650          | 12 864 143 000         | 2,2         | -30 254 997 000        | -12,1        |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                    | 6 Transferts en capital               | 515 302 350                  | 515 302 350              | 770 299 350                        | 770 299 350              | 254 997 000            | 49,5        | 254 997 000            | 49,5         |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                    | <b>TOTAL</b>                          | <b>592 141 848 320</b>       | <b>250 000 000 000</b>   | <b>605 260 988 320</b>             | <b>220 000 000 000</b>   | <b>13 119 140 000</b>  | <b>2,2</b>  | <b>-30 000 000 000</b> | <b>-12</b>   |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                    | <b>TOTAL DON OU SUBVENTION</b>        | <b>592 141 848 320</b>       | <b>250 000 000 000</b>   | <b>605 260 988 320</b>             | <b>220 000 000 000</b>   | <b>13 119 140 000</b>  | <b>2,2</b>  | <b>-30 000 000 000</b> | <b>-12</b>   |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                    | PRET EXTERIEUR (EMPRUNT)              |                              |                          |                                    |                          |                        |             |                        |              |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Dépenses en capital                | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 2 187 642 319 760            | 544 549 404 938          | 2 275 524 501 205                  | 475 433 750 000          | 87 882 181 445         | 4,0         | -69 115 654 938        | -12,7        |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                    | 6 Transferts en capital               | 35 450 595 062               | 35 450 595 062           | 39 566 250 000                     | 39 566 250 000           | 4 115 654 938          | 11,6        | 4 115 654 938          | 11,6         |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                    | <b>TOTAL</b>                          | <b>2 223 092 914 822</b>     | <b>580 000 000 000</b>   | <b>2 315 090 751 205</b>           | <b>515 000 000 000</b>   | <b>91 997 836 383</b>  | <b>4,1</b>  | <b>-65 000 000 000</b> | <b>-11,2</b> |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                    | <b>TOTAL PRET EXTERIEUR (EMPRUNT)</b> | <b>2 223 092 914 822</b>     | <b>580 000 000 000</b>   | <b>2 315 090 751 205</b>           | <b>515 000 000 000</b>   | <b>91 997 836 383</b>  | <b>4,1</b>  | <b>-65 000 000 000</b> | <b>-11,2</b> |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                    | <b>Total Ressources extérieures</b>   | <b>2 815 234 763 142</b>     | <b>830 000 000 000</b>   | <b>2 920 351 739 525</b>           | <b>735 000 000 000</b>   | <b>105 116 976 383</b> | <b>3,7</b>  | <b>-95 000 000 000</b> | <b>-11,4</b> |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <b>Total Budget Budget général</b> |                                       | <b>6 579 423 834 965</b>     | <b>4 245 000 000 000</b> | <b>7 525 898 450 524</b>           | <b>4 553 194 116 825</b> | <b>946 474 615 559</b> | <b>14,4</b> | <b>308 194 116 825</b> | <b>7,3</b>   |

Le Système Support du Budget Programme (SYSBUDGEP) - SENEGAL



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSE

| Budget                     | Source de financement | Catégorie de dépense                    | Crédits inscrits en LFI 2022          |                   | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                 | ECART           |                 |         |            |      |
|----------------------------|-----------------------|-----------------------------------------|---------------------------------------|-------------------|------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|---------|------------|------|
|                            |                       |                                         |                                       |                   |                                    |                 | AE              |                 | CP      |            |      |
|                            |                       |                                         | AE                                    | CP                | AE                                 | CP              | VAL ABS         | %               | VAL ABS | %          |      |
| Comptes Spéciaux du Trésor | Ressources internes   | FONDS PROPRES (TRESOR)                  |                                       |                   |                                    |                 |                 |                 |         |            |      |
|                            |                       | Dépenses ordinaires                     | 2 Dépenses de personnel               | 617 800 000       | 617 800 000                        | 613 800 000     | 613 800 000     | -4 000 000      | -0,6    | -4 000 000 | -0,6 |
|                            |                       |                                         | 3 Acquisition de biens et services    | 847 700 000       | 847 700 000                        | 851 700 000     | 851 700 000     | 4 000 000       | 0,5     | 4 000 000  | 0,5  |
|                            |                       |                                         | 4 Transferts courants                 | 125 705 000 000   | 125 705 000 000                    | 125 705 000 000 | 125 705 000 000 | 0               | 0       | 0          | 0    |
|                            |                       |                                         | TOTAL                                 | 127 170 500 000   | 127 170 500 000                    | 127 170 500 000 | 127 170 500 000 | 0               | 0       | 0          | 0    |
|                            |                       | Dépenses en capital                     | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 22 544 500 000    | 22 544 500 000                     | 22 544 500 000  | 22 544 500 000  | 0               | 0       | 0          | 0    |
|                            |                       |                                         | TOTAL                                 | 22 544 500 000    | 22 544 500 000                     | 22 544 500 000  | 22 544 500 000  | 0               | 0       | 0          | 0    |
|                            |                       | TOTAL FONDS PROPRES (TRESOR)            |                                       | 149 715 000 000   | 149 715 000 000                    | 149 715 000 000 | 149 715 000 000 | 0               | 0       | 0          | 0    |
|                            |                       | Total Ressources internes               |                                       | 149 715 000 000   | 149 715 000 000                    | 149 715 000 000 | 149 715 000 000 | 0               | 0       | 0          | 0    |
|                            |                       | Total Budget Comptes Spéciaux du Trésor |                                       | 149 715 000 000   | 149 715 000 000                    | 149 715 000 000 | 149 715 000 000 | 0               | 0       | 0          | 0    |
| TOTAL GENERAL              |                       | 6 729 138 834 965                       | 4 394 715 000 000                     | 7 675 613 450 524 | 4 702 909 116 825                  | 946 474 615 559 | 14,1            | 308 194 116 825 | 7,0     |            |      |

# ANNEXE III : TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS ET PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL

| <div> <div> <div>République du Sénégal</div> <div>  </div> <div>Un Peuple-Un But-Une Foi</div> </div> <div> <div>PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022</div> <div>TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE</div> </div> </div> |                                                    |                                       |                                            |                 |                                    |                 |                       |      |               |      |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------|------------------------------------|-----------------|-----------------------|------|---------------|------|
| Budget                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                    |                                       | Source de financement                      |                 |                                    |                 | Catégories de dépense |      |               |      |
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                                                    |                                       | Ressources internes et ressources externes |                 |                                    |                 | 1-2-3-4-5-6           |      |               |      |
| Ministère/Institution<br>(Section)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Programme                                          | Catégorie dépense                     | Crédits inscrits en LFI 2022               |                 | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                 | ECART                 |      |               |      |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                    |                                       | AE                                         | CP              | AE                                 | CP              | AE                    |      | CP            |      |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                    |                                       |                                            |                 |                                    |                 | VAL ABS               | %    | VAL ABS       | %    |
| 10 Dette Publique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 0001 Dette Publique<br>(Intérêts et commissions)   | 1 Charges financières de la dette     | 350 000 000 000                            | 350 000 000 000 | 350 000 000 000                    | 350 000 000 000 | 0                     | 0    | 0             | 0    |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                    | Total Prog. 0001                      | 350 000 000 000                            | 350 000 000 000 | 350 000 000 000                    | 350 000 000 000 | 0                     | 0    | 0             | 0    |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                    | Total Section 10                      | 350 000 000 000                            | 350 000 000 000 | 350 000 000 000                    | 350 000 000 000 | 0                     | 0    | 0             | 0    |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                    |                                       |                                            |                 |                                    |                 |                       |      |               |      |
| 21 Présidence de la République                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 0002 Présidence de la République                   | 2 Dépenses de personnel               | 11 561 025 249                             | 11 561 025 249  | 11 695 118 039                     | 11 695 118 039  | 134 092 790           | 1,2  | 134 092 790   | 1,2  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                    | 3 Acquisition de biens et services    | 7 380 025 944                              | 7 380 025 944   | 7 685 872 799                      | 7 685 872 799   | 305 846 855           | 4,1  | 305 846 855   | 4,1  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                    | 4 Transferts courants                 | 36 974 414 567                             | 36 974 414 567  | 45 987 387 870                     | 45 987 387 870  | 9 012 973 303         | 24,4 | 9 012 973 303 | 24,4 |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                    | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 1 581 166 714                              | 614 077 501     | 1 581 166 714                      | 614 077 501     | 0                     | 0    | 0             | 0    |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                    | 6 Transferts en capital               | 15 202 006 287                             | 15 202 006 287  | 14 702 006 287                     | 14 702 006 287  | -500 000 000          | -3,3 | -500 000 000  | -3,3 |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                    | Total Prog. 0002                      | 72 698 638 761                             | 72 698 638 761  | 81 651 551 709                     | 80 684 462 496  | 8 952 912 948         | 12,3 | 8 952 912 948 | 12,3 |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 3001 Frais de contrôle des entreprises publiques   | 2 Dépenses de personnel               | 102 800 000                                | 102 800 000     | 98 800 000                         | 98 800 000      | -4 000 000            | -3,9 | -4 000 000    | -3,9 |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                    | 3 Acquisition de biens et services    | 374 200 000                                | 374 200 000     | 378 200 000                        | 378 200 000     | 4 000 000             | 1,1  | 4 000 000     | 1,1  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                    | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 23 000 000                                 | 23 000 000      | 23 000 000                         | 23 000 000      | 0                     | 0    | 0             | 0    |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                    | Total Prog. 3001                      | 500 000 000                                | 500 000 000     | 500 000 000                        | 500 000 000     | 0                     | 0    | 0             | 0    |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                    | Total Section 21                      | 73 198 638 761                             | 72 231 549 548  | 82 151 551 709                     | 81 184 462 496  | 8 952 912 948         | 12,2 | 8 952 912 948 | 12,4 |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                    |                                       |                                            |                 |                                    |                 |                       |      |               |      |
| 22 Assemblée Nationale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 0003 Assemblée Nationale                           | 4 Transferts courants                 | 17 215 015 137                             | 17 215 015 137  | 17 265 015 137                     | 17 265 015 137  | 50 000 000            | 0,3  | 50 000 000    | 0,3  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                    | Total Prog. 0003                      | 17 215 015 137                             | 17 215 015 137  | 17 265 015 137                     | 17 265 015 137  | 50 000 000            | 0,3  | 50 000 000    | 0,3  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                    | Total Section 22                      | 17 215 015 137                             | 17 215 015 137  | 17 265 015 137                     | 17 265 015 137  | 50 000 000            | 0,3  | 50 000 000    | 0,3  |
| 24 Conseil Economique Social et Environnemental                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 0005 Conseil Economique, Social et Environnemental | 4 Transferts courants                 | 7 541 040 284                              | 7 541 040 284   | 7 541 040 284                      | 7 541 040 284   | 0                     | 0    | 0             | 0    |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                    | Total Prog. 0005                      | 7 541 040 284                              | 7 541 040 284   | 7 541 040 284                      | 7 541 040 284   | 0                     | 0    | 0             | 0    |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                    | Total Section 24                      | 7 541 040 284                              | 7 541 040 284   | 7 541 040 284                      | 7 541 040 284   | 0                     | 0    | 0             | 0    |
| 25 Conseil Constitutionnel                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 0006 Conseil Constitutionnel                       | 2 Dépenses de personnel               | 633 583 600                                | 633 583 600     | 633 583 600                        | 633 583 600     | 0                     | 0    | 0             | 0    |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                    | 4 Transferts courants                 | 600 000 000                                | 600 000 000     | 600 000 000                        | 600 000 000     | 0                     | 0    | 0             | 0    |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                    | Total Prog. 0006                      | 1 233 583 600                              | 1 233 583 600   | 1 233 583 600                      | 1 233 583 600   | 0                     | 0    | 0             | 0    |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                    | Total Section 25                      | 1 233 583 600                              | 1 233 583 600   | 1 233 583 600                      | 1 233 583 600   | 0                     | 0    | 0             | 0    |
| Le Système Support du Budget Programme (SYSBUDGEP) - SENEGAL                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                                                    |                                       |                                            |                 |                                    |                 |                       |      |               |      |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

On Peuple-On But-On Po

| Budget                                                                |                                                       |                                       | Source de financement                      |                |                                    |                | Catégories de dépense |       |               |      |
|-----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------------|----------------|------------------------------------|----------------|-----------------------|-------|---------------|------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor                          |                                                       |                                       | Ressources internes et ressources externes |                |                                    |                | 1-2-3-4-5-6           |       |               |      |
| Ministère/Institution<br>(Section)                                    | Programme                                             | Catégorie dépense                     | Crédits inscrits en LFI 2022               |                | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                | ECART                 |       |               |      |
|                                                                       |                                                       |                                       | AE                                         | CP             | AE                                 | CP             | AE                    |       | CP            |      |
|                                                                       |                                                       |                                       |                                            |                |                                    |                | VAL ABS               | %     | VAL ABS       | %    |
| 27 Cour Suprême                                                       | 0007 Cour Suprême                                     | 2 Dépenses de personnel               | 1 052 252 000                              | 1 052 252 000  | 1 052 252 000                      | 1 052 252 000  | 0                     | 0     | 0             | 0    |
|                                                                       |                                                       | 4 Transferts courants                 | 1 400 000 000                              | 1 400 000 000  | 1 454 530 000                      | 1 454 530 000  | 54 530 000            | 3,9   | 54 530 000    | 3,9  |
|                                                                       |                                                       | Total Prog. 0007                      | 2 452 252 000                              | 2 452 252 000  | 2 506 782 000                      | 2 506 782 000  | 54 530 000            | 2,2   | 54 530 000    | 2,2  |
|                                                                       | Total Section 27                                      |                                       | 2 452 252 000                              | 2 452 252 000  | 2 506 782 000                      | 2 506 782 000  | 54 530 000            | 2,2   | 54 530 000    | 2,2  |
| 28 Cour des Comptes                                                   | 0008 Cour des Comptes                                 | 2 Dépenses de personnel               | 2 421 057 000                              | 2 421 057 000  | 2 434 204 530                      | 2 434 204 530  | 13 147 530            | 0,5   | 13 147 530    | 0,5  |
|                                                                       |                                                       | 4 Transferts courants                 | 5 148 453 695                              | 5 148 453 695  | 5 981 253 695                      | 5 981 253 695  | 832 800 000           | 16,2  | 832 800 000   | 16,2 |
|                                                                       |                                                       | 6 Transferts en capital               | 1 025 555 441                              | 1 025 555 441  | 1 025 555 441                      | 1 025 555 441  | 0                     | 0     | 0             | 0    |
|                                                                       |                                                       | Total Prog. 0008                      | 8 595 066 136                              | 8 595 066 136  | 9 441 013 666                      | 9 441 013 666  | 845 947 530           | 9,8   | 845 947 530   | 9,8  |
|                                                                       | Total Section 28                                      |                                       | 8 595 066 136                              | 8 595 066 136  | 9 441 013 666                      | 9 441 013 666  | 845 947 530           | 9,8   | 845 947 530   | 9,8  |
| 29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales                       | 0013 Conseil des Collectivités Territoriales          | 4 Transferts courants                 | 6 300 000 000                              | 6 300 000 000  | 6 300 000 000                      | 6 300 000 000  | 0                     | 0     | 0             | 0    |
|                                                                       |                                                       | 6 Transferts en capital               | 2 250 000 000                              | 2 250 000 000  | 2 250 000 000                      | 2 250 000 000  | 0                     | 0     | 0             | 0    |
|                                                                       |                                                       | Total Prog. 0013                      | 8 550 000 000                              | 8 550 000 000  | 8 550 000 000                      | 8 550 000 000  | 0                     | 0     | 0             | 0    |
|                                                                       | Total Section 29                                      |                                       | 8 550 000 000                              | 8 550 000 000  | 8 550 000 000                      | 8 550 000 000  | 0                     | 0     | 0             | 0    |
| 30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)                          | 0009 Secrétariat général du Gouvernement              | 2 Dépenses de personnel               | 3 887 956 000                              | 3 887 956 000  | 3 887 956 000                      | 3 887 956 000  | 0                     | 0     | 0             | 0    |
|                                                                       |                                                       | 3 Acquisition de biens et services    | 4 171 138 296                              | 4 171 138 296  | 4 171 138 296                      | 4 171 138 296  | 0                     | 0     | 0             | 0    |
|                                                                       |                                                       | 4 Transferts courants                 | 6 862 924 496                              | 6 862 924 496  | 6 912 924 496                      | 6 912 924 496  | 50 000 000            | 0,7   | 50 000 000    | 0,7  |
|                                                                       |                                                       | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 5 665 251 224                              | 5 665 251 224  | 5 665 251 224                      | 5 665 251 224  | 0                     | 0     | 0             | 0    |
|                                                                       |                                                       | 6 Transferts en capital               | 6 442 526 567                              | 6 442 526 567  | 16 414 539 867                     | 10 441 943 500 | 9 972 013 300         | 154,8 | 3 999 416 933 | 62,1 |
|                                                                       |                                                       | Total Prog. 0009                      | 27 029 796 583                             | 27 029 796 583 | 37 051 809 883                     | 31 079 213 516 | 10 022 013 300        | 37,1  | 4 049 416 933 | 15,0 |
|                                                                       | Total Section 30                                      |                                       | 27 029 796 583                             | 27 029 796 583 | 37 051 809 883                     | 31 079 213 516 | 10 022 013 300        | 37,1  | 4 049 416 933 | 15,0 |
| 31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur | 1001 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel               | 1 079 139 180                              | 1 079 139 180  | 1 267 427 230                      | 1 267 427 230  | 188 288 050           | 17,4  | 188 288 050   | 17,4 |
|                                                                       |                                                       | 3 Acquisition de biens et services    | 10 871 099 078                             | 10 871 099 078 | 10 871 099 078                     | 10 871 099 078 | 0                     | 0     | 0             | 0    |
|                                                                       |                                                       | 4 Transferts courants                 | 1 273 814 000                              | 1 273 814 000  | 2 473 814 000                      | 2 473 814 000  | 1 200 000 000         | 94,2  | 1 200 000 000 | 94,2 |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Ministère/Institution<br>(Section)                                    | Programme                                                 | Catégorie dépense                     | Budget                                       |                       | Source de financement                      |                       | Catégories de dépense |             |                      |             |
|-----------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|---------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------|--------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------|----------------------|-------------|
|                                                                       |                                                           |                                       | Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor |                       | Ressources internes et ressources externes |                       | 1-2-3-4-5-6           |             |                      |             |
|                                                                       |                                                           |                                       | Crédits inscrits en LFI 2022                 |                       | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits         |                       | ECART                 |             |                      |             |
|                                                                       |                                                           |                                       | AE                                           | CP                    | AE                                         | CP                    | AE VAL ABS            | AE %        | CP VAL ABS           | CP %        |
| 31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur | 1001 Pilotage, Coordination et Gestion administrative     | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 143 441 925                                  | 143 441 925           | 143 441 925                                | 143 441 925           | 0                     | 0           | 0                    | 0           |
|                                                                       |                                                           | 6 Transferts en capital               | 300 000 000                                  | 300 000 000           | 300 000 000                                | 300 000 000           | 0                     | 0           | 0                    | 0           |
|                                                                       |                                                           | <b>Total Prog. 1001</b>               | <b>13 667 494 183</b>                        | <b>13 667 494 183</b> | <b>15 055 782 233</b>                      | <b>15 055 782 233</b> | <b>1 388 288 050</b>  | <b>10,2</b> | <b>1 388 288 050</b> | <b>10,2</b> |
|                                                                       | 2001 Coopération bilatérale et multilatérale              | 2 Dépenses de personnel               | 23 931 232 761                               | 23 931 232 761        | 23 931 232 761                             | 23 931 232 761        | 0                     | 0           | 0                    | 0           |
|                                                                       |                                                           | 3 Acquisition de biens et services    | 22 524 873 937                               | 22 524 873 937        | 23 823 473 937                             | 23 823 473 937        | 1 298 600 000         | 5,8         | 1 298 600 000        | 5,8         |
|                                                                       |                                                           | 4 Transferts courants                 | 2 476 549 950                                | 2 476 549 950         | 2 476 549 950                              | 2 476 549 950         | 0                     | 0           | 0                    | 0           |
|                                                                       |                                                           | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 2 119 233 352                                | 2 119 233 352         | 3 019 233 352                              | 3 019 233 352         | 900 000 000           | 42,5        | 900 000 000          | 42,5        |
|                                                                       |                                                           | 6 Transferts en capital               | 600 000 000                                  | 600 000 000           | 0                                          | 0                     | -600 000 000          | -100        | -600 000 000         | -100        |
|                                                                       |                                                           | <b>Total Prog. 2001</b>               | <b>51 651 890 000</b>                        | <b>51 651 890 000</b> | <b>53 250 490 000</b>                      | <b>53 250 490 000</b> | <b>1 598 600 000</b>  | <b>3,1</b>  | <b>1 598 600 000</b> | <b>3,1</b>  |
|                                                                       | 2002 Promotion de la Diplomatie économique                | 2 Dépenses de personnel               | 100 566 000                                  | 100 566 000           | 100 566 000                                | 100 566 000           | 0                     | 0           | 0                    | 0           |
|                                                                       |                                                           | 3 Acquisition de biens et services    | 62 346 142                                   | 62 346 142            | 62 346 142                                 | 62 346 142            | 0                     | 0           | 0                    | 0           |
|                                                                       |                                                           | <b>Total Prog. 2002</b>               | <b>162 912 142</b>                           | <b>162 912 142</b>    | <b>162 912 142</b>                         | <b>162 912 142</b>    | <b>0</b>              | <b>0</b>    | <b>0</b>             | <b>0</b>    |
|                                                                       | 2003 Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE | 2 Dépenses de personnel               | 230 484 000                                  | 230 484 000           | 230 484 000                                | 230 484 000           | 0                     | 0           | 0                    | 0           |
|                                                                       |                                                           | 3 Acquisition de biens et services    | 170 933 792                                  | 170 933 792           | 170 933 792                                | 170 933 792           | 0                     | 0           | 0                    | 0           |
|                                                                       |                                                           | 4 Transferts courants                 | 745 565 800                                  | 745 565 800           | 645 565 800                                | 645 565 800           | -100 000 000          | -13,4       | -100 000 000         | -13,4       |
|                                                                       |                                                           | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 140 000 000                                  | 140 000 000           | 140 000 000                                | 140 000 000           | 0                     | 0           | 0                    | 0           |
|                                                                       |                                                           | 6 Transferts en capital               | 950 000 000                                  | 950 000 000           | 950 000 000                                | 950 000 000           | 0                     | 0           | 0                    | 0           |
|                                                                       |                                                           | <b>Total Prog. 2003</b>               | <b>2 236 983 592</b>                         | <b>2 236 983 592</b>  | <b>2 136 983 592</b>                       | <b>2 136 983 592</b>  | <b>-100 000 000</b>   | <b>-4,5</b> | <b>-100 000 000</b>  | <b>-4,5</b> |
|                                                                       | <b>Total Section 31</b>                                   |                                       | <b>67 719 279 917</b>                        | <b>67 719 279 917</b> | <b>70 606 167 967</b>                      | <b>70 606 167 967</b> | <b>2 886 888 050</b>  | <b>4,3</b>  | <b>2 886 888 050</b> | <b>4,3</b>  |
| 32 Ministère des Forces Armées                                        | 1002 Pilotage coordination et gestion administrative      | 2 Dépenses de personnel               | 2 290 910 948                                | 2 290 910 948         | 2 303 808 478                              | 2 303 808 478         | 12 897 530            | 0,6         | 12 897 530           | 0,6         |
|                                                                       |                                                           | 3 Acquisition de biens et services    | 3 093 488 677                                | 3 093 488 677         | 4 243 488 677                              | 4 243 488 677         | 1 150 000 000         | 37,2        | 1 150 000 000        | 37,2        |
|                                                                       |                                                           | 4 Transferts courants                 | 3 500 000 000                                | 3 500 000 000         | 6 450 000 000                              | 6 450 000 000         | 2 950 000 000         | 84,3        | 2 950 000 000        | 84,3        |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Ministère/Institution<br>(Section) | Programme                                             | Catégorie dépense                     | Budget                                       |                        | Source de financement                      |                        | Catégories de dépense  |              |                      |             |
|------------------------------------|-------------------------------------------------------|---------------------------------------|----------------------------------------------|------------------------|--------------------------------------------|------------------------|------------------------|--------------|----------------------|-------------|
|                                    |                                                       |                                       | Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor |                        | Ressources internes et ressources externes |                        | 1-2-3-4-5-6            |              |                      |             |
|                                    |                                                       |                                       | Crédits inscrits en LFI 2022                 |                        | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits         |                        | ECART                  |              |                      |             |
|                                    |                                                       |                                       | AE                                           | CP                     | AE                                         | CP                     | AE                     |              | CP                   |             |
|                                    |                                                       |                                       |                                              |                        |                                            |                        | VAL ABS                | %            | VAL ABS              | %           |
| 32 Ministère des Forces Armées     | 1002 Pilotage coordination et gestion administrative  | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 1 300 000 000                                | 1 300 000 000          | 1 400 000 000                              | 1 400 000 000          | 100 000 000            | 7,7          | 100 000 000          | 7,7         |
|                                    |                                                       | 6 Transferts en capital               | 10 084 000 000                               | 10 084 000 000         | 11 734 000 000                             | 11 734 000 000         | 1 650 000 000          | 16,4         | 1 650 000 000        | 16,4        |
|                                    |                                                       | <b>Total Prog. 1002</b>               | <b>20 268 399 625</b>                        | <b>20 268 399 625</b>  | <b>26 131 297 155</b>                      | <b>26 131 297 155</b>  | <b>5 862 897 530</b>   | <b>28,9</b>  | <b>5 862 897 530</b> | <b>28,9</b> |
|                                    | 2005 Défense du territoire national                   | 2 Dépenses de personnel               | 76 299 618 115                               | 76 299 618 115         | 87 275 818 115                             | 87 275 818 115         | 10 976 200 000         | 14,4         | 10 976 200 000       | 14,4        |
|                                    |                                                       | 3 Acquisition de biens et services    | 35 479 344 985                               | 35 479 344 985         | 36 141 727 858                             | 36 141 727 858         | 662 382 873            | 1,9          | 662 382 873          | 1,9         |
|                                    |                                                       | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 54 539 148 425                               | 44 486 311 514         | 98 502 950 969                             | 33 879 660 140         | 43 963 802 544         | 80,6         | -10 606 651 374      | -23,8       |
|                                    |                                                       | 6 Transferts en capital               | 10 000 000 000                               | 10 000 000 000         | 10 000 000 000                             | 10 000 000 000         | 0                      | 0            | 0                    | 0           |
|                                    |                                                       | <b>Total Prog. 2005</b>               | <b>176 318 111 525</b>                       | <b>176 318 111 525</b> | <b>231 920 496 942</b>                     | <b>167 297 206 113</b> | <b>55 602 385 417</b>  | <b>31,5</b>  | <b>1 031 931 499</b> | <b>0,6</b>  |
|                                    | 2008 Sécurité publique et maintien de l'ordre         | 2 Dépenses de personnel               | 47 265 268 572                               | 47 265 268 572         | 47 265 268 572                             | 47 265 268 572         | 0                      | 0            | 0                    | 0           |
|                                    |                                                       | 3 Acquisition de biens et services    | 17 800 422 288                               | 17 800 422 288         | 18 462 765 980                             | 18 462 765 980         | 662 343 692            | 3,7          | 662 343 692          | 3,7         |
|                                    |                                                       | 4 Transferts courants                 | 60 000 000                                   | 60 000 000             | 60 000 000                                 | 60 000 000             | 0                      | 0            | 0                    | 0           |
|                                    |                                                       | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 11 614 975 000                               | 6 114 975 000          | 11 114 975 000                             | 5 614 975 000          | -500 000 000           | -4,3         | -500 000 000         | -8,2        |
|                                    |                                                       | 6 Transferts en capital               | 4 648 621 000                                | 4 648 621 000          | 100 412 425 618                            | 5 348 621 000          | 95 763 804 618         | 2060,0       | 700 000 000          | 15,1        |
|                                    |                                                       | <b>Total Prog. 2008</b>               | <b>81 389 286 860</b>                        | <b>81 389 286 860</b>  | <b>177 315 435 170</b>                     | <b>76 751 630 552</b>  | <b>95 926 148 310</b>  | <b>117,9</b> | <b>862 343 692</b>   | <b>1,1</b>  |
|                                    | 3002 Opérations à caractère industriel et commerciale | 3 Acquisition de biens et services    | 150 000 000                                  | 150 000 000            | 150 000 000                                | 150 000 000            | 0                      | 0            | 0                    | 0           |
|                                    |                                                       | <b>Total Prog. 3002</b>               | <b>150 000 000</b>                           | <b>150 000 000</b>     | <b>150 000 000</b>                         | <b>150 000 000</b>     | <b>0</b>               | <b>0</b>     | <b>0</b>             | <b>0</b>    |
|                                    | <b>Total Section 32</b>                               |                                       | <b>278 125 798 010</b>                       | <b>262 572 961 099</b> | <b>435 517 229 267</b>                     | <b>270 330 133 820</b> | <b>157 391 431 257</b> | <b>56,6</b>  | <b>7 757 172 721</b> | <b>3,0</b>  |
| 33 Ministère de l'Intérieur        | 1003 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel               | 1 040 627 296                                | 1 040 627 296          | 1 325 820 886                              | 1 325 820 886          | 285 193 590            | 27,4         | 285 193 590          | 27,4        |
|                                    |                                                       | 3 Acquisition de biens et services    | 1 564 843 809                                | 1 564 843 809          | 1 825 052 409                              | 1 825 052 409          | 260 208 600            | 16,6         | 260 208 600          | 16,6        |
|                                    |                                                       | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 3 244 400 000                                | 2 067 502 447          | 3 594 400 000                              | 2 417 502 447          | 350 000 000            | 10,8         | 350 000 000          | 16,9        |
|                                    |                                                       | <b>Total Prog. 1003</b>               | <b>5 849 871 105</b>                         | <b>5 849 871 105</b>   | <b>6 745 273 295</b>                       | <b>5 568 375 742</b>   | <b>895 402 190</b>     | <b>15,3</b>  | <b>895 402 190</b>   | <b>15,3</b> |
|                                    | 2009 Sécurité publique                                | 2 Dépenses de personnel               | 40 131 715 392                               | 40 131 715 392         | 46 610 195 392                             | 46 610 195 392         | 6 478 480 000          | 16,1         | 6 478 480 000        | 16,1        |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Ministère/Institution<br>(Section) | Programme                        | Catégorie dépense                     | Budget                                       |                       | Source de financement                      |                       | Catégories de dépense |              |                       |             |
|------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------|--------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------|-----------------------|-------------|
|                                    |                                  |                                       | Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor |                       | Ressources internes et ressources externes |                       | 1-2-3-4-5-6           |              |                       |             |
|                                    |                                  |                                       | Crédits inscrits en LFI 2022                 |                       | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits         |                       | ECART                 |              |                       |             |
|                                    |                                  |                                       | AE                                           | CP                    | AE                                         | CP                    | AE                    | CP           | AE                    | CP          |
|                                    |                                  |                                       | VAL ABS                                      | %                     | VAL ABS                                    | %                     | VAL ABS               | %            | VAL ABS               | %           |
| 33 Ministère de l'Intérieur        | 2009 Sécurité publique           | 3 Acquisition de biens et services    | 7 562 662 688                                | 7 562 662 688         | 8 247 952 688                              | 8 247 952 688         | 685 290 000           | 9,1          | 685 290 000           | 9,1         |
|                                    |                                  | 4 Transferts courants                 | 15 551 806 500                               | 15 551 806 500        | 18 174 172 808                             | 18 174 172 808        | 2 622 366 308         | 16,9         | 2 622 366 308         | 16,9        |
|                                    |                                  | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 3 574 341 655                                | 3 574 341 655         | 42 708 657 972                             | 6 309 861 255         | 39 134 316 317        | 1094,9       | 2 735 519 600         | 76,5        |
|                                    |                                  | 6 Transferts en capital               | 8 350 000 000                                | 8 350 000 000         | 7 005 418 698                              | 7 005 418 698         | -1 344 581 302        | -16,1        | -1 344 581 302        | -16,1       |
|                                    |                                  | <b>Total Prog. 2009</b>               | <b>75 170 526 235</b>                        | <b>75 170 526 235</b> | <b>122 746 397 558</b>                     | <b>86 347 600 841</b> | <b>47 575 871 323</b> | <b>63,3</b>  | <b>11 177 074 606</b> | <b>14,9</b> |
|                                    | 2010 Sécurité civile             | 2 Dépenses de personnel               | 21 830 254 708                               | 21 830 254 708        | 21 830 254 708                             | 21 830 254 708        | 0                     | 0            | 0                     | 0           |
|                                    |                                  | 3 Acquisition de biens et services    | 3 518 174 414                                | 3 518 174 414         | 3 690 474 109                              | 3 690 474 109         | 172 299 695           | 4,9          | 172 299 695           | 4,9         |
|                                    |                                  | 4 Transferts courants                 | 1 820 000 000                                | 1 820 000 000         | 1 820 000 000                              | 1 820 000 000         | 0                     | 0            | 0                     | 0           |
|                                    |                                  | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 1 761 000 000                                | 1 761 000 000         | 99 627 534 210                             | 2 628 494 544         | 97 866 534 210        | 5557,4       | 867 494 544           | 49,3        |
|                                    |                                  | 6 Transferts en capital               | 0                                            | 0                     | 974 000 000                                | 974 000 000           | 974 000 000           | 0            | 974 000 000           | 0           |
|                                    |                                  | <b>Total Prog. 2010</b>               | <b>28 929 429 122</b>                        | <b>28 929 429 122</b> | <b>127 942 263 027</b>                     | <b>30 943 223 361</b> | <b>99 012 833 905</b> | <b>342,3</b> | <b>2 013 794 239</b>  | <b>7,0</b>  |
|                                    | 2011 Administration territoriale | 2 Dépenses de personnel               | 5 575 246 856                                | 5 575 246 856         | 5 575 246 856                              | 5 575 246 856         | 0                     | 0            | 0                     | 0           |
|                                    |                                  | 3 Acquisition de biens et services    | 2 534 087 407                                | 2 534 087 407         | 2 761 734 407                              | 2 761 734 407         | 227 647 000           | 9,0          | 227 647 000           | 9,0         |
|                                    |                                  | 4 Transferts courants                 | 9 058 200 000                                | 9 058 200 000         | 9 058 200 000                              | 9 058 200 000         | 0                     | 0            | 0                     | 0           |
|                                    |                                  | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 12 268 952 300                               | 518 952 300           | 12 268 952 300                             | 518 952 300           | 0                     | 0            | 0                     | 0           |
|                                    |                                  | <b>Total Prog. 2011</b>               | <b>29 436 486 563</b>                        | <b>29 436 486 563</b> | <b>29 664 133 563</b>                      | <b>17 914 133 563</b> | <b>227 647 000</b>    | <b>0,8</b>   | <b>227 647 000</b>    | <b>0,8</b>  |
|                                    | 2012 Gouvernance électorale      | 2 Dépenses de personnel               | 169 927 000                                  | 169 927 000           | 169 927 000                                | 169 927 000           | 0                     | 0            | 0                     | 0           |
|                                    |                                  | 3 Acquisition de biens et services    | 9 197 332 000                                | 9 197 332 000         | 11 707 685 000                             | 11 707 685 000        | 2 510 353 000         | 27,3         | 2 510 353 000         | 27,3        |
|                                    |                                  | 4 Transferts courants                 | 3 394 000 000                                | 3 394 000 000         | 3 394 000 000                              | 3 394 000 000         | 0                     | 0            | 0                     | 0           |
|                                    |                                  | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 80 322 000                                   | 80 322 000            | 80 322 000                                 | 80 322 000            | 0                     | 0            | 0                     | 0           |
|                                    |                                  | 6 Transferts en capital               | 10 000 000 000                               | 10 000 000 000        | 6 182 300 000                              | 6 182 300 000         | -3 817 700 000        | -38,2        | -3 817 700 000        | -38,2       |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Ministère/Institution<br>(Section) | Programme                                                      | Catégorie dépense                     | Budget                                       |                 | Source de financement                      |                 | Catégories de dépense |      |                |      |
|------------------------------------|----------------------------------------------------------------|---------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------|--------------------------------------------|-----------------|-----------------------|------|----------------|------|
|                                    |                                                                |                                       | Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor |                 | Ressources internes et ressources externes |                 | 1-2-3-4-5-6           |      |                |      |
|                                    |                                                                |                                       | Crédits inscrits en LFI 2022                 |                 | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits         |                 | ECART                 |      |                |      |
|                                    |                                                                |                                       | AE                                           | CP              | AE                                         | CP              | AE                    | CP   | VAL ABS        | %    |
| 33 Ministère de l'Intérieur        | 2012 Gouvernance électorale                                    | Total Prog. 2012                      | 22 841 581 000                               | 22 841 581 000  | 21 534 234 000                             | 21 534 234 000  | -1 307 347 000        | -5,7 | -1 307 347 000 | -5,7 |
|                                    | 3003 Fonds de lutte contre les incendies                       | 3 Acquisition de biens et services    | 126 000 000                                  | 126 000 000     | 126 000 000                                | 126 000 000     | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                    |                                                                | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 74 000 000                                   | 74 000 000      | 74 000 000                                 | 74 000 000      | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                    |                                                                | Total Prog. 3003                      | 200 000 000                                  | 200 000 000     | 200 000 000                                | 200 000 000     | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                    | Total Section 33                                               |                                       | 162 427 894 025                              | 149 500 996 472 | 308 832 301 443                            | 162 507 567 507 | 146 404 407 418       | 90,1 | 13 006 571 035 | 8,7  |
| 34 Ministère de la Justice         | 1004 Pilotage, Coordination et Gestion administrative          | 2 Dépenses de personnel               | 1 477 084 316                                | 1 477 084 316   | 1 565 457 146                              | 1 565 457 146   | 88 372 830            | 6,0  | 88 372 830     | 6,0  |
|                                    |                                                                | 3 Acquisition de biens et services    | 934 377 592                                  | 934 377 592     | 1 134 377 592                              | 1 134 377 592   | 200 000 000           | 21,4 | 200 000 000    | 21,4 |
|                                    |                                                                | 4 Transferts courants                 | 3 767 000 000                                | 3 767 000 000   | 5 457 000 000                              | 5 457 000 000   | 1 690 000 000         | 44,9 | 1 690 000 000  | 44,9 |
|                                    |                                                                | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 1 120 613 677                                | 1 120 613 677   | 1 120 613 677                              | 1 120 613 677   | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                    |                                                                | 6 Transferts en capital               | 25 000 000 000                               | 25 000 000 000  | 26 700 000 000                             | 26 700 000 000  | 1 700 000 000         | 6,8  | 1 700 000 000  | 6,8  |
|                                    |                                                                | Total Prog. 1004                      | 32 299 075 585                               | 32 299 075 585  | 35 977 448 415                             | 35 977 448 415  | 3 678 372 830         | 11,4 | 3 678 372 830  | 11,4 |
|                                    | 2014 Justice judiciaire                                        | 2 Dépenses de personnel               | 12 817 482 640                               | 12 817 482 640  | 12 817 482 640                             | 12 817 482 640  | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                    |                                                                | 3 Acquisition de biens et services    | 2 290 251 901                                | 2 290 251 901   | 3 500 751 901                              | 3 500 751 901   | 1 210 500 000         | 52,9 | 1 210 500 000  | 52,9 |
|                                    |                                                                | 4 Transferts courants                 | 1 060 000 000                                | 1 060 000 000   | 1 060 000 000                              | 1 060 000 000   | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                    |                                                                | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 58 999 816                                   | 58 999 816      | 58 999 816                                 | 58 999 816      | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                    |                                                                | Total Prog. 2014                      | 16 226 734 357                               | 16 226 734 357  | 17 437 234 357                             | 17 437 234 357  | 1 210 500 000         | 7,5  | 1 210 500 000  | 7,5  |
|                                    | 2015 Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant | 2 Dépenses de personnel               | 1 317 991 900                                | 1 317 991 900   | 1 317 991 900                              | 1 317 991 900   | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                    |                                                                | 3 Acquisition de biens et services    | 1 454 738 134                                | 1 454 738 134   | 1 454 738 134                              | 1 454 738 134   | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                    |                                                                | Total Prog. 2015                      | 2 772 730 034                                | 2 772 730 034   | 2 772 730 034                              | 2 772 730 034   | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                    | 2016 Administration pénitentiaire                              | 2 Dépenses de personnel               | 8 885 595 820                                | 8 885 595 820   | 8 885 595 820                              | 8 885 595 820   | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                    |                                                                | 3 Acquisition de biens et services    | 5 630 695 995                                | 5 630 695 995   | 5 860 695 995                              | 5 860 695 995   | 230 000 000           | 4,1  | 230 000 000    | 4,1  |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget                                       |                                                                  |                                                       | Source de financement                      |                |                                    |                | Catégories de dépense |             |               |            |
|----------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|--------------------------------------------|----------------|------------------------------------|----------------|-----------------------|-------------|---------------|------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor |                                                                  |                                                       | Ressources internes et ressources externes |                |                                    |                | 1-2-3-4-5-6           |             |               |            |
| Ministère/Institution<br>(Section)           | Programme                                                        | Catégorie dépense                                     | Crédits inscrits en LFI 2022               |                | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                | ECART                 |             |               |            |
|                                              |                                                                  |                                                       |                                            |                |                                    |                | AE                    |             | CP            |            |
|                                              |                                                                  |                                                       | AE                                         | CP             | AE                                 | CP             | VAL ABS               | %           | VAL ABS       | %          |
| 34 Ministère de la Justice                   | 2016 Administration pénitentiaire                                | 4 Transferts courants                                 | 500 000 000                                | 500 000 000    | 400 000 000                        | 400 000 000    | -100 000 000          | -20         | -100 000 000  | -20        |
|                                              |                                                                  | 5 Investissements exécutés par l'Etat                 | 4 300 000 000                              | 4 300 000 000  | 6 145 000 000                      | 6 145 000 000  | 1 845 000 000         | 42,9        | 1 845 000 000 | 42,9       |
|                                              |                                                                  | Total Prog. 2016                                      | 19 316 291 815                             | 19 316 291 815 | 21 291 291 815                     | 21 291 291 815 | 1 975 000 000         | 10,2        | 1 975 000 000 | 10,2       |
|                                              | 2100 Bonne gouvernance et Droits humains                         | 2 Dépenses de personnel                               | 216 979 000                                | 216 979 000    | 216 979 000                        | 216 979 000    | 0                     | 0           | 0             | 0          |
|                                              |                                                                  | 3 Acquisition de biens et services                    | 665 913 407                                | 665 913 407    | 665 913 407                        | 665 913 407    | 0                     | 0           | 0             | 0          |
|                                              |                                                                  | 4 Transferts courants                                 | 155 000 000                                | 155 000 000    | 155 000 000                        | 155 000 000    | 0                     | 0           | 0             | 0          |
|                                              |                                                                  | 5 Investissements exécutés par l'Etat                 | 186 825 531                                | 186 825 531    | 186 825 531                        | 186 825 531    | 0                     | 0           | 0             | 0          |
|                                              |                                                                  | Total Prog. 2100                                      | 1 224 717 938                              | 1 224 717 938  | 1 224 717 938                      | 1 224 717 938  | 0                     | 0           | 0             | 0          |
|                                              | Total Section 34                                                 |                                                       | 71 839 549 729                             | 71 839 549 729 | 78 703 422 559                     | 78 703 422 559 | 6 863 872 830         | 9,6         | 6 863 872 830 | 9,6        |
|                                              | 35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public | 1005 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel                    | 616 509 500    | 616 509 500                        | 712 117 310    | 712 117 310           | 95 607 810  | 15,5          | 95 607 810 |
| 3 Acquisition de biens et services           |                                                                  |                                                       | 584 596 183                                | 584 596 183    | 584 596 183                        | 584 596 183    | 0                     | 0           | 0             | 0          |
| 5 Investissements exécutés par l'Etat        |                                                                  |                                                       | 500 000 000                                | 500 000 000    | 500 000 000                        | 500 000 000    | 0                     | 0           | 0             | 0          |
| Total Prog. 1005                             |                                                                  |                                                       | 1 701 105 683                              | 1 701 105 683  | 1 796 713 493                      | 1 796 713 493  | 95 607 810            | 5,6         | 95 607 810    | 5,6        |
| 2017 Fonction publique                       |                                                                  | 2 Dépenses de personnel                               | 858 942 000                                | 858 942 000    | 858 942 000                        | 858 942 000    | 0                     | 0           | 0             | 0          |
|                                              |                                                                  | 3 Acquisition de biens et services                    | 662 848 718                                | 662 848 718    | 662 848 718                        | 662 848 718    | 0                     | 0           | 0             | 0          |
|                                              |                                                                  | 4 Transferts courants                                 | 595 000 000                                | 595 000 000    | 645 000 000                        | 645 000 000    | 50 000 000            | 8,4         | 50 000 000    | 8,4        |
|                                              |                                                                  | 5 Investissements exécutés par l'Etat                 | 565 139 600                                | 565 139 600    | 565 139 600                        | 565 139 600    | 0                     | 0           | 0             | 0          |
|                                              |                                                                  | Total Prog. 2017                                      | 2 681 930 318                              | 2 681 930 318  | 2 731 930 318                      | 2 731 930 318  | 50 000 000            | 1,9         | 50 000 000    | 1,9        |
| 2018 Renouveau du service public             |                                                                  | 2 Dépenses de personnel                               | 104 500 000                                | 104 500 000    | 104 500 000                        | 104 500 000    | 0                     | 0           | 0             | 0          |
|                                              |                                                                  | 3 Acquisition de biens et services                    | 254 070 281                                | 254 070 281    | 254 070 281                        | 254 070 281    | 0                     | 0           | 0             | 0          |
|                                              |                                                                  | 5 Investissements exécutés par l'Etat                 | 1 073 000 000                              | 1 073 000 000  | 1 833 096 890                      | 1 073 000 000  | 760 096 890           | 70,8        | 0             | 0          |
|                                              |                                                                  | Total Prog. 2018                                      | 1 431 570 281                              | 1 431 570 281  | 2 191 667 171                      | 1 431 570 281  | 760 096 890           | 53,1        | 0             | 0          |
| Total Section 35                             |                                                                  | 5 814 606 282                                         | 5 814 606 282                              | 6 720 310 982  | 5 960 214 092                      | 905 704 700    | 15,6                  | 145 607 810 | 2,5           |            |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget                                                                                     |                                                             |                                       | Source de financement                      |                      |                                    |                      | Catégories de dépense |             |                    |             |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------------|----------------------|------------------------------------|----------------------|-----------------------|-------------|--------------------|-------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor                                               |                                                             |                                       | Ressources internes et ressources externes |                      |                                    |                      | 1-2-3-4-5-6           |             |                    |             |
| Ministère/Institution<br>(Section)                                                         | Programme                                                   | Catégorie dépense                     | Crédits inscrits en LFI 2022               |                      | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                      | ECART                 |             |                    |             |
|                                                                                            |                                                             |                                       | AE                                         | CP                   | AE                                 | CP                   | AE                    |             | CP                 |             |
|                                                                                            |                                                             |                                       | VAL ABS                                    | %                    | VAL ABS                            | %                    |                       |             |                    |             |
| 37 Ministère du travail<br>du dialogue social et<br>des relations avec les<br>Institutions | 1006 Pilotage,<br>Coordination et Gestion<br>administrative | 2 Dépenses de personnel               | 374 960 440                                | 374 960 440          | 441 668 050                        | 441 668 050          | 66 707 610            | 17,8        | 66 707 610         | 17,8        |
|                                                                                            |                                                             | 3 Acquisition de biens et services    | 760 662 166                                | 760 662 166          | 808 262 166                        | 808 262 166          | 47 600 000            | 6,3         | 47 600 000         | 6,3         |
|                                                                                            |                                                             | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 500 000 000                                | 500 000 000          | 500 000 000                        | 500 000 000          | 0                     | 0           | 0                  | 0           |
|                                                                                            |                                                             | <b>Total Prog. 1006</b>               | <b>1 635 622 606</b>                       | <b>1 635 622 606</b> | <b>1 749 930 216</b>               | <b>1 749 930 216</b> | <b>114 307 610</b>    | <b>7,0</b>  | <b>114 307 610</b> | <b>7,0</b>  |
|                                                                                            | 2019 Gouvernance du<br>marché du travail                    | 2 Dépenses de personnel               | 872 765 440                                | 872 765 440          | 872 765 440                        | 872 765 440          | 0                     | 0           | 0                  | 0           |
|                                                                                            |                                                             | 3 Acquisition de biens et services    | 1 068 441 956                              | 1 068 441 956        | 1 068 441 956                      | 1 068 441 956        | 0                     | 0           | 0                  | 0           |
|                                                                                            |                                                             | 4 Transferts courants                 | 1 350 000 000                              | 1 350 000 000        | 1 350 000 000                      | 1 350 000 000        | 0                     | 0           | 0                  | 0           |
|                                                                                            |                                                             | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 350 000 000                                | 350 000 000          | 350 000 000                        | 350 000 000          | 0                     | 0           | 0                  | 0           |
|                                                                                            |                                                             | <b>Total Prog. 2019</b>               | <b>3 641 207 396</b>                       | <b>3 641 207 396</b> | <b>3 641 207 396</b>               | <b>3 641 207 396</b> | <b>0</b>              | <b>0</b>    | <b>0</b>           | <b>0</b>    |
|                                                                                            | 2107 Protection sociale<br>des travailleurs                 | 2 Dépenses de personnel               | 61 614 820                                 | 61 614 820           | 61 614 820                         | 61 614 820           | 0                     | 0           | 0                  | 0           |
|                                                                                            |                                                             | 3 Acquisition de biens et services    | 142 599 492                                | 142 599 492          | 142 599 492                        | 142 599 492          | 0                     | 0           | 0                  | 0           |
|                                                                                            |                                                             | 4 Transferts courants                 | 0                                          | 0                    | 100 000 000                        | 100 000 000          | 100 000 000           | 0           | 100 000 000        | 0           |
|                                                                                            |                                                             | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 200 000 000                                | 200 000 000          | 200 000 000                        | 200 000 000          | 0                     | 0           | 0                  | 0           |
|                                                                                            |                                                             | <b>Total Prog. 2107</b>               | <b>404 214 312</b>                         | <b>404 214 312</b>   | <b>504 214 312</b>                 | <b>504 214 312</b>   | <b>100 000 000</b>    | <b>24,7</b> | <b>100 000 000</b> | <b>24,7</b> |
|                                                                                            | <b>Total Section 37</b>                                     |                                       | <b>5 681 044 314</b>                       | <b>5 681 044 314</b> | <b>5 895 351 924</b>               | <b>5 895 351 924</b> | <b>214 307 610</b>    | <b>3,8</b>  | <b>214 307 610</b> | <b>3,8</b>  |
| 40 Ministère de la<br>Pêche et de<br>l'Economie Maritime                                   | 1008 Pilotage,<br>coordination et gestion<br>administrative | 2 Dépenses de personnel               | 271 404 000                                | 271 404 000          | 291 449 060                        | 291 449 060          | 20 045 060            | 7,4         | 20 045 060         | 7,4         |
|                                                                                            |                                                             | 3 Acquisition de biens et services    | 136 480 162                                | 136 480 162          | 136 480 162                        | 136 480 162          | 0                     | 0           | 0                  | 0           |
|                                                                                            |                                                             | 4 Transferts courants                 | 401 454 261                                | 401 454 261          | 301 454 261                        | 301 454 261          | -100 000 000          | -24,9       | -100 000 000       | -24,9       |
|                                                                                            |                                                             | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 242 000 000                                | 242 000 000          | 242 000 000                        | 242 000 000          | 0                     | 0           | 0                  | 0           |
|                                                                                            |                                                             | <b>Total Prog. 1008</b>               | <b>1 051 338 423</b>                       | <b>1 051 338 423</b> | <b>971 383 483</b>                 | <b>971 383 483</b>   | <b>-79 954 940</b>    | <b>-7,6</b> | <b>-79 954 940</b> | <b>-7,6</b> |
|                                                                                            | 2023 Pêche et<br>Aquaculture                                | 2 Dépenses de personnel               | 902 295 000                                | 902 295 000          | 902 295 000                        | 902 295 000          | 0                     | 0           | 0                  | 0           |
|                                                                                            |                                                             | 3 Acquisition de biens et services    | 455 284 887                                | 455 284 887          | 455 284 887                        | 455 284 887          | 0                     | 0           | 0                  | 0           |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

On Peuple-On-Bat-On-Pe

| Budget                                                                          |                                                                        |                                       | Source de financement                      |                |                                    |                | Catégories de dépense |      |              |      |
|---------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------------|----------------|------------------------------------|----------------|-----------------------|------|--------------|------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor                                    |                                                                        |                                       | Ressources internes et ressources externes |                |                                    |                | 1-2-3-4-5-6           |      |              |      |
| Ministère/Institution<br>(Section)                                              | Programme                                                              | Catégorie dépense                     | Crédits inscrits en LFI 2022               |                | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                | ECART                 |      |              |      |
|                                                                                 |                                                                        |                                       | AE                                         | CP             | AE                                 | CP             | AE                    |      | CP           |      |
|                                                                                 |                                                                        |                                       | VAL ABS                                    | %              | VAL ABS                            | %              |                       |      |              |      |
| 40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime                              | 2023 Pêche et Aquaculture                                              | 4 Transferts courants                 | 2 134 745 416                              | 2 134 745 416  | 2 054 745 416                      | 2 054 745 416  | -80 000 000           | -3,7 | -80 000 000  | -3,7 |
|                                                                                 |                                                                        | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 20 213 394 551                             | 9 736 210 687  | 19 663 394 551                     | 9 186 210 687  | -550 000 000          | -2,7 | -550 000 000 | -5,6 |
|                                                                                 |                                                                        | 6 Transferts en capital               | 2 000 000 000                              | 2 000 000 000  | 2 000 000 000                      | 2 000 000 000  | 0                     | 0    | 0            | 0    |
|                                                                                 |                                                                        | Total Prog. 2023                      | 25 705 719 854                             | 25 705 719 854 | 25 075 719 854                     | 14 598 535 990 | -630 000 000          | -2,5 | -630 000 000 | -2,5 |
|                                                                                 | 2024 Economie Maritime                                                 | 2 Dépenses de personnel               | 23 163 000                                 | 23 163 000     | 23 163 000                         | 23 163 000     | 0                     | 0    | 0            | 0    |
|                                                                                 |                                                                        | 3 Acquisition de biens et services    | 50 754 226                                 | 50 754 226     | 50 754 226                         | 50 754 226     | 0                     | 0    | 0            | 0    |
|                                                                                 |                                                                        | 4 Transferts courants                 | 8 227 939 300                              | 8 227 939 300  | 7 977 939 300                      | 7 977 939 300  | -250 000 000          | -3,0 | -250 000 000 | -3,0 |
|                                                                                 |                                                                        | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 84 824 500 000                             | 17 006 086 550 | 85 822 813 577                     | 17 004 400 127 | 998 313 577           | 1,2  | -1 686 423   | 0    |
|                                                                                 |                                                                        | 6 Transferts en capital               | 450 000 000                                | 450 000 000    | 808 833 000                        | 808 833 000    | 358 833 000           | 79,7 | 358 833 000  | 79,7 |
|                                                                                 |                                                                        | Total Prog. 2024                      | 93 576 356 526                             | 93 576 356 526 | 94 683 503 103                     | 25 865 089 653 | 1 107 146 577         | 1,2  | 107 146 577  | 0,1  |
|                                                                                 | 3004 Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)       | 2 Dépenses de personnel               | 515 000 000                                | 515 000 000    | 515 000 000                        | 515 000 000    | 0                     | 0    | 0            | 0    |
|                                                                                 |                                                                        | 3 Acquisition de biens et services    | 197 500 000                                | 197 500 000    | 197 500 000                        | 197 500 000    | 0                     | 0    | 0            | 0    |
|                                                                                 |                                                                        | 4 Transferts courants                 | 390 000 000                                | 390 000 000    | 390 000 000                        | 390 000 000    | 0                     | 0    | 0            | 0    |
|                                                                                 |                                                                        | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 397 500 000                                | 397 500 000    | 397 500 000                        | 397 500 000    | 0                     | 0    | 0            | 0    |
|                                                                                 |                                                                        | Total Prog. 3004                      | 1 500 000 000                              | 1 500 000 000  | 1 500 000 000                      | 1 500 000 000  | 0                     | 0    | 0            | 0    |
|                                                                                 | Total Section 40                                                       |                                       | 121 833 414 803                            | 43 537 817 489 | 122 230 606 440                    | 42 935 009 126 | 397 191 637           | 0,3  | -602 808 363 | -1,4 |
| 41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement | 1009 Pilotage, coordination et gestion administrative                  | 2 Dépenses de personnel               | 427 791 892                                | 427 791 892    | 448 469 462                        | 448 469 462    | 20 677 570            | 4,8  | 20 677 570   | 4,8  |
|                                                                                 |                                                                        | 3 Acquisition de biens et services    | 794 826 306                                | 794 826 306    | 794 826 306                        | 794 826 306    | 0                     | 0    | 0            | 0    |
|                                                                                 |                                                                        | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 512 862 148                                | 512 862 148    | 512 862 148                        | 512 862 148    | 0                     | 0    | 0            | 0    |
|                                                                                 |                                                                        | Total Prog. 1009                      | 1 735 480 346                              | 1 735 480 346  | 1 756 157 916                      | 1 756 157 916  | 20 677 570            | 1,2  | 20 677 570   | 1,2  |
|                                                                                 | 2027 Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières | 2 Dépenses de personnel               | 123 904 000                                | 123 904 000    | 123 904 000                        | 123 904 000    | 0                     | 0    | 0            | 0    |
|                                                                                 |                                                                        | 3 Acquisition de biens et services    | 114 772 736                                | 114 772 736    | 114 772 736                        | 114 772 736    | 0                     | 0    | 0            | 0    |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

On Peuple-On But-On For

| Budget                                                                          |                                                                        | Source de financement                      |                              |                 |                                    | Catégories de dépense |                 |       |                 |       |
|---------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|------------------------------|-----------------|------------------------------------|-----------------------|-----------------|-------|-----------------|-------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor                                    |                                                                        | Ressources internes et ressources externes |                              |                 |                                    | 1-2-3-4-5-6           |                 |       |                 |       |
| Ministère/Institution<br>(Section)                                              | Programme                                                              | Catégorie dépense                          | Crédits inscrits en LFI 2022 |                 | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                       | ECART           |       |                 |       |
|                                                                                 |                                                                        |                                            | AE                           | CP              | AE                                 | CP                    | AE              |       | CP              |       |
|                                                                                 |                                                                        |                                            | VAL ABS                      | %               | VAL ABS                            | %                     |                 |       |                 |       |
| 41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement | 2027 Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières | 4 Transferts courants                      | 190 000 000                  | 190 000 000     | 140 000 000                        | 140 000 000           | -50 000 000     | -26,3 | -50 000 000     | -26,3 |
|                                                                                 |                                                                        | 5 Investissements exécutés par l'Etat      | 713 777 756 181              | 117 707 187 138 | 699 386 079 273                    | 88 624 371 599        | -14 391 676 908 | -2,0  | -29 082 815 539 | -24,7 |
|                                                                                 |                                                                        | 6 Transferts en capital                    | 76 347 507 566               | 76 347 507 566  | 89 757 576 126                     | 85 947 507 566        | 13 410 068 560  | 17,6  | 9 600 000 000   | 12,6  |
|                                                                                 |                                                                        | Total Prog. 2027                           | 790 553 940 483              | 790 553 940 483 | 789 522 332 135                    | 174 950 555 901       | -1 031 608 348  | -0,1  | -19 532 815 539 | -2,5  |
|                                                                                 | 2028 Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire         | 3 Acquisition de biens et services         | 14 971 490                   | 14 971 490      | 14 971 490                         | 14 971 490            | 0               | 0     | 0               | 0     |
|                                                                                 |                                                                        | 4 Transferts courants                      | 5 800 000 000                | 5 800 000 000   | 6 920 000 000                      | 6 920 000 000         | 1 120 000 000   | 19,3  | 1 120 000 000   | 19,3  |
|                                                                                 |                                                                        | 5 Investissements exécutés par l'Etat      | 15 221 835 323               | 15 221 835 323  | 15 221 835 323                     | 15 221 835 323        | 0               | 0     | 0               | 0     |
|                                                                                 |                                                                        | 6 Transferts en capital                    | 30 600 000 000               | 28 600 000 000  | 164 547 850 000                    | 23 600 000 000        | 133 947 850 000 | 437,7 | -5 000 000 000  | -17,5 |
|                                                                                 |                                                                        | Total Prog. 2028                           | 51 636 806 813               | 51 636 806 813  | 186 704 656 813                    | 45 756 806 813        | 135 067 850 000 | 261,6 | -3 880 000 000  | -7,5  |
|                                                                                 | 2029 Développement et modernisation des services de transport          | 2 Dépenses de personnel                    | 206 764 000                  | 206 764 000     | 206 764 000                        | 206 764 000           | 0               | 0     | 0               | 0     |
|                                                                                 |                                                                        | 3 Acquisition de biens et services         | 141 004 263                  | 141 004 263     | 141 004 263                        | 141 004 263           | 0               | 0     | 0               | 0     |
|                                                                                 |                                                                        | 4 Transferts courants                      | 6 800 000 000                | 6 800 000 000   | 7 800 000 000                      | 7 800 000 000         | 1 000 000 000   | 14,7  | 1 000 000 000   | 14,7  |
|                                                                                 |                                                                        | 5 Investissements exécutés par l'Etat      | 53 048 240 947               | 53 048 240 947  | 53 048 240 947                     | 53 048 240 947        | 0               | 0     | 0               | 0     |
|                                                                                 |                                                                        | 6 Transferts en capital                    | 1 500 000 000                | 1 500 000 000   | 5 000 000 000                      | 2 500 000 000         | 3 500 000 000   | 233,3 | 1 000 000 000   | 66,7  |
|                                                                                 |                                                                        | Total Prog. 2029                           | 61 696 009 210               | 61 696 009 210  | 66 196 009 210                     | 63 696 009 210        | 4 500 000 000   | 7,3   | 2 000 000 000   | 3,2   |
|                                                                                 | Total Section 41                                                       |                                            | 905 622 236 852              | 307 551 667 809 | 1 044 179 156 074                  | 286 159 529 840       | 138 556 919 222 | 15,3  | -21 392 137 969 | -7,0  |
| 42 Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural                          | 1010 Pilotage, Coordination et Gestion administrative                  | 2 Dépenses de personnel                    | 448 879 000                  | 448 879 000     | 539 206 770                        | 539 206 770           | 90 327 770      | 20,1  | 90 327 770      | 20,1  |
|                                                                                 |                                                                        | 3 Acquisition de biens et services         | 539 281 439                  | 539 281 439     | 564 496 439                        | 564 496 439           | 25 215 000      | 4,7   | 25 215 000      | 4,7   |
|                                                                                 |                                                                        | 4 Transferts courants                      | 1 250 000 000                | 1 250 000 000   | 1 173 320 000                      | 1 173 320 000         | -76 680 000     | -6,1  | -76 680 000     | -6,1  |
|                                                                                 |                                                                        | 5 Investissements exécutés par l'Etat      | 355 000 000                  | 355 000 000     | 355 000 000                        | 355 000 000           | 0               | 0     | 0               | 0     |
|                                                                                 |                                                                        | 6 Transferts en capital                    | 2 200 000 000                | 2 200 000 000   | 2 200 000 000                      | 2 200 000 000         | 0               | 0     | 0               | 0     |
|                                                                                 |                                                                        | Total Prog. 1010                           | 4 793 160 439                | 4 793 160 439   | 4 832 023 209                      | 4 832 023 209         | 38 862 770      | 0,8   | 38 862 770      | 0,8   |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget                                                 |                                                                  |                                       | Source de financement                      |                 |                                    |                 | Catégories de dépense |               |                |                |
|--------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------|------------------------------------|-----------------|-----------------------|---------------|----------------|----------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor           |                                                                  |                                       | Ressources internes et ressources externes |                 |                                    |                 | 1-2-3-4-5-6           |               |                |                |
| Ministère/Institution<br>(Section)                     | Programme                                                        | Catégorie dépense                     | Crédits inscrits en LFI 2022               |                 | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                 | ECART                 |               |                |                |
|                                                        |                                                                  |                                       |                                            |                 |                                    |                 | AE                    |               | CP             |                |
|                                                        |                                                                  |                                       | AE                                         | CP              | AE                                 | CP              | VAL ABS               | %             | VAL ABS        | %              |
| 42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural | 2030 Sécurisation de la base product et dével des infrast rural  | 2 Dépenses de personnel               | 57 606 000                                 | 57 606 000      | 57 606 000                         | 57 606 000      | 0                     | 0             | 0              | 0              |
|                                                        |                                                                  | 3 Acquisition de biens et services    | 40 848 455                                 | 40 848 455      | 40 848 455                         | 40 848 455      | 0                     | 0             | 0              | 0              |
|                                                        |                                                                  | 4 Transferts courants                 | 8 579 000 000                              | 8 579 000 000   | 8 479 000 000                      | 8 479 000 000   | -100 000 000          | -1,2          | -100 000 000   | -1,2           |
|                                                        |                                                                  | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 237 869 797 539                            | 44 740 176 840  | 244 086 872 797                    | 45 340 176 840  | 6 217 075 258         | 2,6           | 600 000 000    | 1,3            |
|                                                        |                                                                  | 6 Transferts en capital               | 1 000 000 000                              | 1 000 000 000   | 1 000 000 000                      | 1 000 000 000   | 0                     | 0             | 0              | 0              |
|                                                        |                                                                  | Total Prog. 2030                      | 247 547 251 994                            | 247 547 251 994 | 253 664 327 252                    | 54 917 631 295  | 6 117 075 258         | 2,5           | 500 000 000    | 0,2            |
|                                                        | 2031 Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles   | 2 Dépenses de personnel               | 1 289 886 000                              | 1 289 886 000   | 1 289 886 000                      | 1 289 886 000   | 0                     | 0             | 0              | 0              |
|                                                        |                                                                  | 3 Acquisition de biens et services    | 683 463 093                                | 683 463 093     | 683 463 093                        | 683 463 093     | 0                     | 0             | 0              | 0              |
|                                                        |                                                                  | 4 Transferts courants                 | 10 303 000 000                             | 10 303 000 000  | 9 603 000 000                      | 9 603 000 000   | -700 000 000          | -6,8          | -700 000 000   | -6,8           |
|                                                        |                                                                  | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 121 400 133 936                            | 42 170 895 564  | 124 492 711 769                    | 38 861 717 379  | 3 092 577 833         | 2,5           | -3 309 178 185 | -7,8           |
|                                                        |                                                                  | 6 Transferts en capital               | 60 856 262 148                             | 60 856 262 148  | 60 856 262 148                     | 60 856 262 148  | 0                     | 0             | 0              | 0              |
|                                                        |                                                                  | Total Prog. 2031                      | 194 532 745 177                            | 194 532 745 177 | 196 925 323 010                    | 111 294 328 620 | 2 392 577 833         | 1,2           | -4 009 178 185 | -2,1           |
|                                                        | 2033 Accompagnement à la production: Fin, Rech, Form et App-cons | 2 Dépenses de personnel               | 260 346 000                                | 260 346 000     | 260 346 000                        | 260 346 000     | 0                     | 0             | 0              | 0              |
|                                                        |                                                                  | 3 Acquisition de biens et services    | 136 092 787                                | 136 092 787     | 181 092 787                        | 181 092 787     | 45 000 000            | 33,1          | 45 000 000     | 33,1           |
|                                                        |                                                                  | 4 Transferts courants                 | 8 224 643 200                              | 8 224 643 200   | 7 924 643 200                      | 7 924 643 200   | -300 000 000          | -3,6          | -300 000 000   | -3,6           |
|                                                        |                                                                  | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 0                                          | 0               | 104 000 000                        | 104 000 000     | 104 000 000           | 0             | 104 000 000    | 0              |
|                                                        |                                                                  | Total Prog. 2033                      | 8 621 081 987                              | 8 621 081 987   | 8 470 081 987                      | 8 470 081 987   | -151 000 000          | -1,8          | -151 000 000   | -1,8           |
|                                                        | Total Section 42                                                 |                                       |                                            | 455 494 239 597 | 183 135 380 526                    | 463 891 755 458 | 179 514 065 111       | 8 397 515 861 | 1,8            | -3 621 315 415 |
| 43 Ministère des Finances et du Budget                 | 1011 Pilotage, gestion et coordination du MFB                    | 2 Dépenses de personnel               | 3 566 930 187                              | 3 566 930 187   | 3 700 878 117                      | 3 700 878 117   | 133 947 930           | 3,8           | 133 947 930    | 3,8            |
|                                                        |                                                                  | 3 Acquisition de biens et services    | 3 860 017 576                              | 3 860 017 576   | 3 869 517 576                      | 3 869 517 576   | 9 500 000             | 0,2           | 9 500 000      | 0,2            |
|                                                        |                                                                  | 4 Transferts courants                 | 3 857 857 265                              | 3 857 857 265   | 4 167 857 265                      | 4 167 857 265   | 310 000 000           | 8,0           | 310 000 000    | 8,0            |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget                                                      |                                                                       |                                          | Source de financement                      |                |                                    |                 | Catégories de dépense |       |                |       |
|-------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|--------------------------------------------|----------------|------------------------------------|-----------------|-----------------------|-------|----------------|-------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor                |                                                                       |                                          | Ressources internes et ressources externes |                |                                    |                 | 1-2-3-4-5-6           |       |                |       |
| Ministère/Institution<br>(Section)                          | Programme                                                             | Catégorie dépense                        | Crédits inscrits en LFI 2022               |                | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                 | ECART                 |       |                |       |
|                                                             |                                                                       |                                          | AE                                         | CP             | AE                                 | CP              | AE                    |       | CP             |       |
|                                                             |                                                                       |                                          | VAL ABS                                    | %              | VAL ABS                            | %               | VAL ABS               | %     | VAL ABS        | %     |
| 43 Ministère des<br>Finances et du Budget                   | 1011 Pilotage, gestion et<br>coordination du MFB                      | 5 Investissements<br>exécutés par l'Etat | 2 779 066 540                              | 2 279 066 540  | 2 831 440 268                      | 2 331 440 268   | 52 373 728            | 1,9   | 52 373 728     | 2,3   |
|                                                             |                                                                       | 6 Transferts en capital                  | 3 000 000 000                              | 3 000 000 000  | 30 124 176 025                     | 16 124 176 025  | 27 124 176 025        | 904,1 | 13 124 176 025 | 437,5 |
|                                                             |                                                                       | Total Prog. 1011                         | 17 063 871 568                             | 17 063 871 568 | 44 693 869 251                     | 30 193 869 251  | 27 629 997 683        | 161,9 | 13 629 997 683 | 79,9  |
|                                                             |                                                                       |                                          |                                            |                |                                    |                 |                       |       |                |       |
|                                                             | 2032 Gestion ressources<br>douanières et protection<br>de l'économie  | 2 Dépenses de personnel                  | 9 879 539 380                              | 9 879 539 380  | 9 879 539 380                      | 9 879 539 380   | 0                     | 0     | 0              | 0     |
|                                                             |                                                                       | 3 Acquisition de biens et<br>services    | 2 159 870 984                              | 2 159 870 984  | 2 159 870 984                      | 2 159 870 984   | 0                     | 0     | 0              | 0     |
|                                                             |                                                                       | 4 Transferts courants                    | 5 040 000 000                              | 5 040 000 000  | 5 040 000 000                      | 5 040 000 000   | 0                     | 0     | 0              | 0     |
|                                                             |                                                                       | 5 Investissements<br>exécutés par l'Etat | 35 104 052 743                             | 7 700 000 000  | 35 104 052 743                     | 7 700 000 000   | 0                     | 0     | 0              | 0     |
|                                                             |                                                                       | 6 Transferts en capital                  | 25 000 000 000                             | 25 000 000 000 | 25 000 000 000                     | 25 000 000 000  | 0                     | 0     | 0              | 0     |
|                                                             |                                                                       | Total Prog. 2032                         | 77 183 463 107                             | 77 183 463 107 | 77 183 463 107                     | 49 779 410 364  | 0                     | 0     | 0              | 0     |
|                                                             | 2035 Elaboration des lois<br>de finance et suivi de<br>l'exécution    | 2 Dépenses de personnel                  | 2 615 905 000                              | 2 615 905 000  | 2 615 905 000                      | 2 615 905 000   | 0                     | 0     | 0              | 0     |
|                                                             |                                                                       | 3 Acquisition de biens et<br>services    | 3 929 578 779                              | 3 929 578 779  | 5 457 466 779                      | 5 457 466 779   | 1 527 888 000         | 38,9  | 1 527 888 000  | 38,9  |
|                                                             |                                                                       | 4 Transferts courants                    | 8 542 400 000                              | 8 542 400 000  | 16 828 945 415                     | 16 828 945 415  | 8 286 545 415         | 97,0  | 8 286 545 415  | 97,0  |
|                                                             |                                                                       | 5 Investissements<br>exécutés par l'Etat | 2 533 118 090                              | 2 533 118 090  | 3 136 118 090                      | 3 136 118 090   | 603 000 000           | 23,8  | 603 000 000    | 23,8  |
|                                                             |                                                                       | 6 Transferts en capital                  | 29 629 044 853                             | 29 629 044 853 | 90 966 631 313                     | 90 966 631 313  | 61 337 586 460        | 207,0 | 61 337 586 460 | 207,0 |
|                                                             |                                                                       | Total Prog. 2035                         | 47 250 046 722                             | 47 250 046 722 | 119 005 066 597                    | 119 005 066 597 | 71 755 019 875        | 151,9 | 71 755 019 875 | 151,9 |
|                                                             | 2036 Gestion compt. et<br>financ Etat et autres<br>organismes publics | 2 Dépenses de personnel                  | 4 720 476 180                              | 4 720 476 180  | 4 720 476 180                      | 4 720 476 180   | 0                     | 0     | 0              | 0     |
|                                                             |                                                                       | 3 Acquisition de biens et<br>services    | 1 681 462 373                              | 1 681 462 373  | 1 840 597 623                      | 1 840 597 623   | 159 135 250           | 9,5   | 159 135 250    | 9,5   |
|                                                             |                                                                       | 4 Transferts courants                    | 30 000 000                                 | 30 000 000     | 37 000 000                         | 37 000 000      | 7 000 000             | 23,3  | 7 000 000      | 23,3  |
|                                                             |                                                                       | 5 Investissements<br>exécutés par l'Etat | 7 308 717 793                              | 4 022 905 931  | 7 833 717 793                      | 4 547 905 931   | 525 000 000           | 7,2   | 525 000 000    | 13,1  |
|                                                             |                                                                       | Total Prog. 2036                         | 13 740 656 346                             | 13 740 656 346 | 14 431 791 596                     | 11 145 979 734  | 691 135 250           | 5,0   | 691 135 250    | 5,0   |
| 2037 Gestion de la<br>fiscalité intérieure et du<br>foncier | 2 Dépenses de personnel                                               | 6 344 537 334                            | 6 344 537 334                              | 6 344 537 334  | 6 344 537 334                      | 0               | 0                     | 0     | 0              |       |

Le Système Support du Budget Programme (SYSBUDGEP) - SENEGAL



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget                                        |                                                             |                                          | Source de financement                      |                 |                                    |                 | Catégories de dépense |                 |              |                |
|-----------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|------------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------|------------------------------------|-----------------|-----------------------|-----------------|--------------|----------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor  |                                                             |                                          | Ressources internes et ressources externes |                 |                                    |                 | 1-2-3-4-5-6           |                 |              |                |
| Ministère/Institution<br>(Section)            | Programme                                                   | Catégorie dépense                        | Crédits inscrits en LFI 2022               |                 | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                 | ECART                 |                 |              |                |
|                                               |                                                             |                                          | AE                                         | CP              | AE                                 | CP              | AE                    |                 | CP           |                |
|                                               |                                                             |                                          | VAL ABS                                    | %               | VAL ABS                            | %               |                       |                 |              |                |
| 43 Ministère des<br>Finances et du Budget     | 2037 Gestion de la<br>fiscalité intérieure et du<br>foncier | 3 Acquisition de biens et<br>services    | 1 656 581 897                              | 1 656 581 897   | 1 792 358 897                      | 1 792 358 897   | 135 777 000           | 8,2             | 135 777 000  | 8,2            |
|                                               |                                                             | 4 Transferts courants                    | 51 770 000                                 | 51 770 000      | 51 770 000                         | 51 770 000      | 0                     | 0               | 0            | 0              |
|                                               |                                                             | 5 Investissements<br>exécutés par l'Etat | 14 675 156 012                             | 9 675 156 012   | 14 289 156 012                     | 9 289 156 012   | -386 000 000          | -2,6            | -386 000 000 | -4,0           |
|                                               |                                                             | 6 Transferts en capital                  | 5 794 241 470                              | 3 070 000 000   | 6 448 722 737                      | 3 724 481 267   | 654 481 267           | 11,3            | 654 481 267  | 21,3           |
|                                               |                                                             | Total Prog. 2037                         | 28 522 286 713                             | 28 522 286 713  | 28 926 544 980                     | 21 202 303 510  | 404 258 267           | 1,4             | 404 258 267  | 1,4            |
|                                               |                                                             | 2038 Gestion du secteur<br>financier     | 2 Dépenses de personnel                    | 320 338 000     | 320 338 000                        | 320 338 000     | 320 338 000           | 0               | 0            | 0              |
|                                               | 3 Acquisition de biens et<br>services                       |                                          | 602 895 480                                | 602 895 480     | 602 895 480                        | 602 895 480     | 0                     | 0               | 0            | 0              |
|                                               | 4 Transferts courants                                       |                                          | 1 383 119 000                              | 1 383 119 000   | 1 333 119 000                      | 1 333 119 000   | -50 000 000           | -3,6            | -50 000 000  | -3,6           |
|                                               | 5 Investissements<br>exécutés par l'Etat                    |                                          | 444 898 840                                | 154 618 455     | 644 898 840                        | 354 618 455     | 200 000 000           | 45,0            | 200 000 000  | 129,4          |
|                                               | 6 Transferts en capital                                     |                                          | 300 000 000                                | 300 000 000     | 300 000 000                        | 300 000 000     | 0                     | 0               | 0            | 0              |
|                                               | Total Prog. 2038                                            |                                          | 3 051 251 320                              | 3 051 251 320   | 3 201 251 320                      | 2 910 970 935   | 150 000 000           | 4,9             | 150 000 000  | 4,9            |
|                                               | 3005 Gestion du Fonds<br>national de retraite (FNR)         | 4 Transferts courants                    | 125 315 000 000                            | 125 315 000 000 | 125 315 000 000                    | 125 315 000 000 | 0                     | 0               | 0            | 0              |
|                                               |                                                             | Total Prog. 3005                         | 125 315 000 000                            | 125 315 000 000 | 125 315 000 000                    | 125 315 000 000 | 0                     | 0               | 0            | 0              |
|                                               | 3006 Gestion des Prêts et<br>Avances                        | 5 Investissements<br>exécutés par l'Etat | 21 550 000 000                             | 21 550 000 000  | 21 550 000 000                     | 21 550 000 000  | 0                     | 0               | 0            | 0              |
|                                               |                                                             | Total Prog. 3006                         | 21 550 000 000                             | 21 550 000 000  | 21 550 000 000                     | 21 550 000 000  | 0                     | 0               | 0            | 0              |
|                                               | 3007 Gestion des<br>Garanties et avals                      | 5 Investissements<br>exécutés par l'Etat | 500 000 000                                | 500 000 000     | 500 000 000                        | 500 000 000     | 0                     | 0               | 0            | 0              |
|                                               |                                                             | Total Prog. 3007                         | 500 000 000                                | 500 000 000     | 500 000 000                        | 500 000 000     | 0                     | 0               | 0            | 0              |
|                                               | Total Section 43                                            |                                          |                                            | 334 176 575 776 | 294 972 189 316                    | 434 806 986 851 | 381 602 600 391       | 100 630 411 075 | 30,1         | 86 630 411 075 |
| 44 Ministère du<br>Pétrole et des<br>Energies | 1012 Pilotage,<br>Coordination et Gestion<br>administrative | 2 Dépenses de personnel                  | 372 226 000                                | 372 226 000     | 397 771 060                        | 397 771 060     | 25 545 060            | 6,9             | 25 545 060   | 6,9            |
|                                               |                                                             | 3 Acquisition de biens et<br>services    | 370 180 854                                | 370 180 854     | 370 180 854                        | 370 180 854     | 0                     | 0               | 0            | 0              |
|                                               |                                                             | 4 Transferts courants                    | 350 000 000                                | 350 000 000     | 500 000 000                        | 500 000 000     | 150 000 000           | 42,9            | 150 000 000  | 42,9           |
|                                               |                                                             | Total Prog. 1012                         | 1 092 406 854                              | 1 092 406 854   | 1 267 951 914                      | 1 267 951 914   | 175 545 060           | 16,1            | 175 545 060  | 16,1           |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Ministère/Institution<br>(Section)                           | Programme                                                               | Catégorie dépense                     | Budget                                       |                        | Source de financement                      |                        | Catégories de dépense  |             |                        |             |
|--------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|----------------------------------------------|------------------------|--------------------------------------------|------------------------|------------------------|-------------|------------------------|-------------|
|                                                              |                                                                         |                                       | Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor |                        | Ressources internes et ressources externes |                        | 1-2-3-4-5-6            |             |                        |             |
|                                                              |                                                                         |                                       | Crédits inscrits en LFI 2022                 |                        | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits         |                        | ECART                  |             |                        |             |
|                                                              |                                                                         |                                       | AE                                           | CP                     | AE                                         | CP                     | AE                     |             | CP                     |             |
|                                                              |                                                                         |                                       |                                              |                        |                                            |                        | VAL ABS                | %           | VAL ABS                | %           |
| 44 Ministère du Pétrole et des Energies                      | 2039 Electrification rurale et Energies renouvelables                   | 3 Acquisition de biens et services    | 20 243 179                                   | 20 243 179             | 20 243 179                                 | 20 243 179             | 0                      | 0           | 0                      | 0           |
|                                                              |                                                                         | 4 Transferts courants                 | 2 800 000 000                                | 2 800 000 000          | 2 800 000 000                              | 2 800 000 000          | 0                      | 0           | 0                      | 0           |
|                                                              |                                                                         | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 160 591 913 446                              | 46 614 852 979         | 156 524 495 116                            | 42 547 434 649         | -4 067 418 330         | -2,5        | -4 067 418 330         | -8,7        |
|                                                              |                                                                         | 6 Transferts en capital               | 11 440 500 000                               | 11 440 500 000         | 61 140 500 000                             | 11 940 500 000         | 49 700 000 000         | 434,4       | 500 000 000            | 4,4         |
|                                                              |                                                                         | <b>Total Prog. 2039</b>               | <b>174 852 656 625</b>                       | <b>174 852 656 625</b> | <b>220 485 238 295</b>                     | <b>57 308 177 828</b>  | <b>45 632 581 670</b>  | <b>26,1</b> | <b>-3 567 418 330</b>  | <b>-2,0</b> |
|                                                              | 2040 Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles | 2 Dépenses de personnel               | 40 047 000                                   | 40 047 000             | 40 047 000                                 | 40 047 000             | 0                      | 0           | 0                      | 0           |
|                                                              |                                                                         | 3 Acquisition de biens et services    | 28 734 789                                   | 28 734 789             | 28 734 789                                 | 28 734 789             | 0                      | 0           | 0                      | 0           |
|                                                              |                                                                         | 4 Transferts courants                 | 100 750 681 000                              | 100 750 681 000        | 200 850 681 000                            | 200 850 681 000        | 100 100 000 000        | 99,4        | 100 100 000 000        | 99,4        |
|                                                              |                                                                         | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 5 889 911 889                                | 5 889 911 889          | 6 289 911 889                              | 4 289 911 889          | 400 000 000            | 6,8         | -1 600 000 000         | -27,2       |
|                                                              |                                                                         | <b>Total Prog. 2040</b>               | <b>106 709 374 678</b>                       | <b>106 709 374 678</b> | <b>207 209 374 678</b>                     | <b>205 209 374 678</b> | <b>100 500 000 000</b> | <b>94,2</b> | <b>98 500 000 000</b>  | <b>92,3</b> |
|                                                              | 2120 Optimisation du système d'offre d'électricité                      | 2 Dépenses de personnel               | 65 306 000                                   | 65 306 000             | 65 306 000                                 | 65 306 000             | 0                      | 0           | 0                      | 0           |
|                                                              |                                                                         | 3 Acquisition de biens et services    | 27 209 205                                   | 27 209 205             | 27 209 205                                 | 27 209 205             | 0                      | 0           | 0                      | 0           |
|                                                              |                                                                         | 4 Transferts courants                 | 1 050 000 000                                | 1 050 000 000          | 1 050 000 000                              | 1 050 000 000          | 0                      | 0           | 0                      | 0           |
|                                                              |                                                                         | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 534 086 430 958                              | 62 133 693 448         | 532 911 430 958                            | 44 958 693 448         | -1 175 000 000         | -0,2        | -17 175 000 000        | -27,6       |
|                                                              |                                                                         | <b>Total Prog. 2120</b>               | <b>535 228 946 163</b>                       | <b>535 228 946 163</b> | <b>534 053 946 163</b>                     | <b>46 101 208 653</b>  | <b>-1 175 000 000</b>  | <b>-0,2</b> | <b>-17 175 000 000</b> | <b>-3,2</b> |
|                                                              | <b>Total Section 44</b>                                                 |                                       | <b>817 883 384 320</b>                       | <b>231 953 586 343</b> | <b>963 016 511 050</b>                     | <b>309 886 713 073</b> | <b>145 133 126 730</b> | <b>17,7</b> | <b>77 933 126 730</b>  | <b>33,6</b> |
| 45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises | 1013 Pilotage, Coordination et Gestion administrative                   | 2 Dépenses de personnel               | 663 196 120                                  | 663 196 120            | 680 858 670                                | 680 858 670            | 17 662 550             | 2,7         | 17 662 550             | 2,7         |
|                                                              |                                                                         | 3 Acquisition de biens et services    | 205 601 287                                  | 205 601 287            | 205 601 287                                | 205 601 287            | 0                      | 0           | 0                      | 0           |
|                                                              |                                                                         | 4 Transferts courants                 | 864 133 170                                  | 864 133 170            | 844 133 170                                | 844 133 170            | -20 000 000            | -2,3        | -20 000 000            | -2,3        |
|                                                              |                                                                         | <b>Total Prog. 1013</b>               | <b>1 732 930 577</b>                         | <b>1 732 930 577</b>   | <b>1 730 593 127</b>                       | <b>1 730 593 127</b>   | <b>-2 337 450</b>      | <b>-0,1</b> | <b>-2 337 450</b>      | <b>-0,1</b> |
|                                                              | 2041 Développement du marché intérieur et de la consommation            | 2 Dépenses de personnel               | 887 518 940                                  | 887 518 940            | 887 518 940                                | 887 518 940            | 0                      | 0           | 0                      | 0           |
|                                                              |                                                                         | 3 Acquisition de biens et services    | 295 012 972                                  | 295 012 972            | 295 012 972                                | 295 012 972            | 0                      | 0           | 0                      | 0           |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget                                                                |                                                                           |                                                                         | Source de financement                      |                |                                    |                | Catégories de dépense |               |               |              |      |
|-----------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|----------------|------------------------------------|----------------|-----------------------|---------------|---------------|--------------|------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor                          |                                                                           |                                                                         | Ressources internes et ressources externes |                |                                    |                | 1-2-3-4-5-6           |               |               |              |      |
| Ministère/Institution<br>(Section)                                    | Programme                                                                 | Catégorie dépense                                                       | Crédits inscrits en LFI 2022               |                | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                | ECART                 |               |               |              |      |
|                                                                       |                                                                           |                                                                         | AE                                         | CP             | AE                                 | CP             | AE                    |               | CP            |              |      |
|                                                                       |                                                                           |                                                                         |                                            |                |                                    |                | VAL ABS               | %             | VAL ABS       | %            |      |
| 45 Ministère<br>Commerce et des<br>Petites et Moyennes<br>Entreprises | 2041 Développement du<br>marché intérieur et de la<br>consommation        | 2 Transferts courants                                                   | 1 558 600 000                              | 1 558 600 000  | 2 708 600 000                      | 2 708 600 000  | 1 150 000 000         | 73,8          | 1 150 000 000 | 73,8         |      |
|                                                                       |                                                                           | 5 Investissements<br>exécutés par l'Etat                                | 3 863 000 000                              | 3 863 000 000  | 4 659 829 209                      | 3 319 362 791  | 796 829 209           | 20,6          | -543 637 209  | -14,1        |      |
|                                                                       |                                                                           | 6 Transferts en capital                                                 | 2 305 000 000                              | 2 305 000 000  | 1 805 000 000                      | 1 805 000 000  | -500 000 000          | -21,7         | -500 000 000  | -21,7        |      |
|                                                                       |                                                                           | Total Prog. 2041                                                        | 8 909 131 912                              | 8 909 131 912  | 10 355 961 121                     | 9 015 494 703  | 1 446 829 209         | 16,2          | 106 362 791   | 1,2          |      |
|                                                                       |                                                                           | 2042 Renforcement de<br>l'intégration du Sénégal<br>dans le commerce in | 2 Dépenses de personnel                    | 228 939 720    | 228 939 720                        | 228 939 720    | 228 939 720           | 0             | 0             | 0            | 0    |
|                                                                       | 3 Acquisition de biens et<br>services                                     |                                                                         | 168 301 009                                | 168 301 009    | 168 301 009                        | 168 301 009    | 0                     | 0             | 0             | 0            |      |
|                                                                       | 4 Transferts courants                                                     |                                                                         | 600 000 000                                | 600 000 000    | 600 000 000                        | 600 000 000    | 0                     | 0             | 0             | 0            |      |
|                                                                       | 5 Investissements<br>exécutés par l'Etat                                  |                                                                         | 2 584 794 750                              | 2 584 794 750  | 2 584 794 750                      | 2 584 794 750  | 0                     | 0             | 0             | 0            |      |
|                                                                       | Total Prog. 2042                                                          |                                                                         | 3 582 035 479                              | 3 582 035 479  | 3 582 035 479                      | 3 582 035 479  | 0                     | 0             | 0             | 0            |      |
|                                                                       | 2043 Promo et<br>développement<br>Entrepreneariat privé et<br>des PME/PMI | 2 Dépenses de personnel                                                 | 74 551 080                                 | 74 551 080     | 74 551 080                         | 74 551 080     | 0                     | 0             | 0             | 0            |      |
|                                                                       |                                                                           | 3 Acquisition de biens et<br>services                                   | 570 343 220                                | 570 343 220    | 570 343 220                        | 570 343 220    | 0                     | 0             | 0             | 0            |      |
|                                                                       |                                                                           | 4 Transferts courants                                                   | 1 535 284 298                              | 1 535 284 298  | 1 485 284 298                      | 1 485 284 298  | -50 000 000           | -3,3          | -50 000 000   | -3,3         |      |
|                                                                       |                                                                           | 5 Investissements<br>exécutés par l'Etat                                | 1 500 000 000                              | 1 500 000 000  | 1 500 000 000                      | 1 500 000 000  | 0                     | 0             | 0             | 0            |      |
|                                                                       |                                                                           | 6 Transferts en capital                                                 | 3 500 000 000                              | 3 500 000 000  | 3 250 000 000                      | 3 250 000 000  | -250 000 000          | -7,1          | -250 000 000  | -7,1         |      |
|                                                                       |                                                                           | Total Prog. 2043                                                        | 7 180 178 598                              | 7 180 178 598  | 6 880 178 598                      | 6 880 178 598  | -300 000 000          | -4,2          | -300 000 000  | -4,2         |      |
|                                                                       | 2044 Promotion et<br>valorisation des produits<br>locaux                  | 4 Transferts courants                                                   | 522 194 000                                | 522 194 000    | 522 194 000                        | 522 194 000    | 0                     | 0             | 0             | 0            |      |
|                                                                       |                                                                           | 5 Investissements<br>exécutés par l'Etat                                | 600 000 000                                | 600 000 000    | 600 000 000                        | 600 000 000    | 0                     | 0             | 0             | 0            |      |
|                                                                       |                                                                           | Total Prog. 2044                                                        | 1 122 194 000                              | 1 122 194 000  | 1 122 194 000                      | 1 122 194 000  | 0                     | 0             | 0             | 0            |      |
|                                                                       | Total Section 45                                                          |                                                                         |                                            | 22 526 470 566 | 22 526 470 566                     | 23 670 962 325 | 22 330 495 907        | 1 144 491 759 | 5,1           | -195 974 659 | -0,9 |
|                                                                       | 46 Ministère de<br>l'Urbanisme du<br>logement et de<br>l'hygiène publique | 1014 Pilotage,<br>coordination et gestion<br>administrative             | 2 Dépenses de personnel                    | 817 816 320    | 817 816 320                        | 837 611 380    | 837 611 380           | 19 795 060    | 2,4           | 19 795 060   | 2,4  |
| 3 Acquisition de biens et<br>services                                 |                                                                           |                                                                         | 1 182 100 125                              | 1 182 100 125  | 1 212 100 125                      | 1 212 100 125  | 30 000 000            | 2,5           | 30 000 000    | 2,5          |      |
| 4 Transferts courants                                                 |                                                                           |                                                                         | 100 000 000                                | 100 000 000    | 58 044 121                         | 58 044 121     | -41 955 879           | -42,0         | -41 955 879   | -42,0        |      |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget                                                           |                                                                   |                                          | Source de financement                      |                 |                                    |                | Catégories de dépense |                 |                 |                 |       |
|------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------|------------------------------------|----------------|-----------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor                     |                                                                   |                                          | Ressources internes et ressources externes |                 |                                    |                | 1-2-3-4-5-6           |                 |                 |                 |       |
| Ministère/Institution<br>(Section)                               | Programme                                                         | Catégorie dépense                        | Crédits inscrits en LFI 2022               |                 | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                | ECART                 |                 |                 |                 |       |
|                                                                  |                                                                   |                                          | AE                                         | CP              | AE                                 | CP             | AE                    |                 | CP              |                 |       |
|                                                                  |                                                                   |                                          | VAL ABS                                    | %               | VAL ABS                            | %              |                       |                 |                 |                 |       |
| 46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique | 1014 Pilotage, coordination et gestion administrative             | 5 Investissements exécutés par l'Etat    | 988 602 774                                | 988 602 774     | 863 602 774                        | 863 602 774    | -125 000 000          | -12,6           | -125 000 000    | -12,6           |       |
|                                                                  |                                                                   | Total Prog. 1014                         | 3 088 519 219                              | 3 088 519 219   | 2 971 358 400                      | 2 971 358 400  | -117 160 819          | -3,8            | -117 160 819    | -3,8            |       |
|                                                                  |                                                                   | 2045 Aménagement et développement urbain | 2 Dépenses de personnel                    | 192 968 000     | 192 968 000                        | 192 968 000    | 192 968 000           | 0               | 0               | 0               | 0     |
|                                                                  |                                                                   |                                          | 3 Acquisition de biens et services         | 202 911 817     | 202 911 817                        | 202 911 817    | 202 911 817           | 0               | 0               | 0               | 0     |
|                                                                  |                                                                   |                                          | 4 Transferts courants                      | 300 000 000     | 300 000 000                        | 300 000 000    | 300 000 000           | 0               | 0               | 0               | 0     |
|                                                                  |                                                                   |                                          | 5 Investissements exécutés par l'Etat      | 9 679 830 812   | 4 679 830 812                      | 9 626 126 790  | 4 626 126 790         | -53 704 022     | -0,6            | -53 704 022     | -1,1  |
|                                                                  |                                                                   |                                          | 6 Transferts en capital                    | 12 644 263 418  | 12 644 263 418                     | 13 222 886 354 | 13 222 886 354        | 578 622 936     | 4,6             | 578 622 936     | 4,6   |
|                                                                  | Total Prog. 2045                                                  |                                          | 23 019 974 047                             | 23 019 974 047  | 23 544 892 961                     | 18 544 892 961 | 524 918 914           | 2,3             | 524 918 914     | 2,3             |       |
|                                                                  | 2046 Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub | 2 Dépenses de personnel                  | 177 160 000                                | 177 160 000     | 177 160 000                        | 177 160 000    | 0                     | 0               | 0               | 0               |       |
|                                                                  |                                                                   | 3 Acquisition de biens et services       | 284 000 002                                | 284 000 002     | 284 000 002                        | 284 000 002    | 0                     | 0               | 0               | 0               |       |
|                                                                  |                                                                   | 4 Transferts courants                    | 29 433 666 666                             | 29 433 666 666  | 9 433 666 666                      | 9 433 666 666  | -20 000 000 000       | -67,9           | -20 000 000 000 | -67,9           |       |
|                                                                  |                                                                   | 5 Investissements exécutés par l'Etat    | 1 337 389 431                              | 1 337 389 431   | 1 337 389 431                      | 1 337 389 431  | 0                     | 0               | 0               | 0               |       |
|                                                                  |                                                                   | 6 Transferts en capital                  | 11 959 860 000                             | 11 959 860 000  | 600 000 000                        | 600 000 000    | -11 359 860 000       | -95,0           | -11 359 860 000 | -95,0           |       |
|                                                                  |                                                                   | Total Prog. 2046                         | 43 192 076 099                             | 43 192 076 099  | 11 832 216 099                     | 11 832 216 099 | -31 359 860 000       | -72,6           | -31 359 860 000 | -72,6           |       |
|                                                                  | 2047 Cadre de vie                                                 | 2 Dépenses de personnel                  | 224 795 228                                | 224 795 228     | 224 795 228                        | 224 795 228    | 0                     | 0               | 0               | 0               |       |
|                                                                  |                                                                   | 3 Acquisition de biens et services       | 2 810 510 244                              | 2 810 510 244   | 2 810 510 244                      | 2 810 510 244  | 0                     | 0               | 0               | 0               |       |
|                                                                  |                                                                   | 4 Transferts courants                    | 30 000 000 000                             | 30 000 000 000  | 40 000 000 000                     | 40 000 000 000 | 10 000 000 000        | 33,3            | 10 000 000 000  | 33,3            |       |
|                                                                  |                                                                   | 5 Investissements exécutés par l'Etat    | 9 706 245 684                              | 9 706 245 684   | 9 529 116 444                      | 9 529 116 444  | -177 129 240          | -1,8            | -177 129 240    | -1,8            |       |
|                                                                  |                                                                   | 6 Transferts en capital                  | 200 000 000                                | 200 000 000     | 300 000 000                        | 300 000 000    | 100 000 000           | 50              | 100 000 000     | 50              |       |
|                                                                  |                                                                   | Total Prog. 2047                         | 42 941 551 156                             | 42 941 551 156  | 52 864 421 916                     | 52 864 421 916 | 9 922 870 760         | 23,1            | 9 922 870 760   | 23,1            |       |
|                                                                  | Total Section 46                                                  |                                          |                                            | 112 242 120 521 | 107 242 120 521                    | 91 212 889 376 | 86 212 889 376        | -21 029 231 145 | -18,7           | -21 029 231 145 | -19,6 |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget                                                                        |                                                       |                                       | Source de financement                      |                       |                                    |                       | Catégories de dépense |            |                      |            |
|-------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------|------------------------------------|-----------------------|-----------------------|------------|----------------------|------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor                                  |                                                       |                                       | Ressources internes et ressources externes |                       |                                    |                       | 1-2-3-4-5-6           |            |                      |            |
| Ministère/Institution<br>(Section)                                            | Programme                                             | Catégorie dépense                     | Crédits inscrits en LFI 2022               |                       | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                       | ECART                 |            |                      |            |
|                                                                               |                                                       |                                       | AE                                         | CP                    | AE                                 | CP                    | AE                    |            | CP                   |            |
|                                                                               |                                                       |                                       | VAL ABS                                    | %                     | VAL ABS                            | %                     |                       |            |                      |            |
| 47 Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie | 1015 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel               | 222 938 111                                | 222 938 111           | 243 320 621                        | 243 320 621           | 20 382 510            | 9,1        | 20 382 510           | 9,1        |
|                                                                               |                                                       | 3 Acquisition de biens et services    | 405 320 922                                | 405 320 922           | 405 320 922                        | 405 320 922           | 0                     | 0          | 0                    | 0          |
|                                                                               |                                                       | 4 Transferts courants                 | 140 000 000                                | 140 000 000           | 140 000 000                        | 140 000 000           | 0                     | 0          | 0                    | 0          |
|                                                                               |                                                       | <b>Total Prog. 1015</b>               | <b>768 259 033</b>                         | <b>768 259 033</b>    | <b>788 641 543</b>                 | <b>788 641 543</b>    | <b>20 382 510</b>     | <b>2,7</b> | <b>20 382 510</b>    | <b>2,7</b> |
|                                                                               | 2049 compétitivité de l'industrie sénégalaise         | 2 Dépenses de personnel               | 89 777 000                                 | 89 777 000            | 89 777 000                         | 89 777 000            | 0                     | 0          | 0                    | 0          |
|                                                                               |                                                       | 3 Acquisition de biens et services    | 36 343 518                                 | 36 343 518            | 36 343 518                         | 36 343 518            | 0                     | 0          | 0                    | 0          |
|                                                                               |                                                       | 4 Transferts courants                 | 2 838 380 000                              | 2 838 380 000         | 3 388 380 000                      | 3 388 380 000         | 550 000 000           | 19,4       | 550 000 000          | 19,4       |
|                                                                               |                                                       | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 5 799 828 000                              | 5 799 828 000         | 5 799 828 000                      | 5 799 828 000         | 0                     | 0          | 0                    | 0          |
|                                                                               |                                                       | 6 Transferts en capital               | 1 970 000 000                              | 1 970 000 000         | 1 970 000 000                      | 1 970 000 000         | 0                     | 0          | 0                    | 0          |
|                                                                               |                                                       | <b>Total Prog. 2049</b>               | <b>10 734 328 518</b>                      | <b>10 734 328 518</b> | <b>11 284 328 518</b>              | <b>11 284 328 518</b> | <b>550 000 000</b>    | <b>5,1</b> | <b>550 000 000</b>   | <b>5,1</b> |
|                                                                               | <b>Total Section 47</b>                               |                                       | <b>11 502 587 551</b>                      | <b>11 502 587 551</b> | <b>12 072 970 061</b>              | <b>12 072 970 061</b> | <b>570 382 510</b>    | <b>5,0</b> | <b>570 382 510</b>   | <b>5,0</b> |
| 49 Ministère du Tourisme et des transports aériens                            | 1016 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel               | 415 164 000                                | 415 164 000           | 464 019 140                        | 464 019 140           | 48 855 140            | 11,8       | 48 855 140           | 11,8       |
|                                                                               |                                                       | 3 Acquisition de biens et services    | 266 901 079                                | 266 901 079           | 225 301 079                        | 225 301 079           | -41 600 000           | -15,6      | -41 600 000          | -15,6      |
|                                                                               |                                                       | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 202 980 900                                | 202 980 900           | 202 980 900                        | 202 980 900           | 0                     | 0          | 0                    | 0          |
|                                                                               |                                                       | <b>Total Prog. 1016</b>               | <b>885 045 979</b>                         | <b>885 045 979</b>    | <b>892 301 119</b>                 | <b>892 301 119</b>    | <b>7 255 140</b>      | <b>0,8</b> | <b>7 255 140</b>     | <b>0,8</b> |
|                                                                               | 2050 Développement de l'Offre touristique             | 2 Dépenses de personnel               | 142 578 000                                | 142 578 000           | 142 578 000                        | 142 578 000           | 0                     | 0          | 0                    | 0          |
|                                                                               |                                                       | 3 Acquisition de biens et services    | 113 740 672                                | 113 740 672           | 113 740 672                        | 113 740 672           | 0                     | 0          | 0                    | 0          |
|                                                                               |                                                       | 4 Transferts courants                 | 2 509 500 000                              | 2 509 500 000         | 3 209 500 000                      | 3 209 500 000         | 700 000 000           | 27,9       | 700 000 000          | 27,9       |
|                                                                               |                                                       | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 41 963 543 279                             | 8 697 438 330         | 41 963 543 279                     | 8 697 438 330         | 0                     | 0          | 0                    | 0          |
|                                                                               |                                                       | 6 Transferts en capital               | 3 519 000 000                              | 3 519 000 000         | 4 093 897 708                      | 4 093 897 708         | 574 897 708           | 16,3       | 574 897 708          | 16,3       |
|                                                                               |                                                       | <b>Total Prog. 2050</b>               | <b>48 248 361 951</b>                      | <b>48 248 361 951</b> | <b>49 523 259 659</b>              | <b>16 257 154 710</b> | <b>1 274 897 708</b>  | <b>2,6</b> | <b>1 274 897 708</b> | <b>2,6</b> |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Ministère/Institution<br>(Section)                       | Programme                                                                | Catégorie dépense                        | Budget                                       |                        | Source de financement                      |                        | Catégories de dépense |             |                       |             |
|----------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|----------------------------------------------|------------------------|--------------------------------------------|------------------------|-----------------------|-------------|-----------------------|-------------|
|                                                          |                                                                          |                                          | Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor |                        | Ressources internes et ressources externes |                        | 1-2-3-4-5-6           |             |                       |             |
|                                                          |                                                                          |                                          | Crédits inscrits en LFI 2022                 |                        | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits         |                        | ECART                 |             |                       |             |
|                                                          |                                                                          |                                          | AE                                           | CP                     | AE                                         | CP                     | AE                    | CP          | AE                    | CP          |
|                                                          |                                                                          |                                          | VAL ABS                                      | %                      | VAL ABS                                    | %                      | VAL ABS               | %           | VAL ABS               | %           |
| 49 Ministère du<br>Tourisme et des<br>transports aériens | 2051 développement de la<br>Sécurité et de la Sureté du<br>Transport aer | 2 Dépenses de personnel                  | 8 817 000                                    | 8 817 000              | 8 817 000                                  | 8 817 000              | 0                     | 0           | 0                     | 0           |
|                                                          |                                                                          | 3 Acquisition de biens et<br>services    | 12 807 257                                   | 12 807 257             | 12 807 257                                 | 12 807 257             | 0                     | 0           | 0                     | 0           |
|                                                          |                                                                          | 4 Transferts courants                    | 857 500 000                                  | 857 500 000            | 737 500 000                                | 737 500 000            | -120 000 000          | -14,0       | -120 000 000          | -14,0       |
|                                                          |                                                                          | 6 Transferts en capital                  | 0                                            | 0                      | 200 000 000                                | 200 000 000            | 200 000 000           | 0           | 200 000 000           | 0           |
|                                                          |                                                                          | <b>Total Prog. 2051</b>                  | <b>879 124 257</b>                           | <b>879 124 257</b>     | <b>959 124 257</b>                         | <b>959 124 257</b>     | <b>80 000 000</b>     | <b>9,1</b>  | <b>80 000 000</b>     | <b>9,1</b>  |
|                                                          | 2052 Développement des<br>infrastructures<br>aéroportuaires              | 2 Dépenses de personnel                  | 16 289 000                                   | 16 289 000             | 16 289 000                                 | 16 289 000             | 0                     | 0           | 0                     | 0           |
|                                                          |                                                                          | 3 Acquisition de biens et<br>services    | 14 796 786                                   | 14 796 786             | 64 796 786                                 | 64 796 786             | 50 000 000            | 337,9       | 50 000 000            | 337,9       |
|                                                          |                                                                          | 4 Transferts courants                    | 3 909 096 156                                | 3 909 096 156          | 3 409 096 156                              | 3 409 096 156          | -500 000 000          | -12,8       | -500 000 000          | -12,8       |
|                                                          |                                                                          | 5 Investissements<br>exécutés par l'Etat | 90 844 435 764                               | 13 711 174 500         | 90 314 435 764                             | 10 938 000 500         | -530 000 000          | -0,6        | -2 773 174 000        | -20,2       |
|                                                          |                                                                          | 6 Transferts en capital                  | 1 000 000 000                                | 1 000 000 000          | 2 025 000 000                              | 2 025 000 000          | 1 025 000 000         | 102,5       | 1 025 000 000         | 102,5       |
|                                                          |                                                                          | <b>Total Prog. 2052</b>                  | <b>95 784 617 706</b>                        | <b>95 784 617 706</b>  | <b>95 829 617 706</b>                      | <b>16 453 182 442</b>  | <b>45 000 000</b>     | <b>0</b>    | <b>-2 198 174 000</b> | <b>-2,3</b> |
|                                                          | <b>Total Section 49</b>                                                  |                                          | <b>145 797 149 893</b>                       | <b>35 397 783 680</b>  | <b>147 204 302 741</b>                     | <b>34 561 762 528</b>  | <b>1 407 152 848</b>  | <b>1</b>    | <b>-836 021 152</b>   | <b>-2,4</b> |
| 50 Ministère de<br>l'Education Nationale                 | 1017 Pilotage ministériel,<br>gestion et coordination<br>admi            | 2 Dépenses de personnel                  | 97 597 411 900                               | 97 597 411 900         | 152 918 966 390                            | 152 918 966 390        | 55 321 554 490        | 56,7        | 55 321 554 490        | 56,7        |
|                                                          |                                                                          | 3 Acquisition de biens et<br>services    | 23 858 796 507                               | 23 858 796 507         | 26 722 587 297                             | 26 722 587 297         | 2 863 790 790         | 12,0        | 2 863 790 790         | 12,0        |
|                                                          |                                                                          | 4 Transferts courants                    | 1 007 572 000                                | 1 007 572 000          | 1 007 572 000                              | 1 007 572 000          | 0                     | 0           | 0                     | 0           |
|                                                          |                                                                          | 5 Investissements<br>exécutés par l'Etat | 1 236 206 513                                | 1 236 206 513          | 1 236 206 513                              | 1 236 206 513          | 0                     | 0           | 0                     | 0           |
|                                                          |                                                                          | <b>Total Prog. 1017</b>                  | <b>123 699 986 920</b>                       | <b>123 699 986 920</b> | <b>181 885 332 200</b>                     | <b>181 885 332 200</b> | <b>58 185 345 280</b> | <b>47,0</b> | <b>58 185 345 280</b> | <b>47,0</b> |
|                                                          | 2053 Education<br>préscolaire                                            | 2 Dépenses de personnel                  | 11 554 134 000                               | 11 554 134 000         | 11 554 134 000                             | 11 554 134 000         | 0                     | 0           | 0                     | 0           |
|                                                          |                                                                          | 3 Acquisition de biens et<br>services    | 176 785 909                                  | 176 785 909            | 176 785 909                                | 176 785 909            | 0                     | 0           | 0                     | 0           |
|                                                          |                                                                          | 4 Transferts courants                    | 139 252 000                                  | 139 252 000            | 139 252 000                                | 139 252 000            | 0                     | 0           | 0                     | 0           |
|                                                          |                                                                          | <b>Total Prog. 2053</b>                  | <b>11 870 171 909</b>                        | <b>11 870 171 909</b>  | <b>11 870 171 909</b>                      | <b>11 870 171 909</b>  | <b>0</b>              | <b>0</b>    | <b>0</b>              | <b>0</b>    |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget                                       |                                                 |                                       | Source de financement                      |                 |                                    |                 | Catégories de dépense |      |                |      |
|----------------------------------------------|-------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------|------------------------------------|-----------------|-----------------------|------|----------------|------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor |                                                 |                                       | Ressources internes et ressources externes |                 |                                    |                 | 1-2-3-4-5-6           |      |                |      |
| Ministère/Institution<br>(Section)           | Programme                                       | Catégorie dépense                     | Crédits inscrits en LFI 2022               |                 | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                 | ECART                 |      |                |      |
|                                              |                                                 |                                       | AE                                         | CP              | AE                                 | CP              | AE                    |      | CP             |      |
|                                              |                                                 |                                       |                                            |                 |                                    |                 | VAL ABS               | %    | VAL ABS        | %    |
| 50 Ministère de<br>l'Education Nationale     | 2054 Enseignement<br>Elémentaire                | 2 Dépenses de personnel               | 195 051 501 000                            | 195 051 501 000 | 195 051 501 000                    | 195 051 501 000 | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                              |                                                 | 3 Acquisition de biens et services    | 40 057 984 866                             | 40 057 984 866  | 47 876 574 370                     | 47 876 574 370  | 7 818 589 504         | 19,5 | 7 818 589 504  | 19,5 |
|                                              |                                                 | 4 Transferts courants                 | 15 861 000 000                             | 15 861 000 000  | 15 361 000 000                     | 15 361 000 000  | -500 000 000          | -3,2 | -500 000 000   | -3,2 |
|                                              |                                                 | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 31 113 017 516                             | 19 090 630 959  | 58 044 017 516                     | 19 090 630 959  | 26 931 000 000        | 86,6 | 0              | 0    |
|                                              |                                                 | 6 Transferts en capital               | 302 000 000                                | 302 000 000     | 302 000 000                        | 302 000 000     | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                              |                                                 | Total Prog. 2054                      | 282 385 503 382                            | 282 385 503 382 | 316 635 092 886                    | 277 681 706 329 | 34 249 589 504        | 12,1 | 7 318 589 504  | 2,6  |
|                                              | 2055 Enseignement<br>Moyen général              | 2 Dépenses de personnel               | 102 230 652 000                            | 102 230 652 000 | 102 230 652 000                    | 102 230 652 000 | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                              |                                                 | 3 Acquisition de biens et services    | 2 723 997 342                              | 2 723 997 342   | 3 708 157 342                      | 3 708 157 342   | 984 160 000           | 36,1 | 984 160 000    | 36,1 |
|                                              |                                                 | 4 Transferts courants                 | 0                                          | 0               | 0                                  | 0               | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                              |                                                 | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 5 520 848 478                              | 2 556 602 228   | 5 520 848 478                      | 2 556 602 228   | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                              |                                                 | Total Prog. 2055                      | 110 475 497 820                            | 110 475 497 820 | 111 459 657 820                    | 108 495 411 570 | 984 160 000           | 0,9  | 984 160 000    | 0,9  |
|                                              | 2056 Enseignement<br>secondaire général         | 2 Dépenses de personnel               | 87 186 609 000                             | 87 186 609 000  | 87 186 609 000                     | 87 186 609 000  | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                              |                                                 | 3 Acquisition de biens et services    | 1 752 701 843                              | 1 752 701 843   | 1 752 701 843                      | 1 752 701 843   | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                              |                                                 | 4 Transferts courants                 | 596 700 000                                | 596 700 000     | 596 700 000                        | 596 700 000     | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                              |                                                 | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 15 484 003 030                             | 1 706 000 000   | 15 484 003 030                     | 1 706 000 000   | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                              |                                                 | Total Prog. 2056                      | 105 020 013 873                            | 105 020 013 873 | 105 020 013 873                    | 91 242 010 843  | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                              | 2057 Education de base<br>des jeunes et adultes | 2 Dépenses de personnel               | 261 708 000                                | 261 708 000     | 261 708 000                        | 261 708 000     | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                              |                                                 | 3 Acquisition de biens et services    | 448 201 333                                | 448 201 333     | 448 201 333                        | 448 201 333     | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                              |                                                 | 4 Transferts courants                 | 1 000 000 000                              | 1 000 000 000   | 1 000 000 000                      | 1 000 000 000   | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                              |                                                 | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 766 086 080                                | 266 086 080     | 766 086 080                        | 266 086 080     | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                              |                                                 | Total Prog. 2057                      | 2 475 995 413                              | 2 475 995 413   | 2 475 995 413                      | 1 975 995 413   | 0                     | 0    | 0              | 0    |
| Total Section 50                             |                                                 |                                       | 635 927 169 317                            | 606 662 533 480 | 729 346 264 101                    | 673 150 628 264 | 93 419 094 784        | 14,7 | 66 488 094 784 | 11,0 |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget                                            |                                                                   |                                       | Source de financement                      |                       |                                    |                       | Catégories de dépense |             |                       |             |
|---------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------|------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------|-----------------------|-------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor      |                                                                   |                                       | Ressources internes et ressources externes |                       |                                    |                       | 1-2-3-4-5-6           |             |                       |             |
| Ministère/Institution<br>(Section)                | Programme                                                         | Catégorie dépense                     | Crédits inscrits en LFI 2022               |                       | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                       | ECART                 |             |                       |             |
|                                                   |                                                                   |                                       | AE                                         | CP                    | AE                                 | CP                    | AE                    |             | CP                    |             |
|                                                   |                                                                   |                                       |                                            |                       |                                    |                       | VAL ABS               | %           | VAL ABS               | %           |
| 52 Ministère des Sports                           | 1018 Pilotage, Coordination et Gestion administrative             | 2 Dépenses de personnel               | 660 107 140                                | 660 107 140           | 1 047 535 710                      | 1 047 535 710         | 387 428 570           | 58,7        | 387 428 570           | 58,7        |
|                                                   |                                                                   | 3 Acquisition de biens et services    | 761 131 628                                | 761 131 628           | 761 131 628                        | 761 131 628           | 0                     | 0           | 0                     | 0           |
|                                                   |                                                                   | 4 Transferts courants                 | 330 000 000                                | 330 000 000           | 1 175 000 000                      | 1 175 000 000         | 845 000 000           | 256,1       | 845 000 000           | 256,1       |
|                                                   |                                                                   | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 300 000 000                                | 100 000 000           | 300 000 000                        | 100 000 000           | 0                     | 0           | 0                     | 0           |
|                                                   |                                                                   | <b>Total Prog. 1018</b>               | <b>2 051 238 768</b>                       | <b>2 051 238 768</b>  | <b>3 283 667 338</b>               | <b>3 083 667 338</b>  | <b>1 232 428 570</b>  | <b>60,1</b> | <b>1 232 428 570</b>  | <b>60,1</b> |
|                                                   | 2058 Développement des ressources humaines et de la formation     | 2 Dépenses de personnel               | 55 807 480                                 | 55 807 480            | 55 807 480                         | 55 807 480            | 0                     | 0           | 0                     | 0           |
|                                                   |                                                                   | 3 Acquisition de biens et services    | 159 379 651                                | 159 379 651           | 159 379 651                        | 159 379 651           | 0                     | 0           | 0                     | 0           |
|                                                   |                                                                   | 4 Transferts courants                 | 75 000 000                                 | 75 000 000            | 75 000 000                         | 75 000 000            | 0                     | 0           | 0                     | 0           |
|                                                   |                                                                   | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 4 440 000 000                              | 590 000 000           | 4 440 000 000                      | 590 000 000           | 0                     | 0           | 0                     | 0           |
|                                                   |                                                                   | <b>Total Prog. 2058</b>               | <b>4 730 187 131</b>                       | <b>4 730 187 131</b>  | <b>4 730 187 131</b>               | <b>880 187 131</b>    | <b>0</b>              | <b>0</b>    | <b>0</b>              | <b>0</b>    |
|                                                   | 2059 Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive | 2 Dépenses de personnel               | 220 305 440                                | 220 305 440           | 220 305 440                        | 220 305 440           | 0                     | 0           | 0                     | 0           |
|                                                   |                                                                   | 3 Acquisition de biens et services    | 6 239 190 883                              | 6 239 190 883         | 11 464 190 883                     | 11 464 190 883        | 5 225 000 000         | 83,7        | 5 225 000 000         | 83,7        |
|                                                   |                                                                   | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 30 449 265 455                             | 24 074 334 066        | 33 727 528 413                     | 16 247 275 139        | 3 278 262 958         | 10,8        | -7 827 058 927        | -32,5       |
|                                                   |                                                                   | <b>Total Prog. 2059</b>               | <b>36 908 761 778</b>                      | <b>36 908 761 778</b> | <b>45 412 024 736</b>              | <b>27 931 771 462</b> | <b>8 503 262 958</b>  | <b>23,0</b> | <b>-2 602 058 927</b> | <b>-7,0</b> |
|                                                   | <b>Total Section 52</b>                                           |                                       | <b>43 690 187 677</b>                      | <b>33 265 256 288</b> | <b>53 425 879 205</b>              | <b>31 895 625 931</b> | <b>9 735 691 528</b>  | <b>22,3</b> | <b>-1 369 630 357</b> | <b>-4,1</b> |
| 53 Ministère de la Culture et de la Communication | 1019 pilotage, coordination et gestion administrative             | 2 Dépenses de personnel               | 379 203 000                                | 379 203 000           | 458 735 710                        | 458 735 710           | 79 532 710            | 21,0        | 79 532 710            | 21,0        |
|                                                   |                                                                   | 3 Acquisition de biens et services    | 798 787 515                                | 798 787 515           | 1 065 787 432                      | 1 065 787 432         | 266 999 917           | 33,4        | 266 999 917           | 33,4        |
|                                                   |                                                                   | 4 Transferts courants                 | 120 000 000                                | 120 000 000           | 120 000 000                        | 120 000 000           | 0                     | 0           | 0                     | 0           |
|                                                   |                                                                   | <b>Total Prog. 1019</b>               | <b>1 297 990 515</b>                       | <b>1 297 990 515</b>  | <b>1 644 523 142</b>               | <b>1 644 523 142</b>  | <b>346 532 627</b>    | <b>26,7</b> | <b>346 532 627</b>    | <b>26,7</b> |
|                                                   | 2061 Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives  | 2 Dépenses de personnel               | 529 139 000                                | 529 139 000           | 529 139 000                        | 529 139 000           | 0                     | 0           | 0                     | 0           |
|                                                   |                                                                   | 3 Acquisition de biens et services    | 429 805 307                                | 429 805 307           | 429 805 307                        | 429 805 307           | 0                     | 0           | 0                     | 0           |
|                                                   |                                                                   | 4 Transferts courants                 | 5 507 352 279                              | 5 507 352 279         | 5 815 352 279                      | 5 815 352 279         | 308 000 000           | 5,6         | 308 000 000           | 5,6         |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget                                            |                                                                  |                                                       | Source de financement                      |                |                                    |                | Catégories de dépense |               |                |               |      |
|---------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|--------------------------------------------|----------------|------------------------------------|----------------|-----------------------|---------------|----------------|---------------|------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor      |                                                                  |                                                       | Ressources internes et ressources externes |                |                                    |                | 1-2-3-4-5-6           |               |                |               |      |
| Ministère/Institution<br>(Section)                | Programme                                                        | Catégorie dépense                                     | Crédits inscrits en LFI 2022               |                | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                | ECART                 |               |                |               |      |
|                                                   |                                                                  |                                                       |                                            |                |                                    |                | AE                    |               | CP             |               |      |
|                                                   |                                                                  |                                                       | AE                                         | CP             | AE                                 | CP             | VAL ABS               | %             | VAL ABS        | %             |      |
| 53 Ministère de la Culture et de la Communication | 2061 Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives | 5 Investissements exécutés par l'Etat                 | 4 248 000 000                              | 1 310 000 000  | 4 248 000 000                      | 1 310 000 000  | 0                     | 0             | 0              | 0             |      |
|                                                   |                                                                  | 6 Transferts en capital                               | 2 000 000 000                              | 2 000 000 000  | 1 500 000 000                      | 1 500 000 000  | -500 000 000          | -25           | -500 000 000   | -25           |      |
|                                                   |                                                                  | Total Prog. 2061                                      | 12 714 296 586                             | 12 714 296 586 | 12 522 296 586                     | 9 584 296 586  | -192 000 000          | -1,5          | -192 000 000   | -1,5          |      |
|                                                   | 2062 Développement et Encadrement du Secteur de la Communication | 2 Dépenses de personnel                               | 34 578 000                                 | 34 578 000     | 34 578 000                         | 34 578 000     | 0                     | 0             | 0              | 0             |      |
|                                                   |                                                                  | 3 Acquisition de biens et services                    | 79 542 528                                 | 79 542 528     | 79 542 528                         | 79 542 528     | 0                     | 0             | 0              | 0             |      |
|                                                   |                                                                  | 4 Transferts courants                                 | 10 605 000 000                             | 10 605 000 000 | 12 214 000 000                     | 12 214 000 000 | 1 609 000 000         | 15,2          | 1 609 000 000  | 15,2          |      |
|                                                   |                                                                  | 5 Investissements exécutés par l'Etat                 | 30 000 000 000                             | 2 000 000 000  | 30 000 000 000                     | 2 000 000 000  | 0                     | 0             | 0              | 0             |      |
|                                                   |                                                                  | Total Prog. 2062                                      | 40 719 120 528                             | 40 719 120 528 | 42 328 120 528                     | 14 328 120 528 | 1 609 000 000         | 4,0           | 1 609 000 000  | 4,0           |      |
|                                                   | 2063 Promotion et valorisation du Patrimoine culturel            | 2 Dépenses de personnel                               | 123 043 000                                | 123 043 000    | 123 043 000                        | 123 043 000    | 0                     | 0             | 0              | 0             |      |
|                                                   |                                                                  | 3 Acquisition de biens et services                    | 253 929 173                                | 253 929 173    | 253 929 173                        | 253 929 173    | 0                     | 0             | 0              | 0             |      |
|                                                   |                                                                  | 4 Transferts courants                                 | 1 303 646 000                              | 1 303 646 000  | 1 557 446 000                      | 1 557 446 000  | 253 800 000           | 19,5          | 253 800 000    | 19,5          |      |
|                                                   |                                                                  | 5 Investissements exécutés par l'Etat                 | 2 288 500 000                              | 2 288 500 000  | 2 588 500 000                      | 2 588 500 000  | 300 000 000           | 13,1          | 300 000 000    | 13,1          |      |
|                                                   |                                                                  | 6 Transferts en capital                               | 2 966 266 719                              | 1 300 000 000  | 3 066 266 719                      | 1 400 000 000  | 100 000 000           | 3,4           | 100 000 000    | 7,7           |      |
|                                                   |                                                                  | Total Prog. 2063                                      | 6 935 384 892                              | 6 935 384 892  | 7 589 184 892                      | 5 922 918 173  | 653 800 000           | 9,4           | 653 800 000    | 9,4           |      |
|                                                   | Total Section 53                                                 |                                                       | 61 666 792 521                             | 29 062 525 802 | 64 084 125 148                     | 31 479 858 429 | 2 417 332 627         | 3,9           | 2 417 332 627  | 8,3           |      |
|                                                   | 54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale                  | 1020 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel                    | 15 915 965 686 | 15 915 965 686                     | 21 546 331 746 | 21 546 331 746        | 5 630 366 060 | 35,4           | 5 630 366 060 | 35,4 |
|                                                   |                                                                  |                                                       | 3 Acquisition de biens et services         | 13 553 215 978 | 13 553 215 978                     | 15 937 095 978 | 15 937 095 978        | 2 383 880 000 | 17,6           | 2 383 880 000 | 17,6 |
|                                                   |                                                                  |                                                       | 4 Transferts courants                      | 16 874 299 000 | 16 874 299 000                     | 18 789 299 000 | 18 789 299 000        | 1 915 000 000 | 11,3           | 1 915 000 000 | 11,3 |
|                                                   |                                                                  |                                                       | 5 Investissements exécutés par l'Etat      | 30 950 990 188 | 15 782 035 188                     | 30 950 990 188 | 15 782 035 188        | 0             | 0              | 0             | 0    |
| 6 Transferts en capital                           |                                                                  |                                                       | 515 302 350                                | 515 302 350    | 615 302 350                        | 615 302 350    | 100 000 000           | 19,4          | 100 000 000    | 19,4          |      |
| Total Prog. 1020                                  |                                                                  |                                                       | 77 809 773 202                             | 77 809 773 202 | 87 839 019 262                     | 72 670 064 262 | 10 029 246 060        | 12,9          | 10 029 246 060 | 12,9          |      |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget                                          |                                                       |                                       | Source de financement                      |                        |                                    |                        | Catégories de dépense |            |                       |             |
|-------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------------|------------------------|------------------------------------|------------------------|-----------------------|------------|-----------------------|-------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor    |                                                       |                                       | Ressources internes et ressources externes |                        |                                    |                        | 1-2-3-4-5-6           |            |                       |             |
| Ministère/Institution<br>(Section)              | Programme                                             | Catégorie dépense                     | Crédits inscrits en LFI 2022               |                        | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                        | ECART                 |            |                       |             |
|                                                 |                                                       |                                       | AE                                         | CP                     | AE                                 | CP                     | AE                    |            | CP                    |             |
|                                                 |                                                       |                                       |                                            |                        |                                    |                        | VAL ABS               | %          | VAL ABS               | %           |
| 54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | 2064 Santé de base                                    | 2 Dépenses de personnel               | 13 250 207 435                             | 13 250 207 435         | 13 250 207 435                     | 13 250 207 435         | 0                     | 0          | 0                     | 0           |
|                                                 |                                                       | 3 Acquisition de biens et services    | 1 806 552 654                              | 1 806 552 654          | 1 806 552 654                      | 1 806 552 654          | 0                     | 0          | 0                     | 0           |
|                                                 |                                                       | 4 Transferts courants                 | 4 777 000 000                              | 4 777 000 000          | 4 777 000 000                      | 4 777 000 000          | 0                     | 0          | 0                     | 0           |
|                                                 |                                                       | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 95 952 199 123                             | 93 402 199 123         | 95 952 199 123                     | 88 402 199 123         | 0                     | 0          | -5 000 000 000        | -5,4        |
|                                                 |                                                       | 6 Transferts en capital               | 5 999 502 662                              | 1 115 851 562          | 5 999 502 662                      | 1 115 851 562          | 0                     | 0          | 0                     | 0           |
|                                                 |                                                       | <b>Total Prog. 2064</b>               | <b>121 785 461 874</b>                     | <b>121 785 461 874</b> | <b>121 785 461 874</b>             | <b>109 351 810 774</b> | <b>0</b>              | <b>0</b>   | <b>-5 000 000 000</b> | <b>-4,1</b> |
|                                                 | 2066 Santé de référence                               | 2 Dépenses de personnel               | 18 351 506 964                             | 18 351 506 964         | 18 351 506 964                     | 18 351 506 964         | 0                     | 0          | 0                     | 0           |
|                                                 |                                                       | 3 Acquisition de biens et services    | 236 582 421                                | 236 582 421            | 236 582 421                        | 236 582 421            | 0                     | 0          | 0                     | 0           |
|                                                 |                                                       | 4 Transferts courants                 | 18 889 715 000                             | 18 889 715 000         | 19 689 715 000                     | 19 689 715 000         | 800 000 000           | 4,2        | 800 000 000           | 4,2         |
|                                                 |                                                       | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 26 120 000 000                             | 14 658 719 383         | 26 120 000 000                     | 14 658 719 383         | 0                     | 0          | 0                     | 0           |
|                                                 |                                                       | 6 Transferts en capital               | 3 706 498 955                              | 3 656 498 955          | 3 706 498 955                      | 3 656 498 955          | 0                     | 0          | 0                     | 0           |
|                                                 |                                                       | <b>Total Prog. 2066</b>               | <b>67 304 303 340</b>                      | <b>67 304 303 340</b>  | <b>68 104 303 340</b>              | <b>56 593 022 723</b>  | <b>800 000 000</b>    | <b>1,2</b> | <b>800 000 000</b>    | <b>1,2</b>  |
|                                                 | 2067 Protection sociale                               | 2 Dépenses de personnel               | 1 354 247 732                              | 1 354 247 732          | 1 354 247 732                      | 1 354 247 732          | 0                     | 0          | 0                     | 0           |
|                                                 |                                                       | 3 Acquisition de biens et services    | 728 236 404                                | 728 236 404            | 728 236 404                        | 728 236 404            | 0                     | 0          | 0                     | 0           |
|                                                 |                                                       | 4 Transferts courants                 | 567 347 671                                | 567 347 671            | 567 347 671                        | 567 347 671            | 0                     | 0          | 0                     | 0           |
|                                                 |                                                       | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 341 234 271                                | 341 234 271            | 341 234 271                        | 341 234 271            | 0                     | 0          | 0                     | 0           |
|                                                 |                                                       | 6 Transferts en capital               | 220 000 000                                | 220 000 000            | 220 000 000                        | 220 000 000            | 0                     | 0          | 0                     | 0           |
|                                                 |                                                       | <b>Total Prog. 2067</b>               | <b>3 211 066 078</b>                       | <b>3 211 066 078</b>   | <b>3 211 066 078</b>               | <b>3 211 066 078</b>   | <b>0</b>              | <b>0</b>   | <b>0</b>              | <b>0</b>    |
|                                                 | <b>Total Section 54</b>                               |                                       | <b>270 110 604 494</b>                     | <b>235 996 717 777</b> | <b>280 939 850 554</b>             | <b>241 825 963 837</b> | <b>10 829 246 060</b> | <b>4,0</b> | <b>5 829 246 060</b>  | <b>2,5</b>  |
| 55 Ministère de la Jeunesse                     | 1021 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel               | 906 159 000                                | 906 159 000            | 1 132 334 900                      | 1 132 334 900          | 226 175 900           | 25,0       | 226 175 900           | 25,0        |
|                                                 |                                                       | 3 Acquisition de biens et services    | 1 411 044 742                              | 1 411 044 742          | 1 411 044 742                      | 1 411 044 742          | 0                     | 0          | 0                     | 0           |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget                                       |                                                                  |                                                       | Source de financement                      |                |                                    |                | Catégories de dépense |             |                |             |      |
|----------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|--------------------------------------------|----------------|------------------------------------|----------------|-----------------------|-------------|----------------|-------------|------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor |                                                                  |                                                       | Ressources internes et ressources externes |                |                                    |                | 1-2-3-4-5-6           |             |                |             |      |
| Ministère/Institution<br>(Section)           | Programme                                                        | Catégorie dépense                                     | Crédits inscrits en LFI 2022               |                | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                | ECART                 |             |                |             |      |
|                                              |                                                                  |                                                       |                                            |                |                                    |                | AE                    |             | CP             |             |      |
|                                              |                                                                  | AE                                                    | CP                                         | AE             | CP                                 | VAL ABS        | %                     | VAL ABS     | %              |             |      |
| 55 Ministère de la Jeunesse                  | 1021 Pilotage, Coordination et Gestion administrative            | 4 Transferts courants                                 | 480 000 000                                | 480 000 000    | 780 000 000                        | 780 000 000    | 300 000 000           | 62,5        | 300 000 000    | 62,5        |      |
|                                              |                                                                  | 5 Investissements exécutés par l'Etat                 | 90 650 000                                 | 90 650 000     | 90 650 000                         | 90 650 000     | 0                     | 0           | 0              | 0           |      |
|                                              |                                                                  | Total Prog. 1021                                      | 2 887 853 742                              | 2 887 853 742  | 3 414 029 642                      | 3 414 029 642  | 526 175 900           | 18,2        | 526 175 900    | 18,2        |      |
|                                              | 2068 Education à la citoyenneté et promotion du volontariat      | 2 Dépenses de personnel                               | 128 527 000                                | 128 527 000    | 128 527 000                        | 128 527 000    | 0                     | 0           | 0              | 0           |      |
|                                              |                                                                  | 3 Acquisition de biens et services                    | 30 657 398                                 | 30 657 398     | 30 657 398                         | 30 657 398     | 0                     | 0           | 0              | 0           |      |
|                                              |                                                                  | 5 Investissements exécutés par l'Etat                 | 3 503 782 800                              | 3 503 782 800  | 1 003 782 800                      | 1 003 782 800  | -2 500 000 000        | -71,4       | -2 500 000 000 | -71,4       |      |
|                                              |                                                                  | Total Prog. 2068                                      | 3 662 967 198                              | 3 662 967 198  | 1 162 967 198                      | 1 162 967 198  | -2 500 000 000        | -68,3       | -2 500 000 000 | -68,3       |      |
|                                              | 2069 Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement | 2 Dépenses de personnel                               | 120 737 000                                | 120 737 000    | 120 737 000                        | 120 737 000    | 0                     | 0           | 0              | 0           |      |
|                                              |                                                                  | 3 Acquisition de biens et services                    | 392 654 418                                | 392 654 418    | 392 654 418                        | 392 654 418    | 0                     | 0           | 0              | 0           |      |
|                                              |                                                                  | 5 Investissements exécutés par l'Etat                 | 575 400 000                                | 575 400 000    | 575 400 000                        | 575 400 000    | 0                     | 0           | 0              | 0           |      |
|                                              |                                                                  | Total Prog. 2069                                      | 1 088 791 418                              | 1 088 791 418  | 1 088 791 418                      | 1 088 791 418  | 0                     | 0           | 0              | 0           |      |
|                                              | 2070 Promotion socioéconomique des jeunes                        | 3 Acquisition de biens et services                    | 20 000 000                                 | 20 000 000     | 20 000 000                         | 20 000 000     | 0                     | 0           | 0              | 0           |      |
|                                              |                                                                  | 4 Transferts courants                                 | 2 150 000 000                              | 2 150 000 000  | 2 050 000 000                      | 2 050 000 000  | -100 000 000          | -4,7        | -100 000 000   | -4,7        |      |
|                                              |                                                                  | 5 Investissements exécutés par l'Etat                 | 4 217 687 935                              | 4 217 687 935  | 4 217 687 935                      | 3 217 687 935  | 0                     | 0           | -1 000 000 000 | -23,7       |      |
|                                              |                                                                  | 6 Transferts en capital                               | 9 290 320 802                              | 9 290 320 802  | 9 290 320 802                      | 9 290 320 802  | 0                     | 0           | 0              | 0           |      |
|                                              |                                                                  | Total Prog. 2070                                      | 15 678 008 737                             | 15 678 008 737 | 15 578 008 737                     | 14 578 008 737 | -100 000 000          | -0,6        | -1 100 000 000 | -7,0        |      |
|                                              | Total Section 55                                                 |                                                       | 23 317 621 095                             | 23 317 621 095 | 21 243 796 995                     | 20 243 796 995 | -2 073 824 100        | -8,9        | -3 073 824 100 | -13,2       |      |
|                                              | 56 Ministère de l'Environnement et du développement durable      | 1022 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel                    | 371 514 100    | 371 514 100                        | 439 414 300    | 439 414 300           | 67 900 200  | 18,3           | 67 900 200  | 18,3 |
|                                              |                                                                  |                                                       | 3 Acquisition de biens et services         | 1 441 790 863  | 1 441 790 863                      | 1 541 790 863  | 1 541 790 863         | 100 000 000 | 6,9            | 100 000 000 | 6,9  |
| 4 Transferts courants                        |                                                                  |                                                       | 657 765 530                                | 657 765 530    | 657 765 530                        | 657 765 530    | 0                     | 0           | 0              | 0           |      |
| 5 Investissements exécutés par l'Etat        |                                                                  |                                                       | 414 350 000                                | 414 350 000    | 414 350 000                        | 414 350 000    | 0                     | 0           | 0              | 0           |      |
| Total Prog. 1022                             |                                                                  |                                                       | 2 885 420 493                              | 2 885 420 493  | 3 053 320 693                      | 3 053 320 693  | 167 900 200           | 5,8         | 167 900 200    | 5,8         |      |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget                                                                          |                                                                  |                                       | Source de financement                      |                       |                                    |                       | Catégories de dépense |             |                    |             |
|---------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------|------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------|--------------------|-------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor                                    |                                                                  |                                       | Ressources internes et ressources externes |                       |                                    |                       | 1-2-3-4-5-6           |             |                    |             |
| Ministère/Institution<br>(Section)                                              | Programme                                                        | Catégorie dépense                     | Crédits inscrits en LFI 2022               |                       | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                       | ECART                 |             |                    |             |
|                                                                                 |                                                                  |                                       | AE                                         | CP                    | AE                                 | CP                    | AE                    |             | CP                 |             |
|                                                                                 |                                                                  |                                       |                                            |                       |                                    |                       | VAL ABS               | %           | VAL ABS            | %           |
| 56 Ministère de l'Environnement et du développement durable                     | 2071 Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres  | 2 Dépenses de personnel               | 4 435 459 520                              | 4 435 459 520         | 4 435 459 520                      | 4 435 459 520         | 0                     | 0           | 0                  | 0           |
|                                                                                 |                                                                  | 3 Acquisition de biens et services    | 1 606 970 741                              | 1 606 970 741         | 1 606 970 741                      | 1 606 970 741         | 0                     | 0           | 0                  | 0           |
|                                                                                 |                                                                  | 4 Transferts courants                 | 10 420 000 000                             | 10 420 000 000        | 10 420 000 000                     | 10 420 000 000        | 0                     | 0           | 0                  | 0           |
|                                                                                 |                                                                  | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 7 173 900 707                              | 7 173 900 707         | 7 173 900 707                      | 7 173 900 707         | 0                     | 0           | 0                  | 0           |
|                                                                                 |                                                                  | 6 Transferts en capital               | 231 000 000                                | 231 000 000           | 231 000 000                        | 231 000 000           | 0                     | 0           | 0                  | 0           |
|                                                                                 |                                                                  | <b>Total Prog. 2071</b>               | <b>23 867 330 968</b>                      | <b>23 867 330 968</b> | <b>23 867 330 968</b>              | <b>23 867 330 968</b> | <b>0</b>              | <b>0</b>    | <b>0</b>           | <b>0</b>    |
|                                                                                 | 2072 Conservation de la biodiversité et gestion des AP           | 2 Dépenses de personnel               | 3 882 521 460                              | 3 882 521 460         | 3 882 521 460                      | 3 882 521 460         | 0                     | 0           | 0                  | 0           |
|                                                                                 |                                                                  | 3 Acquisition de biens et services    | 655 155 355                                | 655 155 355           | 655 155 355                        | 655 155 355           | 0                     | 0           | 0                  | 0           |
|                                                                                 |                                                                  | 4 Transferts courants                 | 326 120 000                                | 326 120 000           | 326 120 000                        | 326 120 000           | 0                     | 0           | 0                  | 0           |
|                                                                                 |                                                                  | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 1 633 051 482                              | 1 633 051 482         | 1 633 051 482                      | 1 633 051 482         | 0                     | 0           | 0                  | 0           |
|                                                                                 |                                                                  | <b>Total Prog. 2072</b>               | <b>6 496 848 297</b>                       | <b>6 496 848 297</b>  | <b>6 496 848 297</b>               | <b>6 496 848 297</b>  | <b>0</b>              | <b>0</b>    | <b>0</b>           | <b>0</b>    |
|                                                                                 | 2073 Lutte contre les pollut, nuisanc et les effet néfast des CC | 2 Dépenses de personnel               | 279 613 420                                | 279 613 420           | 279 613 420                        | 279 613 420           | 0                     | 0           | 0                  | 0           |
|                                                                                 |                                                                  | 3 Acquisition de biens et services    | 398 420 032                                | 398 420 032           | 398 420 032                        | 398 420 032           | 0                     | 0           | 0                  | 0           |
|                                                                                 |                                                                  | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 4 066 051 911                              | 4 066 051 911         | 4 066 051 911                      | 4 066 051 911         | 0                     | 0           | 0                  | 0           |
|                                                                                 |                                                                  | <b>Total Prog. 2073</b>               | <b>4 744 085 363</b>                       | <b>4 744 085 363</b>  | <b>4 744 085 363</b>               | <b>4 744 085 363</b>  | <b>0</b>              | <b>0</b>    | <b>0</b>           | <b>0</b>    |
|                                                                                 | <b>Total Section 56</b>                                          |                                       | <b>37 993 685 121</b>                      | <b>37 993 685 121</b> | <b>38 161 585 321</b>              | <b>38 161 585 321</b> | <b>167 900 200</b>    | <b>0,4</b>  | <b>167 900 200</b> | <b>0,4</b>  |
| 58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants | 1023 Pilotage, Coordination et Gestion administrative            | 2 Dépenses de personnel               | 370 429 056                                | 370 429 056           | 581 687 066                        | 581 687 066           | 211 258 010           | 57,0        | 211 258 010        | 57,0        |
|                                                                                 |                                                                  | 3 Acquisition de biens et services    | 187 841 633                                | 187 841 633           | 187 841 633                        | 187 841 633           | 0                     | 0           | 0                  | 0           |
|                                                                                 |                                                                  | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 299 390 760                                | 299 390 760           | 310 890 760                        | 310 890 760           | 11 500 000            | 3,8         | 11 500 000         | 3,8         |
|                                                                                 |                                                                  | <b>Total Prog. 1023</b>               | <b>857 661 449</b>                         | <b>857 661 449</b>    | <b>1 080 419 459</b>               | <b>1 080 419 459</b>  | <b>222 758 010</b>    | <b>26,0</b> | <b>222 758 010</b> | <b>26,0</b> |
|                                                                                 | 2098 Famille et genre                                            | 2 Dépenses de personnel               | 162 736 160                                | 162 736 160           | 162 736 160                        | 162 736 160           | 0                     | 0           | 0                  | 0           |
|                                                                                 |                                                                  | 3 Acquisition de biens et services    | 333 926 128                                | 333 926 128           | 433 926 128                        | 433 926 128           | 100 000 000           | 29,9        | 100 000 000        | 29,9        |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget                                                                                          |                                                                   |                                       | Source de financement                      |                       |                                    |                       | Catégories de dépense |             |                      |             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------|------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------|----------------------|-------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor                                                    |                                                                   |                                       | Ressources internes et ressources externes |                       |                                    |                       | 1-2-3-4-5-6           |             |                      |             |
| Ministère/Institution<br>(Section)                                                              | Programme                                                         | Catégorie dépense                     | Crédits inscrits en LFI 2022               |                       | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                       | ECART                 |             |                      |             |
|                                                                                                 |                                                                   |                                       | AE                                         | CP                    | AE                                 | CP                    | AE                    |             | CP                   |             |
|                                                                                                 |                                                                   |                                       |                                            |                       |                                    |                       | VAL ABS               | %           | VAL ABS              | %           |
| 58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants                 | 2098 Famille et genre                                             | 4 Transferts courants                 | 477 498 400                                | 477 498 400           | 477 498 400                        | 477 498 400           | 0                     | 0           | 0                    | 0           |
|                                                                                                 |                                                                   | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 27 305 125 832                             | 10 066 559 119        | 27 305 125 832                     | 10 066 559 119        | 0                     | 0           | 0                    | 0           |
|                                                                                                 |                                                                   | <b>Total Prog. 2098</b>               | <b>28 279 286 520</b>                      | <b>28 279 286 520</b> | <b>28 379 286 520</b>              | <b>11 140 719 807</b> | <b>100 000 000</b>    | <b>0,4</b>  | <b>100 000 000</b>   | <b>0,4</b>  |
|                                                                                                 | 2101 Enfance                                                      | 2 Dépenses de personnel               | 112 187 000                                | 112 187 000           | 112 187 000                        | 112 187 000           | 0                     | 0           | 0                    | 0           |
|                                                                                                 |                                                                   | 3 Acquisition de biens et services    | 269 934 089                                | 269 934 089           | 269 934 089                        | 269 934 089           | 0                     | 0           | 0                    | 0           |
|                                                                                                 |                                                                   | 4 Transferts courants                 | 2 551 461 012                              | 2 551 461 012         | 2 614 461 012                      | 2 614 461 012         | 63 000 000            | 2,5         | 63 000 000           | 2,5         |
|                                                                                                 |                                                                   | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 10 295 000 000                             | 7 295 000 000         | 9 295 000 000                      | 6 295 000 000         | -1 000 000 000        | -9,7        | -1 000 000 000       | -13,7       |
|                                                                                                 |                                                                   | <b>Total Prog. 2101</b>               | <b>13 228 582 101</b>                      | <b>13 228 582 101</b> | <b>12 291 582 101</b>              | <b>9 291 582 101</b>  | <b>-937 000 000</b>   | <b>-7,1</b> | <b>-937 000 000</b>  | <b>-7,1</b> |
|                                                                                                 | 2110 Autonomie Economique des femmes                              | 2 Dépenses de personnel               | 166 969 708                                | 166 969 708           | 166 969 708                        | 166 969 708           | 0                     | 0           | 0                    | 0           |
|                                                                                                 |                                                                   | 3 Acquisition de biens et services    | 130 125 382                                | 130 125 382           | 130 125 382                        | 130 125 382           | 0                     | 0           | 0                    | 0           |
|                                                                                                 |                                                                   | 4 Transferts courants                 | 1 000 000 000                              | 1 000 000 000         | 800 000 000                        | 800 000 000           | -200 000 000          | -20         | -200 000 000         | -20         |
|                                                                                                 |                                                                   | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 4 709 800 100                              | 2 692 300 575         | 4 709 800 100                      | 2 692 300 575         | 0                     | 0           | 0                    | 0           |
|                                                                                                 |                                                                   | <b>Total Prog. 2110</b>               | <b>6 006 895 190</b>                       | <b>6 006 895 190</b>  | <b>5 806 895 190</b>               | <b>3 789 395 665</b>  | <b>-200 000 000</b>   | <b>-3,3</b> | <b>-200 000 000</b>  | <b>-3,3</b> |
|                                                                                                 | <b>Total Section 58</b>                                           |                                       | <b>48 372 425 260</b>                      | <b>26 116 359 022</b> | <b>47 558 183 270</b>              | <b>25 302 117 032</b> | <b>-814 241 990</b>   | <b>-1,7</b> | <b>-814 241 990</b>  | <b>-3,1</b> |
| 59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion | 1024 Pilotage, Coordination et Gestion administrative             | 2 Dépenses de personnel               | 6 803 739 678                              | 6 803 739 678         | 9 052 190 773                      | 9 052 190 773         | 2 248 451 095         | 33,0        | 2 248 451 095        | 33,0        |
|                                                                                                 |                                                                   | 3 Acquisition de biens et services    | 1 522 685 991                              | 1 522 685 991         | 1 522 685 991                      | 1 522 685 991         | 0                     | 0           | 0                    | 0           |
|                                                                                                 |                                                                   | 4 Transferts courants                 | 50 000 000                                 | 50 000 000            | 30 000 000                         | 30 000 000            | -20 000 000           | -40         | -20 000 000          | -40         |
|                                                                                                 |                                                                   | <b>Total Prog. 1024</b>               | <b>8 376 425 669</b>                       | <b>8 376 425 669</b>  | <b>10 604 876 764</b>              | <b>10 604 876 764</b> | <b>2 228 451 095</b>  | <b>26,6</b> | <b>2 228 451 095</b> | <b>26,6</b> |
|                                                                                                 | 2077 Développement des offres de formation professionnelle et tec | 2 Dépenses de personnel               | 17 316 094 840                             | 17 316 094 840        | 17 316 094 840                     | 17 316 094 840        | 0                     | 0           | 0                    | 0           |
|                                                                                                 |                                                                   | 3 Acquisition de biens et services    | 5 911 714 880                              | 5 911 714 880         | 6 275 889 880                      | 6 275 889 880         | 364 175 000           | 6,2         | 364 175 000          | 6,2         |
|                                                                                                 |                                                                   | 4 Transferts courants                 | 940 637 600                                | 940 637 600           | 940 637 600                        | 940 637 600           | 0                     | 0           | 0                    | 0           |
|                                                                                                 |                                                                   | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 10 041 345 461                             | 10 041 345 461        | 9 786 348 461                      | 9 786 348 461         | -254 997 000          | -2,5        | -254 997 000         | -2,5        |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget                                                                                          |                                                                   |                                       | Source de financement                      |                        |                                    |                        | Catégories de dépense  |              |                        |              |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------------|------------------------|------------------------------------|------------------------|------------------------|--------------|------------------------|--------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor                                                    |                                                                   |                                       | Ressources internes et ressources externes |                        |                                    |                        | 1-2-3-4-5-6            |              |                        |              |
| Ministère/Institution<br>(Section)                                                              | Programme                                                         | Catégorie dépense                     | Crédits inscrits en LFI 2022               |                        | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                        | ECART                  |              |                        |              |
|                                                                                                 |                                                                   |                                       | AE                                         | CP                     | AE                                 | CP                     | AE                     |              | CP                     |              |
|                                                                                                 |                                                                   |                                       |                                            |                        |                                    |                        | VAL ABS                | %            | VAL ABS                | %            |
| 59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion | 2077 Développement des offres de formation professionnelle et tec | 6 Transferts en capital               | 30 200 000 000                             | 30 200 000 000         | 14 214 021 444                     | 14 214 021 444         | -15 985 978 556        | -52,9        | -15 985 978 556        | -52,9        |
|                                                                                                 |                                                                   | <b>Total Prog. 2077</b>               | <b>64 409 792 781</b>                      | <b>64 409 792 781</b>  | <b>48 532 992 225</b>              | <b>48 532 992 225</b>  | <b>-15 876 800 556</b> | <b>-24,6</b> | <b>-15 876 800 556</b> | <b>-24,6</b> |
|                                                                                                 | 2078 Développement de l'apprentissage                             | 2 Dépenses de personnel               | 99 176 040                                 | 99 176 040             | 99 176 040                         | 99 176 040             | 0                      | 0            | 0                      | 0            |
|                                                                                                 |                                                                   | 3 Acquisition de biens et services    | 29 990 130                                 | 29 990 130             | 29 990 130                         | 29 990 130             | 0                      | 0            | 0                      | 0            |
|                                                                                                 |                                                                   | 4 Transferts courants                 | 405 000 000                                | 405 000 000            | 405 000 000                        | 405 000 000            | 0                      | 0            | 0                      | 0            |
|                                                                                                 |                                                                   | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 2 425 000 000                              | 2 425 000 000          | 2 425 000 000                      | 2 425 000 000          | 0                      | 0            | 0                      | 0            |
|                                                                                                 |                                                                   | 6 Transferts en capital               | 0                                          | 0                      | 150 000 000                        | 150 000 000            | 150 000 000            | 0            | 150 000 000            | 0            |
|                                                                                                 |                                                                   | <b>Total Prog. 2078</b>               | <b>2 959 166 170</b>                       | <b>2 959 166 170</b>   | <b>3 109 166 170</b>               | <b>3 109 166 170</b>   | <b>150 000 000</b>     | <b>5,1</b>   | <b>150 000 000</b>     | <b>5,1</b>   |
|                                                                                                 | 2103 Développement de l'emploi                                    | 2 Dépenses de personnel               | 47 201 800                                 | 47 201 800             | 47 201 800                         | 47 201 800             | 0                      | 0            | 0                      | 0            |
|                                                                                                 |                                                                   | 3 Acquisition de biens et services    | 47 266 246                                 | 47 266 246             | 47 266 246                         | 47 266 246             | 0                      | 0            | 0                      | 0            |
|                                                                                                 |                                                                   | 4 Transferts courants                 | 10 000 000 000                             | 10 000 000 000         | 10 000 000 000                     | 10 000 000 000         | 0                      | 0            | 0                      | 0            |
|                                                                                                 |                                                                   | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 125 000 000                                | 125 000 000            | 125 000 000                        | 125 000 000            | 0                      | 0            | 0                      | 0            |
|                                                                                                 |                                                                   | 6 Transferts en capital               | 0                                          | 0                      | 0                                  | 0                      | 0                      | 0            | 0                      | 0            |
|                                                                                                 |                                                                   | <b>Total Prog. 2103</b>               | <b>10 219 468 046</b>                      | <b>10 219 468 046</b>  | <b>10 219 468 046</b>              | <b>10 219 468 046</b>  | <b>0</b>               | <b>0</b>     | <b>0</b>               | <b>0</b>     |
|                                                                                                 | <b>Total Section 59</b>                                           |                                       | <b>85 964 852 666</b>                      | <b>85 964 852 666</b>  | <b>72 466 503 205</b>              | <b>72 466 503 205</b>  | <b>-13 498 349 461</b> | <b>-15,7</b> | <b>-13 498 349 461</b> | <b>-15,7</b> |
| 60 Charges non Réparties                                                                        | 0010 DOTATION CHARGES NON REPARTIES                               | 2 Dépenses de personnel               | 60 853 028 580                             | 60 853 028 580         | 62 414 710 925                     | 62 414 710 925         | 1 561 682 345          | 2,6          | 1 561 682 345          | 2,6          |
|                                                                                                 |                                                                   | 3 Acquisition de biens et services    | 74 743 602 000                             | 74 743 602 000         | 48 453 013 384                     | 48 453 013 384         | -26 290 588 616        | -35,2        | -26 290 588 616        | -35,2        |
|                                                                                                 |                                                                   | 4 Transferts courants                 | 69 523 283 779                             | 69 523 283 779         | 159 658 064 429                    | 159 658 064 429        | 90 134 780 650         | 129,6        | 90 134 780 650         | 129,6        |
|                                                                                                 |                                                                   | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 32 500 000 000                             | 32 500 000 000         | 37 684 681 956                     | 27 583 782 156         | 5 184 681 956          | 16,0         | -4 916 217 844         | -15,1        |
|                                                                                                 |                                                                   | 6 Transferts en capital               | 43 111 288 161                             | 43 111 288 161         | 72 606 014 733                     | 50 679 054 745         | 29 494 726 572         | 68,4         | 7 567 766 584          | 17,6         |
|                                                                                                 |                                                                   | <b>Total Prog. 0010</b>               | <b>280 731 202 520</b>                     | <b>280 731 202 520</b> | <b>380 816 485 427</b>             | <b>348 788 625 639</b> | <b>100 085 282 907</b> | <b>35,7</b>  | <b>68 057 423 119</b>  | <b>24,2</b>  |
|                                                                                                 | <b>Total Section 60</b>                                           |                                       | <b>280 731 202 520</b>                     | <b>280 731 202 520</b> | <b>380 816 485 427</b>             | <b>348 788 625 639</b> | <b>100 085 282 907</b> | <b>35,7</b>  | <b>68 057 423 119</b>  | <b>24,2</b>  |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget                                                  |                                                             |                                                              | Source de financement                      |                |                                    |                | Catégories de dépense |        |                |        |
|---------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|----------------|------------------------------------|----------------|-----------------------|--------|----------------|--------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor            |                                                             |                                                              | Ressources internes et ressources externes |                |                                    |                |                       |        |                |        |
|                                                         |                                                             |                                                              | 1-2-3-4-5-6                                |                |                                    |                |                       |        |                |        |
| Ministère/Institution<br>(Section)                      | Programme                                                   | Catégorie dépense                                            | Crédits inscrits en LFI 2022               |                | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                | ECART                 |        |                |        |
|                                                         |                                                             |                                                              |                                            |                |                                    |                | AE                    |        | CP             |        |
|                                                         |                                                             |                                                              | AE                                         | CP             | AE                                 | CP             | VAL ABS               | %      | VAL ABS        | %      |
| 61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération | 1032 Pilotage gestion et coordination administrative        | 2 Dépenses de personnel                                      | 284 849 000                                | 284 849 000    | 293 439 120                        | 293 439 120    | 8 590 120             | 3,0    | 8 590 120      | 3,0    |
|                                                         |                                                             | 3 Acquisition de biens et services                           | 671 568 220                                | 671 568 220    | 603 621 820                        | 603 621 820    | -67 946 400           | -10,1  | -67 946 400    | -10,1  |
|                                                         |                                                             | 5 Investissements exécutés par l'Etat                        | 261 000 000                                | 261 000 000    | 328 946 400                        | 328 946 400    | 67 946 400            | 26,0   | 67 946 400     | 26,0   |
|                                                         |                                                             | 6 Transferts en capital                                      | 550 000 000                                | 550 000 000    | 550 000 000                        | 550 000 000    | 0                     | 0      | 0              | 0      |
|                                                         |                                                             | Total Prog. 1032                                             | 1 767 417 220                              | 1 767 417 220  | 1 776 007 340                      | 1 776 007 340  | 8 590 120             | 0,5    | 8 590 120      | 0,5    |
|                                                         |                                                             | 2022 Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé | 2 Dépenses de personnel                    | 231 235 000    | 231 235 000                        | 231 235 000    | 231 235 000           | 0      | 0              | 0      |
|                                                         | 3 Acquisition de biens et services                          |                                                              | 598 081 035                                | 598 081 035    | 618 081 035                        | 618 081 035    | 20 000 000            | 3,3    | 20 000 000     | 3,3    |
|                                                         | 4 Transferts courants                                       |                                                              | 150 000 000                                | 150 000 000    | 150 000 000                        | 150 000 000    | 0                     | 0      | 0              | 0      |
|                                                         | 5 Investissements exécutés par l'Etat                       |                                                              | 147 556 000                                | 147 556 000    | 1 187 552 100                      | 1 187 552 100  | 1 039 996 100         | 704,8  | 1 039 996 100  | 704,8  |
|                                                         | 6 Transferts en capital                                     |                                                              | 5 389 475 335                              | 5 389 475 335  | 5 889 475 335                      | 5 889 475 335  | 500 000 000           | 9,3    | 500 000 000    | 9,3    |
|                                                         | Total Prog. 2022                                            |                                                              | 6 516 347 370                              | 6 516 347 370  | 8 076 343 470                      | 8 076 343 470  | 1 559 996 100         | 23,9   | 1 559 996 100  | 23,9   |
|                                                         | 2034 Economie productive compétitive et créatrice d'emplois | 2 Dépenses de personnel                                      | 476 966 000                                | 476 966 000    | 476 966 000                        | 476 966 000    | 0                     | 0      | 0              | 0      |
|                                                         |                                                             | 3 Acquisition de biens et services                           | 1 384 916 481                              | 1 384 916 481  | 1 384 916 481                      | 1 384 916 481  | 0                     | 0      | 0              | 0      |
|                                                         |                                                             | 4 Transferts courants                                        | 7 682 744 848                              | 7 682 744 848  | 8 170 244 848                      | 8 170 244 848  | 487 500 000           | 6,3    | 487 500 000    | 6,3    |
|                                                         |                                                             | 5 Investissements exécutés par l'Etat                        | 1 549 470 600                              | 1 549 470 600  | 1 549 470 600                      | 1 549 470 600  | 0                     | 0      | 0              | 0      |
|                                                         |                                                             | 6 Transferts en capital                                      | 8 900 000 000                              | 8 900 000 000  | 6 000 000 000                      | 6 000 000 000  | -2 900 000 000        | -32,6  | -2 900 000 000 | -32,6  |
|                                                         |                                                             | Total Prog. 2034                                             | 19 994 097 929                             | 19 994 097 929 | 17 581 597 929                     | 17 581 597 929 | -2 412 500 000        | -12,1  | -2 412 500 000 | -12,1  |
|                                                         | Total Section 61                                            |                                                              | 28 277 862 519                             | 28 277 862 519 | 27 433 948 739                     | 27 433 948 739 | -843 913 780          | -3,0   | -843 913 780   | -3,0   |
| 62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales   | 1025 Pilotage, Coordination et Gestion administrative       | 2 Dépenses de personnel                                      | 1 854 710 340                              | 1 854 710 340  | 1 882 902 930                      | 1 882 902 930  | 28 192 590            | 1,5    | 28 192 590     | 1,5    |
|                                                         |                                                             | 3 Acquisition de biens et services                           | 871 069 677                                | 871 069 677    | 816 584 979                        | 816 584 979    | -54 484 698           | -6,3   | -54 484 698    | -6,3   |
|                                                         |                                                             | 4 Transferts courants                                        | 29 142 000                                 | 29 142 000     | 1 202 173 248                      | 1 202 173 248  | 1 173 031 248         | 4025,2 | 1 173 031 248  | 4025,2 |
|                                                         |                                                             | Total Prog. 1025                                             | 2 754 922 017                              | 2 754 922 017  | 3 901 661 157                      | 3 901 661 157  | 1 146 739 140         | 41,6   | 1 146 739 140  | 41,6   |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget                                                                  |                                                             |                                       | Source de financement                      |                       |                                    |                       | Catégories de dépense |             |                      |             |
|-------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------|------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------|----------------------|-------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor                            |                                                             |                                       | Ressources internes et ressources externes |                       |                                    |                       | 1-2-3-4-5-6           |             |                      |             |
| Ministère/Institution<br>(Section)                                      | Programme                                                   | Catégorie dépense                     | Crédits inscrits en LFI 2022               |                       | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                       | ECART                 |             |                      |             |
|                                                                         |                                                             |                                       | AE                                         | CP                    | AE                                 | CP                    | AE                    |             | CP                   |             |
|                                                                         |                                                             |                                       |                                            |                       |                                    |                       | VAL ABS               | %           | VAL ABS              | %           |
| 62 Ministère de<br>l'Elevage et des<br>Productions Animales             | 2079 Productions<br>animales                                | 2 Dépenses de personnel               | 247 145 820                                | 247 145 820           | 247 145 820                        | 247 145 820           | 0                     | 0           | 0                    | 0           |
|                                                                         |                                                             | 3 Acquisition de biens et services    | 155 521 554                                | 155 521 554           | 152 621 554                        | 152 621 554           | -2 900 000            | -1,9        | -2 900 000           | -1,9        |
|                                                                         |                                                             | 4 Transferts courants                 | 770 000 000                                | 770 000 000           | 1 770 000 000                      | 1 770 000 000         | 1 000 000 000         | 129,9       | 1 000 000 000        | 129,9       |
|                                                                         |                                                             | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 19 268 858 434                             | 19 268 858 434        | 18 709 027 567                     | 18 209 027 567        | -559 830 867          | -2,9        | -1 059 830 867       | -5,5        |
|                                                                         |                                                             | 6 Transferts en capital               | 3 757 590 883                              | 3 757 590 883         | 3 757 590 883                      | 3 757 590 883         | 0                     | 0           | 0                    | 0           |
|                                                                         |                                                             | <b>Total Prog. 2079</b>               | <b>24 199 116 691</b>                      | <b>24 199 116 691</b> | <b>24 636 385 824</b>              | <b>24 136 385 824</b> | <b>437 269 133</b>    | <b>1,8</b>  | <b>-62 730 867</b>   | <b>-0,3</b> |
|                                                                         | 2080 Santé animale et<br>Santé publique vétérinaire         | 2 Dépenses de personnel               | 139 692 260                                | 139 692 260           | 139 692 260                        | 139 692 260           | 0                     | 0           | 0                    | 0           |
|                                                                         |                                                             | 3 Acquisition de biens et services    | 229 790 721                                | 229 790 721           | 229 572 185                        | 229 572 185           | -218 536              | -0,1        | -218 536             | -0,1        |
|                                                                         |                                                             | 4 Transferts courants                 | 56 421 465                                 | 56 421 465            | 56 421 465                         | 56 421 465            | 0                     | 0           | 0                    | 0           |
|                                                                         |                                                             | 6 Transferts en capital               | 1 426 256 279                              | 1 426 256 279         | 1 426 256 279                      | 1 426 256 279         | 0                     | 0           | 0                    | 0           |
|                                                                         |                                                             | <b>Total Prog. 2080</b>               | <b>1 852 160 725</b>                       | <b>1 852 160 725</b>  | <b>1 851 942 189</b>               | <b>1 851 942 189</b>  | <b>-218 536</b>       | <b>0</b>    | <b>-218 536</b>      | <b>0</b>    |
|                                                                         | 2081 Mise en marché des<br>produits animaux                 | 2 Dépenses de personnel               | 63 227 700                                 | 63 227 700            | 63 227 700                         | 63 227 700            | 0                     | 0           | 0                    | 0           |
|                                                                         |                                                             | 3 Acquisition de biens et services    | 12 885 831                                 | 12 885 831            | 11 585 831                         | 11 585 831            | -1 300 000            | -10,1       | -1 300 000           | -10,1       |
|                                                                         |                                                             | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 196 872 078                                | 196 872 078           | 194 022 078                        | 194 022 078           | -2 850 000            | -1,4        | -2 850 000           | -1,4        |
|                                                                         |                                                             | <b>Total Prog. 2081</b>               | <b>272 985 609</b>                         | <b>272 985 609</b>    | <b>268 835 609</b>                 | <b>268 835 609</b>    | <b>-4 150 000</b>     | <b>-1,5</b> | <b>-4 150 000</b>    | <b>-1,5</b> |
|                                                                         | <b>Total Section 62</b>                                     |                                       | <b>29 079 185 042</b>                      | <b>29 079 185 042</b> | <b>30 658 824 779</b>              | <b>30 158 824 779</b> | <b>1 579 639 737</b>  | <b>5,4</b>  | <b>1 079 639 737</b> | <b>3,7</b>  |
| 63 Ministère de<br>l'économie numérique<br>et des<br>Télécommunications | 1026 Pilotage,<br>Coordination et Gestion<br>administrative | 2 Dépenses de personnel               | 283 960 380                                | 283 960 380           | 301 755 440                        | 301 755 440           | 17 795 060            | 6,3         | 17 795 060           | 6,3         |
|                                                                         |                                                             | 3 Acquisition de biens et services    | 187 214 333                                | 187 214 333           | 187 214 333                        | 187 214 333           | 0                     | 0           | 0                    | 0           |
|                                                                         |                                                             | 4 Transferts courants                 | 40 000 000                                 | 40 000 000            | 40 000 000                         | 40 000 000            | 0                     | 0           | 0                    | 0           |
|                                                                         |                                                             | <b>Total Prog. 1026</b>               | <b>511 174 713</b>                         | <b>511 174 713</b>    | <b>528 969 773</b>                 | <b>528 969 773</b>    | <b>17 795 060</b>     | <b>3,5</b>  | <b>17 795 060</b>    | <b>3,5</b>  |
|                                                                         | 2083 Economie<br>numérique                                  | 2 Dépenses de personnel               | 185 945 000                                | 185 945 000           | 185 945 000                        | 185 945 000           | 0                     | 0           | 0                    | 0           |
|                                                                         |                                                             | 3 Acquisition de biens et services    | 61 610 651                                 | 61 610 651            | 61 610 651                         | 61 610 651            | 0                     | 0           | 0                    | 0           |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget                                                             |                                                         |                                       | Source de financement                      |                |                                    |                | Catégories de dépense |       |                |       |
|--------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------------|----------------|------------------------------------|----------------|-----------------------|-------|----------------|-------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor                       |                                                         |                                       | Ressources internes et ressources externes |                |                                    |                | 1-2-3-4-5-6           |       |                |       |
| Ministère/Institution<br>(Section)                                 | Programme                                               | Catégorie dépense                     | Crédits inscrits en LFI 2022               |                | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                | ECART                 |       |                |       |
|                                                                    |                                                         |                                       | AE                                         | CP             | AE                                 | CP             | AE                    |       | CP             |       |
|                                                                    |                                                         | VAL ABS                               | %                                          | VAL ABS        | %                                  |                |                       |       |                |       |
| 63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications     | 2083 Economie numérique                                 | 4 Transferts courants                 | 3 750 000 000                              | 3 750 000 000  | 4 550 000 000                      | 4 550 000 000  | 800 000 000           | 21,3  | 800 000 000    | 21,3  |
|                                                                    |                                                         | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 13 844 495 635                             | 13 844 495 635 | 11 458 827 035                     | 9 458 827 035  | -2 385 668 600        | -17,2 | -4 385 668 600 | -31,7 |
|                                                                    |                                                         | 6 Transferts en capital               | 3 119 000 000                              | 3 119 000 000  | 2 619 000 000                      | 2 619 000 000  | -500 000 000          | -16,0 | -500 000 000   | -16,0 |
|                                                                    |                                                         | Total Prog. 2083                      | 20 961 051 286                             | 20 961 051 286 | 18 875 382 686                     | 16 875 382 686 | -2 085 668 600        | -10   | -4 085 668 600 | -19,5 |
|                                                                    | 2084 Secteur postal                                     | 2 Dépenses de personnel               | 31 479 000                                 | 31 479 000     | 31 479 000                         | 31 479 000     | 0                     | 0     | 0              | 0     |
|                                                                    |                                                         | 3 Acquisition de biens et services    | 17 901 689                                 | 17 901 689     | 17 901 689                         | 17 901 689     | 0                     | 0     | 0              | 0     |
|                                                                    |                                                         | 4 Transferts courants                 | 3 100 000 000                              | 3 100 000 000  | 3 100 000 000                      | 3 100 000 000  | 0                     | 0     | 0              | 0     |
|                                                                    |                                                         | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 264 999 792                                | 264 999 792    | 264 999 792                        | 264 999 792    | 0                     | 0     | 0              | 0     |
|                                                                    |                                                         | Total Prog. 2084                      | 3 414 380 481                              | 3 414 380 481  | 3 414 380 481                      | 3 414 380 481  | 0                     | 0     | 0              | 0     |
|                                                                    | Total Section 63                                        |                                       | 24 886 606 480                             | 24 886 606 480 | 22 818 732 940                     | 20 818 732 940 | -2 067 873 540        | -8,3  | -4 067 873 540 | -16,3 |
| 64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire | 1569 Pilotage, Coordination et Gestion administrative   | 2 Dépenses de personnel               | 244 596 380                                | 244 596 380    | 259 891 440                        | 259 891 440    | 15 295 060            | 6,3   | 15 295 060     | 6,3   |
|                                                                    |                                                         | 3 Acquisition de biens et services    | 486 775 701                                | 486 775 701    | 486 775 701                        | 486 775 701    | 0                     | 0     | 0              | 0     |
|                                                                    |                                                         | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 104 956 500                                | 104 956 500    | 104 956 500                        | 104 956 500    | 0                     | 0     | 0              | 0     |
|                                                                    |                                                         | Total Prog. 1569                      | 836 328 581                                | 836 328 581    | 851 623 641                        | 851 623 641    | 15 295 060            | 1,8   | 15 295 060     | 1,8   |
|                                                                    | 2102 Promotion de la microfinance                       | 2 Dépenses de personnel               | 23 838 000                                 | 23 838 000     | 23 838 000                         | 23 838 000     | 0                     | 0     | 0              | 0     |
|                                                                    |                                                         | 3 Acquisition de biens et services    | 57 179 350                                 | 57 179 350     | 57 179 350                         | 57 179 350     | 0                     | 0     | 0              | 0     |
|                                                                    |                                                         | 4 Transferts courants                 | 863 000 000                                | 863 000 000    | 1 563 000 000                      | 1 563 000 000  | 700 000 000           | 81,1  | 700 000 000    | 81,1  |
|                                                                    |                                                         | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 9 051 713 305                              | 9 051 713 305  | 9 138 713 305                      | 8 138 713 305  | 87 000 000            | 1     | -913 000 000   | -10,1 |
|                                                                    |                                                         | 6 Transferts en capital               | 791 249 514                                | 791 249 514    | 791 249 514                        | 791 249 514    | 0                     | 0     | 0              | 0     |
|                                                                    |                                                         | Total Prog. 2102                      | 10 786 980 169                             | 10 786 980 169 | 11 573 980 169                     | 10 573 980 169 | 787 000 000           | 7,3   | -213 000 000   | -2,0  |
|                                                                    | 2118 Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS) | 2 Dépenses de personnel               | 58 494 000                                 | 58 494 000     | 58 494 000                         | 58 494 000     | 0                     | 0     | 0              | 0     |
|                                                                    |                                                         | 3 Acquisition de biens et services    | 214 598 039                                | 214 598 039    | 214 598 039                        | 214 598 039    | 0                     | 0     | 0              | 0     |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget                                                                                            |                                                         |                                       | Source de financement                      |                |                                    |                | Catégories de dépense |      |               |      |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------------|----------------|------------------------------------|----------------|-----------------------|------|---------------|------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor                                                      |                                                         |                                       | Ressources internes et ressources externes |                |                                    |                | 1-2-3-4-5-6           |      |               |      |
| Ministère/Institution<br>(Section)                                                                | Programme                                               | Catégorie dépense                     | Crédits inscrits en LFI 2022               |                | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                | ECART                 |      |               |      |
|                                                                                                   |                                                         |                                       | AE                                         | CP             | AE                                 | CP             | AE                    |      | CP            |      |
|                                                                                                   |                                                         |                                       |                                            |                |                                    |                | VAL ABS               | %    | VAL ABS       | %    |
| 64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire                                | 2118 Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS) | 4 Transferts courants                 | 500 000 000                                | 500 000 000    | 800 000 000                        | 800 000 000    | 300 000 000           | 60   | 300 000 000   | 60   |
|                                                                                                   |                                                         | Total Prog. 2118                      | 773 092 039                                | 773 092 039    | 1 073 092 039                      | 1 073 092 039  | 300 000 000           | 38,8 | 300 000 000   | 38,8 |
|                                                                                                   | Total Section 64                                        |                                       | 12 396 400 789                             | 12 396 400 789 | 13 498 695 849                     | 12 498 695 849 | 1 102 295 060         | 8,9  | 102 295 060   | 0,8  |
| 65 Ministère des Collectivités Territoriales,du Développement et de l'Aménagement des Territoires | 1027 Pilotage, Coordination et Gestion administrative   | 2 Dépenses de personnel               | 300 902 000                                | 300 902 000    | 487 632 640                        | 487 632 640    | 186 730 640           | 62,1 | 186 730 640   | 62,1 |
|                                                                                                   |                                                         | 3 Acquisition de biens et services    | 217 139 980                                | 217 139 980    | 217 139 980                        | 217 139 980    | 0                     | 0    | 0             | 0    |
|                                                                                                   |                                                         | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 2 000 000 000                              | 300 000 000    | 2 000 000 000                      | 300 000 000    | 0                     | 0    | 0             | 0    |
|                                                                                                   |                                                         | 6 Transferts en capital               | 4 000 000 000                              | 4 000 000 000  | 7 000 000 000                      | 7 000 000 000  | 3 000 000 000         | 75   | 3 000 000 000 | 75   |
|                                                                                                   |                                                         | Total Prog. 1027                      | 6 518 041 980                              | 6 518 041 980  | 9 704 772 620                      | 8 004 772 620  | 3 186 730 640         | 48,9 | 3 186 730 640 | 48,9 |
|                                                                                                   | 2085 Cohérence territoriale                             | 2 Dépenses de personnel               | 55 748 000                                 | 55 748 000     | 55 748 000                         | 55 748 000     | 0                     | 0    | 0             | 0    |
|                                                                                                   |                                                         | 3 Acquisition de biens et services    | 32 445 369                                 | 32 445 369     | 32 445 369                         | 32 445 369     | 0                     | 0    | 0             | 0    |
|                                                                                                   |                                                         | 4 Transferts courants                 | 1 715 000 000                              | 1 715 000 000  | 1 715 000 000                      | 1 715 000 000  | 0                     | 0    | 0             | 0    |
|                                                                                                   |                                                         | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 24 520 624 247                             | 6 395 824 247  | 24 520 624 247                     | 6 395 824 247  | 0                     | 0    | 0             | 0    |
|                                                                                                   |                                                         | 6 Transferts en capital               | 14 886 356 036                             | 6 536 356 036  | 15 142 182 002                     | 6 792 182 002  | 255 825 966           | 1,7  | 255 825 966   | 3,9  |
|                                                                                                   | Total Prog. 2085                                        |                                       | 41 210 173 652                             | 41 210 173 652 | 41 465 999 618                     | 14 991 199 618 | 255 825 966           | 0,6  | 255 825 966   | 0,6  |
|                                                                                                   | 2086 Gouvernance territoriale                           | 2 Dépenses de personnel               | 504 135 000                                | 504 135 000    | 504 135 000                        | 504 135 000    | 0                     | 0    | 0             | 0    |
|                                                                                                   |                                                         | 3 Acquisition de biens et services    | 359 239 739                                | 359 239 739    | 378 239 739                        | 378 239 739    | 19 000 000            | 5,3  | 19 000 000    | 5,3  |
|                                                                                                   |                                                         | 4 Transferts courants                 | 900 000 000                                | 900 000 000    | 1 400 000 000                      | 1 400 000 000  | 500 000 000           | 55,6 | 500 000 000   | 55,6 |
|                                                                                                   |                                                         | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 1 597 476 266                              | 1 597 476 266  | 1 597 476 266                      | 1 597 476 266  | 0                     | 0    | 0             | 0    |
|                                                                                                   |                                                         | Total Prog. 2086                      | 3 360 851 005                              | 3 360 851 005  | 3 879 851 005                      | 3 879 851 005  | 519 000 000           | 15,4 | 519 000 000   | 15,4 |
|                                                                                                   | 2087 Financement du développement territorial           | 2 Dépenses de personnel               | 39 068 000                                 | 39 068 000     | 39 068 000                         | 39 068 000     | 0                     | 0    | 0             | 0    |
|                                                                                                   |                                                         | 3 Acquisition de biens et services    | 83 919 556                                 | 83 919 556     | 83 919 556                         | 83 919 556     | 0                     | 0    | 0             | 0    |
|                                                                                                   |                                                         | 4 Transferts courants                 | 33 725 000 000                             | 33 725 000 000 | 33 725 000 000                     | 33 725 000 000 | 0                     | 0    | 0             | 0    |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget                                                                                             |                                                                  |                                       | Source de financement                      |                 |                                    |                 | Catégories de dépense |      |                |      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------|------------------------------------|-----------------|-----------------------|------|----------------|------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor                                                       |                                                                  |                                       | Ressources internes et ressources externes |                 |                                    |                 | 1-2-3-4-5-6           |      |                |      |
| Ministère/Institution<br>(Section)                                                                 | Programme                                                        | Catégorie dépense                     | Crédits inscrits en LFI 2022               |                 | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                 | ECART                 |      |                |      |
|                                                                                                    |                                                                  |                                       | AE                                         | CP              | AE                                 | CP              | AE                    |      | CP             |      |
|                                                                                                    |                                                                  |                                       | VAL ABS                                    | %               | VAL ABS                            | %               |                       |      |                |      |
| 65 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires | 2087 Financement du développement territorial                    | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 72 112 150                                 | 72 112 150      | 72 112 150                         | 72 112 150      | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                                                                                    |                                                                  | 6 Transferts en capital               | 62 006 671 582                             | 62 006 671 582  | 64 828 060 036                     | 64 828 060 036  | 2 821 388 454         | 4,6  | 2 821 388 454  | 4,6  |
|                                                                                                    |                                                                  | Total Prog. 2087                      | 95 926 771 288                             | 95 926 771 288  | 98 748 159 742                     | 98 748 159 742  | 2 821 388 454         | 2,9  | 2 821 388 454  | 2,9  |
|                                                                                                    | Total Section 65                                                 |                                       | 147 015 837 925                            | 118 841 037 925 | 153 798 782 985                    | 125 623 982 985 | 6 782 945 060         | 4,6  | 6 782 945 060  | 5,7  |
| 68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement                                                       | 1028 Pilotage, Coordination et Gestion administrative            | 2 Dépenses de personnel               | 434 236 216                                | 434 236 216     | 492 341 356                        | 492 341 356     | 58 105 140            | 13,4 | 58 105 140     | 13,4 |
|                                                                                                    |                                                                  | 3 Acquisition de biens et services    | 205 217 782                                | 205 217 782     | 205 217 782                        | 205 217 782     | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                                                                                    |                                                                  | 4 Transferts courants                 | 1 600 000 000                              | 1 600 000 000   | 1 850 000 000                      | 1 850 000 000   | 250 000 000           | 15,6 | 250 000 000    | 15,6 |
|                                                                                                    |                                                                  | Total Prog. 1028                      | 2 239 453 998                              | 2 239 453 998   | 2 547 559 138                      | 2 547 559 138   | 308 105 140           | 13,8 | 308 105 140    | 13,8 |
|                                                                                                    | 2088 Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau         | 2 Dépenses de personnel               | 152 613 000                                | 152 613 000     | 152 613 000                        | 152 613 000     | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                                                                                    |                                                                  | 3 Acquisition de biens et services    | 65 227 691                                 | 65 227 691      | 65 227 691                         | 65 227 691      | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                                                                                    |                                                                  | 4 Transferts courants                 | 3 252 653 470                              | 3 252 653 470   | 3 252 653 470                      | 3 252 653 470   | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                                                                                    |                                                                  | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 48 209 566 343                             | 13 332 223 300  | 48 059 566 343                     | 13 182 223 300  | -150 000 000          | -0,3 | -150 000 000   | -1,1 |
|                                                                                                    |                                                                  | 6 Transferts en capital               | 350 000 000                                | 350 000 000     | 350 000 000                        | 350 000 000     | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                                                                                    |                                                                  | Total Prog. 2088                      | 52 030 060 504                             | 52 030 060 504  | 51 880 060 504                     | 17 002 717 461  | -150 000 000          | -0,3 | -150 000 000   | -0,3 |
|                                                                                                    | 2089 Programme d'Accès à l'Eau Potable                           | 2 Dépenses de personnel               | 220 449 000                                | 220 449 000     | 220 449 000                        | 220 449 000     | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                                                                                    |                                                                  | 3 Acquisition de biens et services    | 217 948 304                                | 217 948 304     | 217 948 304                        | 217 948 304     | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                                                                                    |                                                                  | 4 Transferts courants                 | 1 700 000 000                              | 1 700 000 000   | 1 700 000 000                      | 1 700 000 000   | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                                                                                    |                                                                  | 5 Investissements exécutés par l'Etat | 194 793 767 440                            | 32 525 999 158  | 192 593 767 440                    | 30 325 999 158  | -2 200 000 000        | -1,1 | -2 200 000 000 | -6,8 |
|                                                                                                    |                                                                  | 6 Transferts en capital               | 8 675 000 000                              | 8 675 000 000   | 11 875 000 000                     | 11 875 000 000  | 3 200 000 000         | 36,9 | 3 200 000 000  | 36,9 |
|                                                                                                    |                                                                  | Total Prog. 2089                      | 205 607 164 744                            | 205 607 164 744 | 206 607 164 744                    | 44 339 396 462  | 1 000 000 000         | 0,5  | 1 000 000 000  | 0,5  |
|                                                                                                    | 2090 Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales | 2 Dépenses de personnel               | 277 200 800                                | 277 200 800     | 277 200 800                        | 277 200 800     | 0                     | 0    | 0              | 0    |
|                                                                                                    |                                                                  | 3 Acquisition de biens et services    | 171 095 000                                | 171 095 000     | 171 095 000                        | 171 095 000     | 0                     | 0    | 0              | 0    |

Le Système Support du Budget Programme (SYSBUDGEP) - SENEGAL



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget                                                                           |                                                                                         |                                                             | Source de financement                      |                 |                                    |                 | Catégories de dépense |            |                |            |
|----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------|------------------------------------|-----------------|-----------------------|------------|----------------|------------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor                                     |                                                                                         |                                                             | Ressources internes et ressources externes |                 |                                    |                 | 1-2-3-4-5-6           |            |                |            |
| Ministère/Institution<br>(Section)                                               | Programme                                                                               | Catégorie dépense                                           | Crédits inscrits en LFI 2022               |                 | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                 | ECART                 |            |                |            |
|                                                                                  |                                                                                         |                                                             | AE                                         | CP              | AE                                 | CP              | AE                    |            | CP             |            |
| 68 Ministère de l'Eau<br>et de l'assainissement                                  | 2090 Programme<br>d'Assainissement et de<br>Gestion des Eaux<br>Pluviales               | 5 Investissements<br>exécutés par l'Etat                    | 204 612 962 052                            | 52 576 431 523  | 205 612 962 052                    | 47 576 431 523  | 1 000 000 000         | 0,5        | -5 000 000 000 | -9,5       |
|                                                                                  |                                                                                         | 6 Transferts en capital                                     | 12 518 713 000                             | 12 518 713 000  | 14 786 979 000                     | 14 786 979 000  | 2 268 266 000         | 18,1       | 2 268 266 000  | 18,1       |
|                                                                                  |                                                                                         | Total Prog. 2090                                            | 217 579 970 852                            | 217 579 970 852 | 220 848 236 852                    | 62 811 706 323  | 3 268 266 000         | 1,5        | -2 731 734 000 | -1,3       |
|                                                                                  | Total Section 68                                                                        |                                                             | 477 456 650 098                            | 128 275 008 244 | 481 883 021 238                    | 126 701 379 384 | 4 426 371 140         | 0,9        | -1 573 628 860 | -1,2       |
| 71 Ministère de<br>l'Artisanat et de la<br>Transformation du<br>Secteur informel | 1570 Pilotage,<br>Coordination et Gestion<br>administrative                             | 2 Dépenses de personnel                                     | 111 307 000                                | 111 307 000     | 119 572 020                        | 119 572 020     | 8 265 020             | 7,4        | 8 265 020      | 7,4        |
|                                                                                  |                                                                                         | 3 Acquisition de biens et<br>services                       | 360 585 500                                | 360 585 500     | 360 585 500                        | 360 585 500     | 0                     | 0          | 0              | 0          |
|                                                                                  |                                                                                         | Total Prog. 1570                                            | 471 892 500                                | 471 892 500     | 480 157 520                        | 480 157 520     | 8 265 020             | 1,8        | 8 265 020      | 1,8        |
|                                                                                  | 2121 Développement de<br>l'artisanat                                                    | 2 Dépenses de personnel                                     | 163 424 000                                | 163 424 000     | 163 424 000                        | 163 424 000     | 0                     | 0          | 0              | 0          |
|                                                                                  |                                                                                         | 3 Acquisition de biens et<br>services                       | 61 345 000                                 | 61 345 000      | 61 345 000                         | 61 345 000      | 0                     | 0          | 0              | 0          |
|                                                                                  |                                                                                         | 4 Transferts courants                                       | 1 374 712 200                              | 1 374 712 200   | 1 574 712 200                      | 1 574 712 200   | 200 000 000           | 14,5       | 200 000 000    | 14,5       |
|                                                                                  |                                                                                         | 5 Investissements<br>exécutés par l'Etat                    | 650 000 000                                | 650 000 000     | 650 000 000                        | 650 000 000     | 0                     | 0          | 0              | 0          |
|                                                                                  |                                                                                         | 6 Transferts en capital                                     | 3 000 000 000                              | 3 000 000 000   | 3 000 000 000                      | 3 000 000 000   | 0                     | 0          | 0              | 0          |
|                                                                                  |                                                                                         | Total Prog. 2121                                            | 5 249 481 200                              | 5 249 481 200   | 5 449 481 200                      | 5 449 481 200   | 200 000 000           | 3,8        | 200 000 000    | 3,8        |
|                                                                                  | 2122 Transformation<br>Encadrement Economie<br>informelle                               | 3 Acquisition de biens et<br>services                       | 52 000 000                                 | 52 000 000      | 52 000 000                         | 52 000 000      | 0                     | 0          | 0              | 0          |
|                                                                                  |                                                                                         | 5 Investissements<br>exécutés par l'Etat                    | 300 000 000                                | 300 000 000     | 300 000 000                        | 300 000 000     | 0                     | 0          | 0              | 0          |
|                                                                                  |                                                                                         | Total Prog. 2122                                            | 352 000 000                                | 352 000 000     | 352 000 000                        | 352 000 000     | 0                     | 0          | 0              | 0          |
|                                                                                  | Total Section 71                                                                        |                                                             | 6 073 373 700                              | 6 073 373 700   | 6 281 638 720                      | 6 281 638 720   | 208 265 020           | 3,4        | 208 265 020    | 3,4        |
|                                                                                  | 75 Ministère de<br>l'Enseignement<br>Supérieur de la<br>Recherche et de<br>l'Innovation | 1029 Pilotage, Gestion et<br>Coordination<br>administrative | 2 Dépenses de personnel                    | 401 942 800     | 401 942 800                        | 492 373 040     | 492 373 040           | 90 430 240 | 22,5           | 90 430 240 |
| 3 Acquisition de biens et<br>services                                            |                                                                                         |                                                             | 3 896 408 187                              | 3 896 408 187   | 4 996 408 187                      | 4 996 408 187   | 1 100 000 000         | 28,2       | 1 100 000 000  | 28,2       |
| 4 Transferts courants                                                            |                                                                                         |                                                             | 340 000 000                                | 340 000 000     | 200 000 000                        | 200 000 000     | -140 000 000          | -41,2      | -140 000 000   | -41,2      |
| Total Prog. 1029                                                                 |                                                                                         |                                                             | 4 638 350 987                              | 4 638 350 987   | 5 688 781 227                      | 5 688 781 227   | 1 050 430 240         | 22,6       | 1 050 430 240  | 22,6       |
| 2091 Education<br>supérieure                                                     |                                                                                         | 2 Dépenses de personnel                                     | 112 005 820                                | 112 005 820     | 112 005 820                        | 112 005 820     | 0                     | 0          | 0              | 0          |
|                                                                                  |                                                                                         | 3 Acquisition de biens et<br>services                       | 220 834 748                                | 220 834 748     | 220 834 748                        | 220 834 748     | 0                     | 0          | 0              | 0          |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget                                                                      |                                          |                                                       | Source de financement                      |                 |                                    |                 | Catégories de dépense |            |                |            |     |
|-----------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|-------------------------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------|------------------------------------|-----------------|-----------------------|------------|----------------|------------|-----|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor                                |                                          |                                                       | Ressources internes et ressources externes |                 |                                    |                 | 1-2-3-4-5-6           |            |                |            |     |
| Ministère/Institution<br>(Section)                                          | Programme                                | Catégorie dépense                                     | Crédits inscrits en LFI 2022               |                 | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                 | ECART                 |            |                |            |     |
|                                                                             |                                          |                                                       | AE                                         | CP              | AE                                 | CP              | AE                    |            | CP             |            |     |
|                                                                             |                                          |                                                       |                                            |                 |                                    |                 | VAL ABS               | %          | VAL ABS        | %          |     |
| 75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation | 2091 Education supérieure                | 4 Transferts courants                                 | 82 855 201 844                             | 82 855 201 844  | 89 673 740 598                     | 89 673 740 598  | 6 818 538 754         | 8,2        | 6 818 538 754  | 8,2        |     |
|                                                                             |                                          | 5 Investissements exécutés par l'Etat                 | 65 755 356 226                             | 21 214 149 770  | 75 275 167 550                     | 25 533 961 094  | 9 519 811 324         | 14,5       | 4 319 811 324  | 20,4       |     |
|                                                                             |                                          | 6 Transferts en capital                               | 36 033 111 712                             | 36 033 111 712  | 40 143 716 201                     | 40 143 716 201  | 4 110 604 489         | 11,4       | 4 110 604 489  | 11,4       |     |
|                                                                             |                                          | Total Prog. 2091                                      | 184 976 510 350                            | 184 976 510 350 | 205 425 464 917                    | 155 684 258 461 | 20 448 954 567        | 11,1       | 15 248 954 567 | 8,2        |     |
|                                                                             | 2092 OEuvres sociales universitaires     | 2 Dépenses de personnel                               | 48 780 300                                 | 48 780 300      | 48 780 300                         | 48 780 300      | 0                     | 0          | 0              | 0          |     |
|                                                                             |                                          | 3 Acquisition de biens et services                    | 133 999 989                                | 133 999 989     | 133 999 989                        | 133 999 989     | 0                     | 0          | 0              | 0          |     |
|                                                                             |                                          | 4 Transferts courants                                 | 85 798 337 000                             | 85 798 337 000  | 93 298 337 000                     | 93 298 337 000  | 7 500 000 000         | 8,7        | 7 500 000 000  | 8,7        |     |
|                                                                             |                                          | 5 Investissements exécutés par l'Etat                 | 79 289 189 505                             | 14 132 189 505  | 75 892 129 505                     | 10 735 129 505  | -3 397 060 000        | -4,3       | -3 397 060 000 | -24,0      |     |
|                                                                             |                                          | 6 Transferts en capital                               | 13 000 000 000                             | 13 000 000 000  | 13 000 000 000                     | 13 000 000 000  | 0                     | 0          | 0              | 0          |     |
|                                                                             |                                          | Total Prog. 2092                                      | 178 270 306 794                            | 178 270 306 794 | 182 373 246 794                    | 117 216 246 794 | 4 102 940 000         | 2,3        | 4 102 940 000  | 2,3        |     |
|                                                                             | Total Section 75                         |                                                       | 367 885 168 131                            | 258 186 961 675 | 393 487 492 938                    | 278 589 286 482 | 25 602 324 807        | 7,0        | 20 402 324 807 | 7,9        |     |
|                                                                             | 83 Ministère des Mines et de la Géologie | 1566 Pilotage, Coordination et Gestion administrative | 2 Dépenses de personnel                    | 250 854 000     | 250 854 000                        | 266 516 550     | 266 516 550           | 15 662 550 | 6,2            | 15 662 550 | 6,2 |
|                                                                             |                                          |                                                       | 3 Acquisition de biens et services         | 212 648 579     | 212 648 579                        | 219 391 679     | 219 391 679           | 6 743 100  | 3,2            | 6 743 100  | 3,2 |
| 4 Transferts courants                                                       |                                          |                                                       | 818 000 000                                | 818 000 000     | 718 000 000                        | 718 000 000     | -100 000 000          | -12,2      | -100 000 000   | -12,2      |     |
| 5 Investissements exécutés par l'Etat                                       |                                          |                                                       | 281 850 000                                | 281 850 000     | 480 869 900                        | 480 869 900     | 199 019 900           | 70,6       | 199 019 900    | 70,6       |     |
| Total Prog. 1566                                                            |                                          |                                                       | 1 563 352 579                              | 1 563 352 579   | 1 684 778 129                      | 1 684 778 129   | 121 425 550           | 7,8        | 121 425 550    | 7,8        |     |
| 2115 Mines                                                                  |                                          | 2 Dépenses de personnel                               | 132 898 000                                | 132 898 000     | 132 898 000                        | 132 898 000     | 0                     | 0          | 0              | 0          |     |
|                                                                             |                                          | 3 Acquisition de biens et services                    | 223 045 084                                | 223 045 084     | 223 045 084                        | 223 045 084     | 0                     | 0          | 0              | 0          |     |
|                                                                             |                                          | 4 Transferts courants                                 | 200 000 000                                | 200 000 000     | 350 000 000                        | 350 000 000     | 150 000 000           | 75         | 150 000 000    | 75         |     |
|                                                                             |                                          | 5 Investissements exécutés par l'Etat                 | 200 000 000                                | 200 000 000     | 200 000 000                        | 200 000 000     | 0                     | 0          | 0              | 0          |     |
|                                                                             |                                          | 6 Transferts en capital                               | 3 700 000 000                              | 3 700 000 000   | 3 000 000 000                      | 3 000 000 000   | -700 000 000          | -18,9      | -700 000 000   | -18,9      |     |
|                                                                             |                                          | Total Prog. 2115                                      | 4 455 943 084                              | 4 455 943 084   | 3 905 943 084                      | 3 905 943 084   | -550 000 000          | -12,3      | -550 000 000   | -12,3      |     |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget                                                                          |                                             |                                                         | Source de financement                      |                |                                    |                | Catégories de dépense |       |                |       |
|---------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------------------|--------------------------------------------|----------------|------------------------------------|----------------|-----------------------|-------|----------------|-------|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor                                    |                                             |                                                         | Ressources internes et ressources externes |                |                                    |                | 1-2-3-4-5-6           |       |                |       |
| Ministère/Institution<br>(Section)                                              | Programme                                   | Catégorie dépense                                       | Crédits inscrits en LFI 2022               |                | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                | ECART                 |       |                |       |
|                                                                                 |                                             |                                                         | AE                                         | CP             | AE                                 | CP             | AE                    |       | CP             |       |
|                                                                                 |                                             |                                                         |                                            |                |                                    |                | VAL ABS               | %     | VAL ABS        | %     |
| 83 Ministère des Mines et de la Géologie                                        | 2116 Géologie                               | 2 Dépenses de personnel                                 | 41 440 000                                 | 41 440 000     | 41 440 000                         | 41 440 000     | 0                     | 0     | 0              | 0     |
|                                                                                 |                                             | 3 Acquisition de biens et services                      | 31 160 039                                 | 31 160 039     | 31 160 039                         | 31 160 039     | 0                     | 0     | 0              | 0     |
|                                                                                 |                                             | 4 Transferts courants                                   | 906 630 000                                | 906 630 000    | 906 630 000                        | 906 630 000    | 0                     | 0     | 0              | 0     |
|                                                                                 |                                             | 5 Investissements exécutés par l'Etat                   | 535 481 000                                | 535 481 000    | 580 151 000                        | 580 151 000    | 44 670 000            | 8,3   | 44 670 000     | 8,3   |
|                                                                                 |                                             | Total Prog. 2116                                        | 1 514 711 039                              | 1 514 711 039  | 1 559 381 039                      | 1 559 381 039  | 44 670 000            | 2,9   | 44 670 000     | 2,9   |
|                                                                                 | Total Section 83                            |                                                         | 7 534 006 702                              | 7 534 006 702  | 7 150 102 252                      | 7 150 102 252  | -383 904 450          | -5,1  | -383 904 450   | -5,1  |
| 84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale | 1035 COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE | 2 Dépenses de personnel                                 | 336 204 000                                | 336 204 000    | 436 561 810                        | 436 561 810    | 100 357 810           | 29,9  | 100 357 810    | 29,9  |
|                                                                                 |                                             | 3 Acquisition de biens et services                      | 366 609 732                                | 366 609 732    | 366 609 732                        | 366 609 732    | 0                     | 0     | 0              | 0     |
|                                                                                 |                                             | 4 Transferts courants                                   | 215 000 000                                | 215 000 000    | 415 000 000                        | 415 000 000    | 200 000 000           | 93,0  | 200 000 000    | 93,0  |
|                                                                                 |                                             | 5 Investissements exécutés par l'Etat                   | 125 000 000                                | 125 000 000    | 125 000 000                        | 125 000 000    | 0                     | 0     | 0              | 0     |
|                                                                                 |                                             | Total Prog. 1035                                        | 1 042 813 732                              | 1 042 813 732  | 1 343 171 542                      | 1 343 171 542  | 300 357 810           | 28,8  | 300 357 810    | 28,8  |
|                                                                                 |                                             | 2105 DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE | 2 Dépenses de personnel                    | 242 747 000    | 242 747 000                        | 242 747 000    | 242 747 000           | 0     | 0              | 0     |
|                                                                                 | 3 Acquisition de biens et services          |                                                         | 168 793 711                                | 168 793 711    | 168 793 711                        | 168 793 711    | 0                     | 0     | 0              | 0     |
|                                                                                 | 5 Investissements exécutés par l'Etat       |                                                         | 13 500 000 000                             | 13 500 000 000 | 11 500 000 000                     | 11 500 000 000 | -2 000 000 000        | -14,8 | -2 000 000 000 | -14,8 |
|                                                                                 | 6 Transferts en capital                     |                                                         | 48 385 514 286                             | 48 385 514 286 | 49 385 514 286                     | 49 385 514 286 | 1 000 000 000         | 2,1   | 1 000 000 000  | 2,1   |
|                                                                                 | Total Prog. 2105                            |                                                         | 62 297 054 997                             | 62 297 054 997 | 61 297 054 997                     | 61 297 054 997 | -1 000 000 000        | -1,6  | -1 000 000 000 | -1,6  |
|                                                                                 | 2108 EQUITE SOCIALE                         |                                                         | 2 Dépenses de personnel                    | 30 542 000     | 30 542 000                         | 30 542 000     | 30 542 000            | 0     | 0              | 0     |
|                                                                                 |                                             | 3 Acquisition de biens et services                      | 27 047 522                                 | 27 047 522     | 27 047 522                         | 27 047 522     | 0                     | 0     | 0              | 0     |
|                                                                                 |                                             | 4 Transferts courants                                   | 23 800 000 000                             | 23 800 000 000 | 24 500 000 000                     | 24 500 000 000 | 700 000 000           | 2,9   | 700 000 000    | 2,9   |
|                                                                                 |                                             | 5 Investissements exécutés par l'Etat                   | 3 560 000 000                              | 3 560 000 000  | 3 560 000 000                      | 3 560 000 000  | 0                     | 0     | 0              | 0     |
|                                                                                 |                                             | 6 Transferts en capital                                 | 35 500 000 000                             | 35 500 000 000 | 35 500 000 000                     | 35 500 000 000 | 0                     | 0     | 0              | 0     |
|                                                                                 |                                             | Total Prog. 2108                                        | 62 917 589 522                             | 62 917 589 522 | 63 617 589 522                     | 63 617 589 522 | 700 000 000           | 1,1   | 700 000 000    | 1,1   |
| Le Système Support du Budget Programme (SYSBUDGEP) - SENEGAL                    |                                             |                                                         |                                            |                |                                    |                |                       |       |                |       |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

## TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

| Budget                                                                          |                  |                   | Source de financement                      |                   |                                    |                   | Catégories de dépense |      |                 |     |
|---------------------------------------------------------------------------------|------------------|-------------------|--------------------------------------------|-------------------|------------------------------------|-------------------|-----------------------|------|-----------------|-----|
| Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor                                    |                  |                   | Ressources internes et ressources externes |                   |                                    |                   | 1-2-3-4-5-6           |      |                 |     |
| Ministère/Institution<br>(Section)                                              | Programme        | Catégorie dépense | Crédits inscrits en LFI 2022               |                   | Projet LFR 2022 - Crédits inscrits |                   | ECART                 |      |                 |     |
|                                                                                 |                  |                   |                                            |                   |                                    |                   | AE                    |      | CP              |     |
|                                                                                 |                  |                   | AE                                         | CP                | AE                                 | CP                | VAL ABS               | %    | VAL ABS         | %   |
| 84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale | Total Section 84 |                   | 126 257 458 251                            | 126 257 458 251   | 126 257 816 061                    | 126 257 816 061   | 357 810               | 0    | 357 810         | 0   |
| TOTAL GENERAL                                                                   |                  |                   | 6 729 138 834 965                          | 4 394 715 000 000 | 7 675 613 450 524                  | 4 702 909 116 825 | 946 474 615 559       | 14,1 | 308 194 116 825 | 7,0 |

#### ANNEXE IV : DEFICIT STANDARD

| En milliards de FCFA                        | LFR 2022       |        | % PIB          |
|---------------------------------------------|----------------|--------|----------------|
| <b>Ressources</b>                           | <b>3498,1</b>  |        |                |
| Recettes ordinaires hors dons               | <b>3232,1</b>  |        |                |
| recettes fiscales                           |                | 3052,1 |                |
| recettes non fiscales                       |                | 180,0  |                |
| Recettes exceptionnelles                    |                | 0,00   |                |
| <b>Dons budgétaires</b>                     | <b>46,0</b>    |        |                |
| <b>Ressources externes</b>                  | <b>220,0</b>   |        |                |
| Tirages sur subventions                     |                | 220,0  |                |
| <b>Charges</b>                              | <b>4553,2</b>  |        |                |
| Dette publique (intérêt + commissions)      |                | 350,0  |                |
| Intérêts et commission dette extérieure     |                | 240,5  |                |
| Intérêts et commission dette intérieure     |                | 109,5  |                |
| Dépenses de personnel                       |                | 1037,0 |                |
| Autres dépenses courantes                   |                | 1412,4 |                |
| Dépenses en capital sur ressources internes |                | 1018,8 |                |
| Dépenses en capital sur ressources externes |                | 735,0  |                |
|                                             |                |        |                |
| Prêts rétrocédés                            |                |        |                |
| <b>DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL</b>            | <b>-1055,1</b> |        | <b>-6,23%</b>  |
| <b>PIB 2022</b>                             |                |        | <b>16922,4</b> |

## ANNEXE V : RESERVES DE GESTION ET DE PRECAUTION

| LIBELLE SECTION                                                              | LIBELLE CHAPITRE                                                                                                | MONTANT               |
|------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| CHARGES COMMUNES                                                             | RESERVE DE GESTION INVESTISSEMENT                                                                               | 15 000 000 000        |
| CHARGES COMMUNES                                                             | RESERVE DE GESTION FONCTIONNEMENT                                                                               | 15 000 000 000        |
| Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime                              | TRAVAUX DE REHABILITATION DES SIX VEGETTES                                                                      | 1 500 000 000         |
| Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement | ENTRETIEN ROUTIER                                                                                               | 10 000 000 000        |
| Ministère du Pétrole et des Energies                                         | PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE : MATAM - RANEROU- GOUDIRY                                                      | 900 000 000           |
| Ministère du Pétrole et des Energies                                         | SECOND COMPACT MCA SENEGAL/ENERGIE                                                                              | 2 000 000 000         |
| l'Aménagement des Territoires                                                | PROJET DE RELEVEMENT D'URGENCE ET DE RESILIENCE A SAINT-LOUIS                                                   | 700 000 000           |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation     | PROGRAMME DE CONSTRUCTION INFRASTRUCTURES UNIVERSITAIRES                                                        | 2 000 000 000         |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation     | PROJET DE CONSTRUCTION DE RESIDENCES UNIVERSITAIRES                                                             | 1 750 000 000         |
| Ministère des Forces Armées                                                  | PROJET DE RENFORCEMENT DES MOYENS DE LA DEFENSE NATIONALE "GAINDE 1"                                            | 5 000 000 000         |
| Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement | PROJET DE REHABILITATION DE LA ROUTE LOUGA-DAHRA                                                                | 3 000 000 000         |
| Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement | PROJET D'ENTRETIEN ET REHABILITATION DES PISTES PAR LA TECHNOLOGIE "PROBASE"                                    | 2 000 000 000         |
| Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural                          | DEVELOPPEMENT AGRICOLE EN TIERS SUD                                                                             | 2 000 000 000         |
| Ministère du Pétrole et des Energies                                         | PROJET D'APPUI A L'ACCES A L'ELECTRICITE (PAMACEL)                                                              | 3 150 000 000         |
| Ministère du Pétrole et des Energies                                         | PROJET D'ELECTRIFICATION DE 177 VILLAGES PAR DES MINI CENTRALES PHOTOVOLTAIQUES SOLAIRES                        | 2 000 000 000         |
| Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie   | PROJET DE MISE EN PLACE D'UN AGROPOLE AU SUD                                                                    | 2 000 000 000         |
| Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants | PROJET INVESTIR DANS PREMIERES ANNEES POUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN AU SENEGAL (PIPADHS)                         | 4 000 000 000         |
| Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications                  | SMART SENEGAL                                                                                                   | 2 000 000 000         |
| Ministère de l'Eau et de l'assainissement                                    | PROJET D'ASSAINISSEMENT DE LA ZONE NORD DE DAKAR                                                                | 2 000 000 000         |
| Ministère de l'Eau et de l'assainissement                                    | PROJET EAU ET ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL (PEAMIR)                                                           | 3 000 000 000         |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation     | PROJET DE CONSTRUCTION DE RESIDENCES UNIVERSITAIRES / UNIVERSITES DE THIES - SINE SALOUM - BAMBEY ET ZIGUINCHOR | 1 000 000 000         |
| <b>TOTAL</b>                                                                 |                                                                                                                 | <b>80 000 000 000</b> |

## ANNEXE VI : SERVICE PREVISIONNEL DE LA DETTE

**En milliards FCFA**

| TYPES DE DETTE                                    | TOTAL 2022    |               |                 |
|---------------------------------------------------|---------------|---------------|-----------------|
|                                                   | Principal     | I & C         | Total           |
| <b>MULTILATERAUX</b>                              | <b>146,50</b> | <b>48,89</b>  | <b>195,39</b>   |
| IDA/BIRD                                          | 35,31         | 19,00         | 54,31           |
| BEI/FED                                           | 2,05          | 2,24          | 4,29            |
| BAD/FAD                                           | 16,71         | 6,25          | 22,96           |
| OPEP/BADEA/BID                                    | 38,90         | 7,39          | 46,29           |
| AUTRES                                            | 53,53         | 14,00         | 67,53           |
|                                                   |               |               |                 |
| <b>BILATERAUX</b>                                 | <b>166,85</b> | <b>53,20</b>  | <b>220,05</b>   |
| PAYS DE L'OCDE                                    | 52,44         | 13,74         | 66,18           |
| PAYS ARABES                                       | 15,56         | 3,83          | 19,39           |
| AUTRES                                            | 98,85         | 35,63         | 134,48          |
|                                                   |               |               |                 |
| <b>CREDITS A L'EXPORTATION</b>                    | <b>71,12</b>  | <b>8,90</b>   | <b>80,02</b>    |
|                                                   |               |               |                 |
| <b>COMMERCIALE</b>                                | <b>99,67</b>  | <b>136,73</b> | <b>236,40</b>   |
| EUROBOND                                          | 70,74         | 132,50        | 203,24          |
| CREDIT SUISSE                                     | 0,00          | 0,00          | 0,00            |
| AFREXIMBANK                                       | 16,40         | 2,43          | 18,83           |
| SCBANK                                            | 12,53         | 1,80          | 14,33           |
|                                                   |               |               |                 |
| <b>TOTAL dette extérieure HORS PPTE/IADM</b>      | <b>484,14</b> | <b>247,72</b> | <b>731,86</b>   |
| Rachat DTS FMI                                    | 0,00          | 3,23          | 3,23            |
| Autres Emprunts LT                                | 8,07          | 1,50          | 9,57            |
| Obligations du Trésor par Adjudication            | 212,10        | 86,70         | 298,80          |
| Bons du Trésor par Adjudication                   | 105,00        | 0,00          | 105,00          |
| Obligations du trésor par les sukuk               | 25,00         | 7,27          | 32,27           |
| Obligations par Appel Public à L'Epargne          | 19,50         | 3,58          | 23,08           |
|                                                   |               |               |                 |
| <b>TOTAL dette intérieure</b>                     | <b>369,66</b> | <b>102,28</b> | <b>471,94</b>   |
| <b>TOTAL GENERAL SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE</b> | <b>853,80</b> | <b>350,00</b> | <b>1 203,80</b> |

# ANNEXE VII : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE DU BUDGET GENERAL



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

| Budget Général                                                                   |                                                  | Ressources internes et ressources externes |                                  |                |                     |                |                                     |                 |                       |                 |                   |                 |
|----------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|--------------------------------------------|----------------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------------------------------|-----------------|-----------------------|-----------------|-------------------|-----------------|
| Classification administrative<br>Section (Ministère ou Institution)              | Classification Economique - Catégorie de dépense |                                            |                                  |                |                     |                |                                     |                 |                       |                 |                   |                 |
|                                                                                  | Charges financières dette                        | Dépenses de personnel                      | Acquisition de biens et services |                | Transferts courants |                | Investissements exécutés par l'Etat |                 | Transferts en capital |                 | Total             |                 |
|                                                                                  | AE/CP                                            | AE/CP                                      | AE                               | CP             | AE                  | CP             | AE                                  | CP              | AE                    | CP              | AE                | CP              |
| 10 Dette Publique                                                                | 350 000 000 000                                  | 0                                          | 0                                | 0              | 0                   | 0              | 0                                   | 0               | 0                     | 0               | 350 000 000 000   | 350 000 000 000 |
| 21 Présidence de la République                                                   | 0                                                | 11 695 118 039                             | 7 685 872 799                    | 7 685 872 799  | 45 987 387 870      | 45 987 387 870 | 1 581 166 714                       | 614 077 501     | 14 702 006 287        | 14 702 006 287  | 81 651 551 709    | 80 684 462 496  |
| 22 Assemblée Nationale                                                           | 0                                                | 0                                          | 0                                | 0              | 17 265 015 137      | 17 265 015 137 | 0                                   | 0               | 0                     | 0               | 17 265 015 137    | 17 265 015 137  |
| 24 Conseil Economique Social et Environnemental                                  | 0                                                | 0                                          | 0                                | 0              | 7 541 040 284       | 7 541 040 284  | 0                                   | 0               | 0                     | 0               | 7 541 040 284     | 7 541 040 284   |
| 25 Conseil Constitutionnel                                                       | 0                                                | 633 583 600                                | 0                                | 0              | 600 000 000         | 600 000 000    | 0                                   | 0               | 0                     | 0               | 1 233 583 600     | 1 233 583 600   |
| 27 Cour Suprême                                                                  | 0                                                | 1 052 252 000                              | 0                                | 0              | 1 454 530 000       | 1 454 530 000  | 0                                   | 0               | 0                     | 0               | 2 506 782 000     | 2 506 782 000   |
| 28 Cour des Comptes                                                              | 0                                                | 2 434 204 530                              | 0                                | 0              | 5 981 253 695       | 5 981 253 695  | 0                                   | 0               | 1 025 555 441         | 1 025 555 441   | 9 441 013 666     | 9 441 013 666   |
| 29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales                                  | 0                                                | 0                                          | 0                                | 0              | 6 300 000 000       | 6 300 000 000  | 0                                   | 0               | 2 250 000 000         | 2 250 000 000   | 8 550 000 000     | 8 550 000 000   |
| 30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)                                     | 0                                                | 3 887 956 000                              | 4 171 138 296                    | 4 171 138 296  | 6 912 924 496       | 6 912 924 496  | 5 665 251 224                       | 5 665 251 224   | 16 414 539 867        | 10 441 943 500  | 37 051 809 883    | 31 079 213 516  |
| 31 Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur            | 0                                                | 25 529 709 991                             | 34 927 852 949                   | 34 927 852 949 | 5 595 929 750       | 5 595 929 750  | 3 302 675 277                       | 3 302 675 277   | 1 250 000 000         | 1 250 000 000   | 70 606 167 967    | 70 606 167 967  |
| 32 Ministère des Forces Armées                                                   | 0                                                | 136 844 895 165                            | 58 847 982 515                   | 58 847 982 515 | 6 510 000 000       | 6 510 000 000  | 111 017 925 969                     | 40 894 635 140  | 122 146 425 618       | 27 082 621 000  | 435 367 229 267   | 270 180 133 820 |
| 33 Ministère de l'Intérieur                                                      | 0                                                | 75 511 444 842                             | 28 232 898 613                   | 28 232 898 613 | 32 446 372 808      | 32 446 372 808 | 158 279 866 482                     | 11 955 132 546  | 14 161 718 698        | 14 161 718 698  | 308 632 301 443   | 162 307 567 507 |
| 34 Ministère de la Justice                                                       | 0                                                | 24 803 506 506                             | 12 616 477 029                   | 12 616 477 029 | 7 072 000 000       | 7 072 000 000  | 7 511 439 024                       | 7 511 439 024   | 26 700 000 000        | 26 700 000 000  | 78 703 422 559    | 78 703 422 559  |
| 35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public                 | 0                                                | 1 675 559 310                              | 1 501 515 182                    | 1 501 515 182  | 645 000 000         | 645 000 000    | 2 898 236 490                       | 2 138 139 600   | 0                     | 0               | 6 720 310 982     | 5 960 214 092   |
| 37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institution | 0                                                | 1 376 048 310                              | 2 019 303 614                    | 2 019 303 614  | 1 450 000 000       | 1 450 000 000  | 1 050 000 000                       | 1 050 000 000   | 0                     | 0               | 5 895 351 924     | 5 895 351 924   |
| 40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime                               | 0                                                | 1 216 907 060                              | 642 519 275                      | 642 519 275    | 10 334 138 977      | 10 334 138 977 | 105 728 208 128                     | 26 432 610 814  | 2 808 833 000         | 2 808 833 000   | 120 730 606 440   | 41 435 009 126  |
| 41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclaver     | 0                                                | 779 137 462                                | 1 065 574 795                    | 1 065 574 795  | 14 860 000 000      | 14 860 000 000 | 768 169 017 691                     | 157 407 310 017 | 259 305 426 126       | 112 047 507 566 | 1 044 179 156 074 | 286 159 529 840 |
| 42 Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural                           | 0                                                | 2 147 044 770                              | 1 469 900 774                    | 1 469 900 774  | 27 179 963 200      | 27 179 963 200 | 369 038 584 566                     | 84 660 894 219  | 64 056 262 148        | 64 056 262 148  | 463 891 755 458   | 179 514 065 111 |

Le Système Support du Budget Programme - SYSBUDGEP



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

| Budget Général                                                                     |                                                  | Ressources internes et ressources externes |                                  |                |                     |                 |                                     |                 |                       |                 |                 |                 |  |
|------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|--------------------------------------------|----------------------------------|----------------|---------------------|-----------------|-------------------------------------|-----------------|-----------------------|-----------------|-----------------|-----------------|--|
| Classification administrative<br>Section (Ministère ou Institution)                | Classification Economique - Catégorie de dépense |                                            |                                  |                |                     |                 |                                     |                 |                       |                 |                 |                 |  |
|                                                                                    | Charges financières<br>dette                     | Dépenses de<br>personnel                   | Acquisition de biens et services |                | Transferts courants |                 | Investissements exécutés par l'Etat |                 | Transferts en capital |                 | Total           |                 |  |
|                                                                                    |                                                  | AE/CP                                      | AE                               | CP             | AE                  | CP              | AE                                  | CP              | AE                    | CP              | AE              | CP              |  |
| 43 Ministère des Finances et du Budget                                             | 0                                                | 27 581 674 011                             | 15 722 707 339                   | 15 722 707 339 | 27 458 691 680      | 27 458 691 680  | 63 839 383 746                      | 27 359 238 756  | 152 839 530 075       | 136 115 288 605 | 287 441 986 851 | 234 237 600 391 |  |
| 44 Ministère du Pétrole et des Energies                                            | 0                                                | 503 124 060                                | 446 368 027                      | 446 368 027    | 205 200 681 000     | 205 200 681 000 | 695 725 837 963                     | 91 796 039 986  | 61 140 500 000        | 11 940 500 000  | 963 016 511 050 | 309 886 713 073 |  |
| 45 Ministère Commerce et des Petites<br>et Moyennes Entreprises                    | 0                                                | 1 871 868 410                              | 1 239 258 488                    | 1 239 258 488  | 6 160 211 468       | 6 160 211 468   | 9 344 623 959                       | 8 004 157 541   | 5 055 000 000         | 5 055 000 000   | 23 670 962 328  | 22 330 495 907  |  |
| 46 Ministère de l'Urbanisme du<br>logement et de l'hygiène publique                | 0                                                | 1 432 534 608                              | 4 509 522 188                    | 4 509 522 188  | 49 791 710 787      | 49 791 710 787  | 21 356 235 439                      | 16 356 235 439  | 14 122 886 354        | 14 122 886 354  | 91 212 889 376  | 86 212 889 376  |  |
| 47 Ministère du Développement<br>industriel et de la petite et moyenne indu        | 0                                                | 333 097 621                                | 441 664 440                      | 441 664 440    | 3 528 380 000       | 3 528 380 000   | 5 799 828 000                       | 5 799 828 000   | 1 970 000 000         | 1 970 000 000   | 12 072 970 061  | 12 072 970 061  |  |
| 49 Ministère du Tourisme et des<br>transports aériens                              | 0                                                | 631 703 140                                | 416 645 794                      | 416 645 794    | 7 356 096 156       | 7 356 096 156   | 132 480 959 943                     | 19 838 419 730  | 6 318 897 708         | 6 318 897 708   | 147 204 302 741 | 34 561 762 528  |  |
| 50 Ministère de l'Education Nationale                                              | 0                                                | 549 203 570 390                            | 80 685 008 094                   | 80 685 008 094 | 18 104 524 000      | 18 104 524 000  | 81 051 161 617                      | 24 855 525 780  | 302 000 000           | 302 000 000     | 729 346 264 101 | 673 150 628 264 |  |
| 52 Ministère des Sports                                                            | 0                                                | 1 323 648 630                              | 12 384 702 162                   | 12 384 702 162 | 1 250 000 000       | 1 250 000 000   | 38 467 528 413                      | 16 937 275 139  | 0                     | 0               | 53 425 879 205  | 31 895 625 931  |  |
| 53 Ministère de la Culture et de la<br>Communication                               | 0                                                | 1 145 495 710                              | 1 829 064 440                    | 1 829 064 440  | 19 706 798 279      | 19 706 798 279  | 36 836 500 000                      | 5 898 500 000   | 4 566 266 719         | 2 900 000 000   | 64 084 125 148  | 31 479 858 429  |  |
| 54 Ministère de la Santé et de l'Action<br>Sociale                                 | 0                                                | 54 502 293 877                             | 18 708 467 457                   | 18 708 467 457 | 43 823 361 671      | 43 823 361 671  | 153 364 423 582                     | 119 184 187 965 | 10 541 303 967        | 5 607 652 867   | 280 939 850 554 | 241 825 963 837 |  |
| 55 Ministère de la Jeunesse                                                        | 0                                                | 1 381 598 900                              | 1 854 356 558                    | 1 854 356 558  | 2 830 000 000       | 2 830 000 000   | 5 887 520 735                       | 4 887 520 735   | 9 290 320 802         | 9 290 320 802   | 21 243 796 995  | 20 243 796 995  |  |
| 56 Ministère de l'Environnement et du<br>développement durable                     | 0                                                | 9 037 008 700                              | 4 202 336 991                    | 4 202 336 991  | 11 403 885 530      | 11 403 885 530  | 13 287 354 100                      | 13 287 354 100  | 231 000 000           | 231 000 000     | 38 161 585 321  | 38 161 585 321  |  |
| 58 Ministère de la Femme de la famille<br>du genre et de la protection des enfants | 0                                                | 1 023 579 934                              | 1 021 827 232                    | 1 021 827 232  | 3 891 959 412       | 3 891 959 412   | 41 620 816 692                      | 19 364 750 454  | 0                     | 0               | 47 558 183 270  | 25 302 117 032  |  |
| 59 Ministère de l'Emploi, de la<br>Formation professionnelle, de l'Apprentis       | 0                                                | 26 514 663 453                             | 7 875 832 247                    | 7 875 832 247  | 11 375 637 600      | 11 375 637 600  | 12 336 348 461                      | 12 336 348 461  | 14 364 021 444        | 14 364 021 444  | 72 466 503 205  | 72 466 503 205  |  |
| 60 Charges non Réparties                                                           | 0                                                | 62 414 710 925                             | 48 453 013 384                   | 48 453 013 384 | 159 658 064 429     | 159 658 064 429 | 37 684 681 956                      | 27 583 782 156  | 72 606 014 733        | 50 679 054 745  | 380 816 485 427 | 348 788 625 639 |  |
| 61 Ministère de l'Economie du Plan et<br>de la Coopération                         | 0                                                | 1 001 640 120                              | 2 606 619 336                    | 2 606 619 336  | 8 320 244 848       | 8 320 244 848   | 3 065 969 100                       | 3 065 969 100   | 12 439 475 335        | 12 439 475 335  | 27 433 948 739  | 27 433 948 739  |  |
| 62 Ministère de l'Elevage et des<br>Productions Animales                           | 0                                                | 2 332 968 710                              | 1 210 364 549                    | 1 210 364 549  | 3 028 594 713       | 3 028 594 713   | 18 903 049 645                      | 18 403 049 645  | 5 183 847 162         | 5 183 847 162   | 30 658 824 779  | 30 158 824 779  |  |
| 63 Ministère de l'économie numérique et<br>des Télécommunications                  | 0                                                | 519 179 440                                | 266 726 673                      | 266 726 673    | 7 690 000 000       | 7 690 000 000   | 11 723 826 827                      | 9 723 826 827   | 2 619 000 000         | 2 619 000 000   | 22 818 732 940  | 20 818 732 940  |  |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

| Budget Général                                                          |                                                  | Ressources internes et ressources externes |                                  |                 |                     |                   |                                     |                 |                       |                 |                   |                   |  |
|-------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|--------------------------------------------|----------------------------------|-----------------|---------------------|-------------------|-------------------------------------|-----------------|-----------------------|-----------------|-------------------|-------------------|--|
| Classification administrative<br><br>Section (Ministère ou Institution) | Classification Economique - Catégorie de dépense |                                            |                                  |                 |                     |                   |                                     |                 |                       |                 |                   |                   |  |
|                                                                         | Charges financières<br>dette                     | Dépenses de<br>personnel                   | Acquisition de biens et services |                 | Transferts courants |                   | Investissements exécutés par l'Etat |                 | Transferts en capital |                 | Total             |                   |  |
|                                                                         |                                                  | AE/CP                                      | AE                               | CP              | AE                  | CP                | AE                                  | CP              | AE                    | CP              | AE                | CP                |  |
| 64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire      | 0                                                | 342 223 440                                | 758 553 090                      | 758 553 090     | 2 363 000 000       | 2 363 000 000     | 9 243 669 805                       | 8 243 669 805   | 791 249 514           | 791 249 514     | 13 498 695 849    | 12 498 695 849    |  |
| 65 Ministère des Collectivités Territoriales,du Développement et de l'A | 0                                                | 1 086 583 640                              | 711 744 644                      | 711 744 644     | 36 840 000 000      | 36 840 000 000    | 28 190 212 663                      | 8 365 412 663   | 86 970 242 038        | 78 620 242 038  | 153 798 782 985   | 125 623 982 985   |  |
| 68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement                            | 0                                                | 1 142 604 156                              | 659 488 777                      | 659 488 777     | 6 802 653 470       | 6 802 653 470     | 446 266 295 835                     | 91 084 653 981  | 27 011 979 000        | 27 011 979 000  | 481 883 021 238   | 126 701 379 384   |  |
| 71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel | 0                                                | 282 996 020                                | 473 930 500                      | 473 930 500     | 1 574 712 200       | 1 574 712 200     | 950 000 000                         | 950 000 000     | 3 000 000 000         | 3 000 000 000   | 6 281 638 720     | 6 281 638 720     |  |
| 75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innova | 0                                                | 653 159 160                                | 5 351 242 924                    | 5 351 242 924   | 183 172 077 598     | 183 172 077 598   | 151 167 297 055                     | 36 269 090 599  | 53 143 716 201        | 53 143 716 201  | 393 487 492 938   | 278 589 286 482   |  |
| 83 Ministère des Mines et de la Géologie                                | 0                                                | 440 854 550                                | 473 596 802                      | 473 596 802     | 1 974 630 000       | 1 974 630 000     | 1 261 020 900                       | 1 261 020 900   | 3 000 000 000         | 3 000 000 000   | 7 150 102 252     | 7 150 102 252     |  |
| 84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Ter  | 0                                                | 709 850 810                                | 562 450 965                      | 562 450 965     | 24 915 000 000      | 24 915 000 000    | 15 185 000 000                      | 15 185 000 000  | 84 885 514 286        | 84 885 514 286  | 126 257 816 061   | 126 257 816 061   |  |
| Totaux                                                                  | 350 000 000 000                                  | 1 037 000 000 000                          | 366 046 528 942                  | 366 046 528 942 | 1 046 356 471 058   | 1 046 356 471 058 | 3 569 281 918 001                   | 947 673 023 124 | 1 157 213 532 523     | 806 118 093 701 | 7 525 898 450 524 | 4 553 194 116 825 |  |

# **ANNEXE VIII : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE DU BUDGET GENERAL**



## **PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022**

**TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)**

| Budget Général                                  |    | Ressources internes et ressources externes           |              |                                | Catégories de dépense<br>1-2-3-4-5-6 |                                    |                                         |               |                                |                   |                        |                       |                 |
|-------------------------------------------------|----|------------------------------------------------------|--------------|--------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------------|---------------|--------------------------------|-------------------|------------------------|-----------------------|-----------------|
| Classification administrative                   |    | Classification Fonctionnelle - Division              |              |                                |                                      |                                    |                                         |               |                                |                   |                        |                       |                 |
| Division                                        |    | 01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES | 02 - DEFENSE | 03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS | 04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES            | 05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT | 06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS | 07 - SANTE    | 08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTE | 09 - ENSEIGNEMENT | 10- PROTECTION SOCIALE | Classe non identifiée | Total           |
| 10 Dette Publique                               | AE | 350 000 000 000                                      | 0            | 0                              | 0                                    | 0                                  | 0                                       | 0             | 0                              | 0                 | 0                      | 0                     | 350 000 000 000 |
|                                                 | CP | 350 000 000 000                                      | 0            | 0                              | 0                                    | 0                                  | 0                                       | 0             | 0                              | 0                 | 0                      | 0                     | 350 000 000 000 |
| 21 Présidence de la République                  | CP | 55 527 687 107                                       | 600 421 589  | 0                              | 19 178 853 800                       | 0                                  | 250 000 000                             | 0             | 5 000 000 000                  | 0                 | 127 500 000            | 0                     | 80 684 462 496  |
|                                                 | AE | 55 527 687 107                                       | 600 421 589  | 0                              | 20 145 943 013                       | 0                                  | 250 000 000                             | 0             | 5 000 000 000                  | 0                 | 127 500 000            | 0                     | 81 651 551 709  |
| 22 Assemblée Nationale                          | CP | 17 265 015 137                                       | 0            | 0                              | 0                                    | 0                                  | 0                                       | 0             | 0                              | 0                 | 0                      | 0                     | 17 265 015 137  |
|                                                 | AE | 17 265 015 137                                       | 0            | 0                              | 0                                    | 0                                  | 0                                       | 0             | 0                              | 0                 | 0                      | 0                     | 17 265 015 137  |
| 24 Conseil Economique Social et Environnemental | CP | 7 541 040 284                                        | 0            | 0                              | 0                                    | 0                                  | 0                                       | 0             | 0                              | 0                 | 0                      | 0                     | 7 541 040 284   |
|                                                 | AE | 7 541 040 284                                        | 0            | 0                              | 0                                    | 0                                  | 0                                       | 0             | 0                              | 0                 | 0                      | 0                     | 7 541 040 284   |
| 25 Conseil Constitutionnel                      | CP | 0                                                    | 0            | 1 233 583 600                  | 0                                    | 0                                  | 0                                       | 0             | 0                              | 0                 | 0                      | 0                     | 1 233 583 600   |
|                                                 | AE | 0                                                    | 0            | 1 233 583 600                  | 0                                    | 0                                  | 0                                       | 0             | 0                              | 0                 | 0                      | 0                     | 1 233 583 600   |
| 27 Cour Suprême                                 | AE | 0                                                    | 0            | 2 506 782 000                  | 0                                    | 0                                  | 0                                       | 0             | 0                              | 0                 | 0                      | 0                     | 2 506 782 000   |
|                                                 | CP | 0                                                    | 0            | 2 506 782 000                  | 0                                    | 0                                  | 0                                       | 0             | 0                              | 0                 | 0                      | 0                     | 2 506 782 000   |
| 28 Cour des Comptes                             | AE | 0                                                    | 0            | 9 441 013 666                  | 0                                    | 0                                  | 0                                       | 0             | 0                              | 0                 | 0                      | 0                     | 9 441 013 666   |
|                                                 | CP | 0                                                    | 0            | 9 441 013 666                  | 0                                    | 0                                  | 0                                       | 0             | 0                              | 0                 | 0                      | 0                     | 9 441 013 666   |
| 29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales | CP | 8 550 000 000                                        | 0            | 0                              | 0                                    | 0                                  | 0                                       | 0             | 0                              | 0                 | 0                      | 0                     | 8 550 000 000   |
|                                                 | AE | 8 550 000 000                                        | 0            | 0                              | 0                                    | 0                                  | 0                                       | 0             | 0                              | 0                 | 0                      | 0                     | 8 550 000 000   |
| 30 Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)    | AE | 26 536 615 659                                       | 0            | 0                              | 3 191 251 224                        | 0                                  | 0                                       | 3 500 000 000 | 0                              | 2 423 943 000     | 1 400 000 000          | 0                     | 37 051 809 883  |
|                                                 | CP | 20 564 019 292                                       | 0            | 0                              | 3 191 251 224                        | 0                                  | 0                                       | 3 500 000 000 | 0                              | 2 423 943 000     | 1 400 000 000          | 0                     | 31 079 213 516  |

Le Système Support du Budget Programme - SYSBUDGEP



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

| Budget Général                                                                    |    | Ressources internes et ressources externes           |                 |                                |                           | Catégories de dépense<br>1-2-3-4-5-6 |                                         |             |                                |                   |                        |                       |                   |                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------|----|------------------------------------------------------|-----------------|--------------------------------|---------------------------|--------------------------------------|-----------------------------------------|-------------|--------------------------------|-------------------|------------------------|-----------------------|-------------------|-----------------|
| Classification administrative                                                     |    | Classification Fonctionnelle - Division              |                 |                                |                           |                                      |                                         |             |                                |                   |                        |                       |                   |                 |
| Division                                                                          |    | 01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES | 02 - DEFENSE    | 03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS | 04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES | 05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT   | 06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS | 07 - SANTE  | 08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTÉ | 09 - ENSEIGNEMENT | 10- PROTECTION SOCIALE | Classe non identifiée | Total             |                 |
| 31 Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Extérieur             | CP | 66 153 812 787                                       | 0               | 307 775 180                    |                           | 0                                    | 0                                       | 0           | 0                              | 3 233 730 000     | 300 000 000            | 546 000 000           | 64 850 000        | 70 606 167 967  |
|                                                                                   | AE | 66 153 812 787                                       | 0               | 307 775 180                    |                           | 0                                    | 0                                       | 0           | 0                              | 3 233 730 000     | 300 000 000            | 546 000 000           | 64 850 000        | 70 606 167 967  |
| 32 Ministère des Forces Armées                                                    | CP | 1 000 000 000                                        | 250 735 115 186 | 1 986 180 102                  |                           | 0                                    | 19 065 000                              | 955 000 000 | 13 524 231 510                 | 0                 | 950 663 582            | 1 009 878 440         | 0                 | 270 180 133 820 |
|                                                                                   | AE | 1 000 000 000                                        | 415 922 210 633 | 1 986 180 102                  |                           | 0                                    | 19 065 000                              | 955 000 000 | 13 524 231 510                 | 0                 | 950 663 582            | 1 009 878 440         | 0                 | 435 367 229 267 |
| 33 Ministère de l'Intérieur                                                       | CP | 38 709 572 007                                       | 378 000 000     | 122 909 927 900                | 250 000 000               | 0                                    | 0                                       | 22 546 600  | 0                              | 0                 | 37 521 000             | 0                     | 162 307 567 507   |                 |
|                                                                                   | AE | 38 709 572 007                                       | 91 977 039 666  | 165 885 622 170                | 12 000 000 000            | 0                                    | 0                                       | 22 546 600  | 0                              | 0                 | 37 521 000             | 0                     | 308 632 301 443   |                 |
| 34 Ministère de la Justice                                                        | AE | 0                                                    | 0               | 73 670 157 543                 | 34 981 823                | 0                                    | 0                                       | 145 021 924 | 0                              | 1 564 970 850     | 3 283 490 419          | 4 800 000             | 78 703 422 559    |                 |
|                                                                                   | CP | 0                                                    | 0               | 73 670 157 543                 | 34 981 823                | 0                                    | 0                                       | 145 021 924 | 0                              | 1 564 970 850     | 3 283 490 419          | 4 800 000             | 78 703 422 559    |                 |
| 35 Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public                  | CP | 5 430 250 547                                        | 0               | 0                              | 0                         | 0                                    | 500 000 000                             | 0           | 0                              | 0                 | 29 963 545             | 0                     | 5 960 214 092     |                 |
|                                                                                   | AE | 6 190 347 437                                        | 0               | 0                              | 0                         | 0                                    | 500 000 000                             | 0           | 0                              | 0                 | 29 963 545             | 0                     | 6 720 310 982     |                 |
| 37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institutions | CP | 0                                                    | 0               | 500 000 000                    | 4 351 312 612             | 0                                    | 0                                       | 100 000 000 | 0                              | 0                 | 944 039 312            | 0                     | 5 895 351 924     |                 |
|                                                                                   | AE | 0                                                    | 0               | 500 000 000                    | 4 351 312 612             | 0                                    | 0                                       | 100 000 000 | 0                              | 0                 | 944 039 312            | 0                     | 5 895 351 924     |                 |
| 40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime                                | CP | 0                                                    | 0               | 247 566 000                    | 41 086 414 239            | 0                                    | 0                                       | 0           | 0                              | 89 764 887        | 7 786 000              | 3 478 000             | 41 435 009 126    |                 |
|                                                                                   | AE | 0                                                    | 0               | 247 566 000                    | 120 382 011 553           | 0                                    | 0                                       | 0           | 0                              | 89 764 887        | 7 786 000              | 3 478 000             | 120 730 606 440   |                 |
| 41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement   | CP | 0                                                    | 0               | 0                              | 285 589 586 840           | 400 000 000                          | 0                                       | 0           | 0                              | 140 000 000       | 29 943 000             | 0                     | 286 159 529 840   |                 |
|                                                                                   | AE | 0                                                    | 0               | 0                              | 1 043 609 213 074         | 400 000 000                          | 0                                       | 0           | 0                              | 140 000 000       | 29 943 000             | 0                     | 1 044 179 156 074 |                 |
| 42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural                            | AE | 0                                                    | 0               | 0                              | 463 398 101 201           | 0                                    | 0                                       | 0           | 0                              | 372 897 257       | 16 757 000             | 104 000 000           | 463 891 755 458   |                 |
|                                                                                   | CP | 0                                                    | 0               | 0                              | 179 020 410 854           | 0                                    | 0                                       | 0           | 0                              | 372 897 257       | 16 757 000             | 104 000 000           | 179 514 065 111   |                 |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

| Budget Général                                                                |    | Ressources internes et ressources externes           |              |                                |                           | Catégories de dépense<br>1-2-3-4-5-6 |                                         |             |                                |                   |                        |                       |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------|----|------------------------------------------------------|--------------|--------------------------------|---------------------------|--------------------------------------|-----------------------------------------|-------------|--------------------------------|-------------------|------------------------|-----------------------|-----------------|
| Classification administrative                                                 |    | Classification Fonctionnelle - Division              |              |                                |                           |                                      |                                         |             |                                |                   |                        |                       |                 |
| Division                                                                      |    | 01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES | 02 - DEFENSE | 03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS | 04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES | 05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT   | 06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS | 07 - SANTE  | 08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTÉ | 09 - ENSEIGNEMENT | 10- PROTECTION SOCIALE | Classe non identifiée | Total           |
| 43 Ministère des Finances et du Budget                                        | AE | 207 479 656 118                                      | 0            | 3 450 000 000                  | 60 125 932 158            | 0                                    | 14 423 638 525                          | 0           | 0                              | 1 549 323 323     | 413 436 727            | 0                     | 287 441 986 851 |
|                                                                               | CP | 173 606 984 198                                      | 0            | 2 100 000 000                  | 42 144 217 618            | 0                                    | 14 423 638 525                          | 0           | 0                              | 1 549 323 323     | 413 436 727            | 0                     | 234 237 600 391 |
| 44 Ministère du Pétrole et des Energies                                       | CP | 0                                                    | 0            | 0                              | 309 873 752 073           | 0                                    | 0                                       | 0           | 0                              | 0                 | 12 961 000             | 0                     | 309 886 713 073 |
|                                                                               | AE | 0                                                    | 0            | 0                              | 963 003 550 050           | 0                                    | 0                                       | 0           | 0                              | 0                 | 12 961 000             | 0                     | 963 016 511 050 |
| 45 Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises                  | CP | 0                                                    | 0            | 0                              | 19 360 715 816            | 0                                    | 2 956 362 791                           | 0           | 0                              | 0                 | 13 417 300             | 0                     | 22 330 495 907  |
|                                                                               | AE | 0                                                    | 0            | 0                              | 19 360 715 816            | 0                                    | 4 296 829 209                           | 0           | 0                              | 0                 | 13 417 300             | 0                     | 23 670 962 325  |
| 46 Ministère de l'Urbanisme du logement et de l'hygiène publique              | CP | 8 820 910 839                                        | 0            | 1 066 466 683                  | 50 000 000                | 55 171 362 696                       | 20 031 618 415                          | 0           | 1 046 295 978                  | 0                 | 26 234 765             | 0                     | 86 212 889 376  |
|                                                                               | AE | 13 820 910 839                                       | 0            | 1 066 466 683                  | 50 000 000                | 55 171 362 696                       | 20 031 618 415                          | 0           | 1 046 295 978                  | 0                 | 26 234 765             | 0                     | 91 212 889 376  |
| 47 Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie | CP | 0                                                    | 0            | 0                              | 11 509 624 937            | 0                                    | 0                                       | 120 000 000 | 0                              | 433 346 071       | 9 999 053              | 0                     | 12 072 970 061  |
|                                                                               | AE | 0                                                    | 0            | 0                              | 11 509 624 937            | 0                                    | 0                                       | 120 000 000 | 0                              | 433 346 071       | 9 999 053              | 0                     | 12 072 970 061  |
| 49 Ministère du Tourisme et des transports aériens                            | CP | 0                                                    | 0            | 0                              | 33 020 478 496            | 1 409 096 156                        | 0                                       | 0           | 0                              | 122 187 876       | 10 000 000             | 0                     | 34 561 762 528  |
|                                                                               | AE | 0                                                    | 0            | 0                              | 145 663 018 709           | 1 409 096 156                        | 0                                       | 0           | 0                              | 122 187 876       | 10 000 000             | 0                     | 147 204 302 741 |
| 50 Ministère de l'Education Nationale                                         | AE | 0                                                    | 0            | 0                              | 0                         | 0                                    | 0                                       | 461 903 140 | 52 311 000                     | 728 821 049 961   | 10 000 000             | 1 000 000             | 729 346 264 101 |
|                                                                               | CP | 0                                                    | 0            | 0                              | 0                         | 0                                    | 0                                       | 461 903 140 | 52 311 000                     | 672 625 414 124   | 10 000 000             | 1 000 000             | 673 150 628 264 |
| 52 Ministère des Sports                                                       | AE | 0                                                    | 0            | 0                              | 4 100 675 000             | 0                                    | 0                                       | 0           | 49 199 238 953                 | 98 518 252        | 27 447 000             | 0                     | 53 425 879 205  |
|                                                                               | CP | 0                                                    | 0            | 0                              | 478 000 000               | 0                                    | 0                                       | 0           | 31 291 660 679                 | 98 518 252        | 27 447 000             | 0                     | 31 895 625 931  |
| 53 Ministère de la Culture et de la Communication                             | CP | 0                                                    | 0            | 0                              | 0                         | 0                                    | 2 000 000 000                           | 0           | 29 114 350 429                 | 351 962 000       | 13 546 000             | 0                     | 31 479 858 429  |
|                                                                               | AE | 0                                                    | 0            | 0                              | 0                         | 0                                    | 30 000 000 000                          | 0           | 33 718 617 148                 | 351 962 000       | 13 546 000             | 0                     | 64 084 125 148  |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

| Budget Général                                                                                  |    | Ressources internes et ressources externes           |              |                                |                           | Catégories de dépense<br>1-2-3-4-5-6 |                                         |                 |                                 |                   |                        |                       |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|----|------------------------------------------------------|--------------|--------------------------------|---------------------------|--------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------|---------------------------------|-------------------|------------------------|-----------------------|-----------------|
| Classification administrative                                                                   |    | Classification Fonctionnelle - Division              |              |                                |                           |                                      |                                         |                 |                                 |                   |                        |                       |                 |
| Division                                                                                        |    | 01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES | 02 - DEFENSE | 03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS | 04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES | 05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT   | 06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS | 07 - SANTE      | 08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES | 09 - ENSEIGNEMENT | 10- PROTECTION SOCIALE | Classe non identifiée | Total           |
| 54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale                                                 | CP | 100 000 000                                          | 0            | 0                              | 0                         | 0                                    | 0                                       | 236 364 265 055 | 0                               | 2 532 669 288     | 2 829 029 494          | 0                     | 241 825 963 837 |
|                                                                                                 | AE | 100 000 000                                          | 0            | 0                              | 0                         | 0                                    | 0                                       | 275 478 151 772 | 0                               | 2 532 669 288     | 2 829 029 494          | 0                     | 280 939 850 554 |
| 55 Ministère de la Jeunesse                                                                     | AE | 200 072 245                                          | 0            | 0                              | 14 328 008 737            | 0                                    | 0                                       | 575 400 000     | 6 112 803 013                   | 0                 | 27 513 000             | 0                     | 21 243 796 995  |
|                                                                                                 | CP | 200 072 245                                          | 0            | 0                              | 13 328 008 737            | 0                                    | 0                                       | 575 400 000     | 6 112 803 013                   | 0                 | 27 513 000             | 0                     | 20 243 796 995  |
| 56 Ministère de l'Environnement et du développement durable                                     | CP | 0                                                    | 0            | 0                              | 18 159 731 543            | 19 638 401 538                       | 300 000 000                             | 0               | 0                               | 53 452 240        | 10 000 000             | 0                     | 38 161 585 321  |
|                                                                                                 | AE | 0                                                    | 0            | 0                              | 18 159 731 543            | 19 638 401 538                       | 300 000 000                             | 0               | 0                               | 53 452 240        | 10 000 000             | 0                     | 38 161 585 321  |
| 58 Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants                 | CP | 0                                                    | 0            | 0                              | 0                         | 0                                    | 0                                       | 0               | 0                               | 2 658 537 800     | 22 643 579 232         | 0                     | 25 302 117 032  |
|                                                                                                 | AE | 0                                                    | 0            | 0                              | 0                         | 0                                    | 0                                       | 0               | 0                               | 5 658 537 800     | 41 899 645 470         | 0                     | 47 558 183 270  |
| 59 Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle ,de l'Apprentissage et de l'Insertion | CP | 0                                                    | 0            | 0                              | 30 414 305 189            | 0                                    | 0                                       | 0               | 0                               | 42 012 354 578    | 39 843 438             | 0                     | 72 466 503 205  |
|                                                                                                 | AE | 0                                                    | 0            | 0                              | 30 414 305 189            | 0                                    | 0                                       | 0               | 0                               | 42 012 354 578    | 39 843 438             | 0                     | 72 466 503 205  |
| 60 Charges non Réparties                                                                        | CP | 269 508 339 865                                      | 0            | 0                              | 63 659 310 218            | 0                                    | 5 600 975 556                           | 0               | 1 020 000 000                   | 7 500 000 000     | 1 500 000 000          | 0                     | 348 788 625 639 |
|                                                                                                 | AE | 271 490 099 665                                      | 0            | 0                              | 65 659 310 218            | 0                                    | 23 906 114 498                          | 0               | 1 020 000 000                   | 17 240 961 046    | 1 500 000 000          | 0                     | 380 816 485 427 |
| 61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération                                         | AE | 18 272 001 520                                       | 0            | 0                              | 7 871 947 219             | 0                                    | 0                                       | 0               | 1 290 000 000                   | 0                 | 0                      | 0                     | 27 433 948 739  |
|                                                                                                 | CP | 18 272 001 520                                       | 0            | 0                              | 7 871 947 219             | 0                                    | 0                                       | 0               | 1 290 000 000                   | 0                 | 0                      | 0                     | 27 433 948 739  |
| 62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales                                           | AE | 708 061 450                                          | 0            | 0                              | 29 838 729 716            | 0                                    | 0                                       | 0               | 0                               | 27 325 493        | 84 708 120             | 0                     | 30 658 824 779  |
|                                                                                                 | CP | 708 061 450                                          | 0            | 0                              | 29 338 729 716            | 0                                    | 0                                       | 0               | 0                               | 27 325 493        | 84 708 120             | 0                     | 30 158 824 779  |
| 63 Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications                                  | AE | 0                                                    | 0            | 0                              | 22 538 006 940            | 0                                    | 0                                       | 0               | 80 726 000                      | 0                 | 200 000 000            | 0                     | 22 818 732 940  |
|                                                                                                 | CP | 0                                                    | 0            | 0                              | 20 538 006 940            | 0                                    | 0                                       | 0               | 80 726 000                      | 0                 | 200 000 000            | 0                     | 20 818 732 940  |



## PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

| Budget Général                                                                                     |    |                                                      | Ressources internes et ressources externes |                                |                           | Catégories de dépense<br>1-2-3-4-5-6 |                                         |                 |                                 |                   |                        |                       |                   |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|----|------------------------------------------------------|--------------------------------------------|--------------------------------|---------------------------|--------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------|---------------------------------|-------------------|------------------------|-----------------------|-------------------|
| Classification administrative                                                                      |    | Classification Fonctionnelle - Division              |                                            |                                |                           |                                      |                                         |                 |                                 |                   |                        |                       |                   |
| Division                                                                                           |    | 01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES | 02 - DEFENSE                               | 03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS | 04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES | 05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT   | 06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS | 07 - SANTE      | 08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES | 09 - ENSEIGNEMENT | 10- PROTECTION SOCIALE | Classe non identifiée | Total             |
| 64 Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire                                 | AE | 570 863 000                                          | 0                                          | 0                              | 11 700 111 469            | 0                                    | 0                                       | 0               | 0                               | 0                 | 1 227 721 380          | 0                     | 13 498 695 849    |
|                                                                                                    | CP | 570 863 000                                          | 0                                          | 0                              | 10 700 111 469            | 0                                    | 0                                       | 0               | 0                               | 0                 | 1 227 721 380          | 0                     | 12 498 695 849    |
| 65 Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires | AE | 79 292 047 950                                       | 0                                          | 0                              | 36 518 206 654            | 35 876 540 825                       | 2 019 000 000                           | 0               | 0                               | 0                 | 92 987 556             | 0                     | 153 798 782 985   |
|                                                                                                    | CP | 70 942 047 950                                       | 0                                          | 0                              | 18 393 406 654            | 35 876 540 825                       | 319 000 000                             | 0               | 0                               | 0                 | 92 987 556             | 0                     | 125 623 982 985   |
| 68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement                                                       | CP | 272 448 698                                          | 0                                          | 0                              | 7 904 651 640             | 58 391 634 051                       | 59 932 804 304                          | 0               | 0                               | 0                 | 199 840 691            | 0                     | 126 701 379 384   |
|                                                                                                    | AE | 272 448 698                                          | 0                                          | 0                              | 7 904 651 640             | 351 874 920 285                      | 121 631 159 924                         | 0               | 0                               | 0                 | 199 840 691            | 0                     | 481 883 021 238   |
| 71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel                            | CP | 347 022 020                                          | 0                                          | 0                              | 5 471 942 700             | 0                                    | 0                                       | 0               | 0                               | 157 274 000       | 305 400 000            | 0                     | 6 281 638 720     |
|                                                                                                    | AE | 347 022 020                                          | 0                                          | 0                              | 5 471 942 700             | 0                                    | 0                                       | 0               | 0                               | 157 274 000       | 305 400 000            | 0                     | 6 281 638 720     |
| 75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation                        | AE | 200 000 000                                          | 0                                          | 0                              | 29 494 233                | 102 940 000                          | 0                                       | 0               | 0                               | 392 989 594 737   | 165 463 968            | 0                     | 393 487 492 938   |
|                                                                                                    | CP | 200 000 000                                          | 0                                          | 0                              | 29 494 233                | 102 940 000                          | 0                                       | 0               | 0                               | 278 091 388 281   | 165 463 968            | 0                     | 278 589 286 482   |
| 83 Ministère des Mines et de la Géologie                                                           | AE | 0                                                    | 0                                          | 0                              | 7 137 102 692             | 0                                    | 0                                       | 0               | 0                               | 0                 | 12 999 560             | 0                     | 7 150 102 252     |
|                                                                                                    | CP | 0                                                    | 0                                          | 0                              | 7 137 102 692             | 0                                    | 0                                       | 0               | 0                               | 0                 | 12 999 560             | 0                     | 7 150 102 252     |
| 84 Ministère du développement communautaire de l'équité sociale et Territoriale                    | AE | 0                                                    | 0                                          | 0                              | 47 302 700 768            | 0                                    | 0                                       | 0               | 0                               | 0                 | 78 955 115 293         | 0                     | 126 257 816 061   |
|                                                                                                    | CP | 0                                                    | 0                                          | 0                              | 47 302 700 768            | 0                                    | 0                                       | 0               | 0                               | 0                 | 78 955 115 293         | 0                     | 126 257 816 061   |
| TOTAUX :                                                                                           | AE | 1 170 227 273 923                                    | 508 499 671 888                            | 260 295 146 944                | 3 175 800 580 888         | 464 492 326 500                      | 218 313 360 571                         | 293 927 254 946 | 100 753 722 092                 | 1 197 890 796 241 | 135 520 188 531        | 178 128 000           | 7 525 898 450 524 |
|                                                                                                    | CP | 1 114 290 148 946                                    | 251 713 536 775                            | 215 969 452 674                | 1 229 389 050 050         | 171 009 040 266                      | 107 269 399 591                         | 254 813 368 229 | 78 241 877 099                  | 1 014 055 992 902 | 116 264 122 293        | 178 128 000           | 4 553 194 116 825 |

# **ANNEXE IX : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE DU BUDGET GENERAL**

République du Sénégal



Un peuple-Un but-Une foi

## **PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2022**

**TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS FONCTIONNELLE (DIVISIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)**

| Budget Général                                        |                                                  | Ressources internes et ressources externes |                                  |                 |                     |                   |                                     |                 |                       |                 |                   |                   |
|-------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|--------------------------------------------|----------------------------------|-----------------|---------------------|-------------------|-------------------------------------|-----------------|-----------------------|-----------------|-------------------|-------------------|
| Classification fonctionnelle<br><br>Division          | Classification Economique - Catégorie de dépense |                                            |                                  |                 |                     |                   |                                     |                 |                       |                 |                   |                   |
|                                                       | Charges financières<br>dette                     | Dépenses de<br>personnel                   | Acquisition de biens et services |                 | Transferts courants |                   | Investissements exécutés par l'Etat |                 | Transferts en capital |                 | Total             |                   |
|                                                       | AE/CP                                            | AE/CP                                      | AE                               | CP              | AE                  | CP                | AE                                  | CP              | AE                    | CP              | AE                | CP                |
| 01 SERVICES GÉNÉRAUX DES<br>ADMINISTRATIONS PUBLIQUES | 350 000 000 000                                  | 138 635 606 992                            | 124 968 264 686                  | 124 968 264 686 | 283 962 002 840     | 283 962 002 840   | 75 440 628 929                      | 50 550 341 789  | 197 220 770 476       | 166 173 932 639 | 1 170 227 273 923 | 1 114 290 148 946 |
| 02 DEFENSE                                            | 0                                                | 136 833 565 165                            | 57 284 907 283                   | 57 284 907 283  | 4 014 988 289       | 4 014 988 289     | 199 953 785 533                     | 38 231 455 038  | 110 412 425 618       | 15 348 621 000  | 508 499 671 888   | 251 713 536 775   |
| 03 ORDRE ET SECURITE PUBLICS                          | 0                                                | 97 822 054 278                             | 25 298 523 699                   | 25 298 523 699  | 33 346 956 503      | 33 346 956 503    | 67 322 638 325                      | 22 996 944 055  | 36 504 974 139        | 36 504 974 139  | 260 295 146 944   | 215 969 452 674   |
| 04 AFFAIRES ÉCONOMIQUES                               | 0                                                | 26 093 876 746                             | 16 385 957 425                   | 16 385 957 425  | 356 530 348 623     | 356 530 348 623   | 2 226 711 684 094                   | 476 758 071 816 | 550 078 714 000       | 353 620 795 440 | 3 175 800 580 888 | 1 229 389 050 050 |
| 05 PROTECTION DE<br>L'ENVIRONNEMENT                   | 0                                                | 4 944 625 168                              | 5 783 085 357                    | 5 783 085 357   | 42 462 981 686      | 42 462 981 686    | 352 270 826 899                     | 58 787 540 665  | 59 030 807 390        | 59 030 807 390  | 464 492 326 500   | 171 009 040 266   |
| 06 LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS<br>COLLECTIFS              | 0                                                | 1 719 054 680                              | 1 780 490 180                    | 1 780 490 180   | 16 699 364 257      | 16 699 364 257    | 150 184 542 931                     | 57 445 720 893  | 47 929 908 523        | 29 624 769 581  | 218 313 360 571   | 107 269 399 591   |
| 07 SANTE                                              | 0                                                | 52 918 127 441                             | 17 858 957 227                   | 17 858 957 227  | 44 140 277 000      | 44 140 277 000    | 156 068 589 311                     | 121 888 353 694 | 22 941 303 967        | 18 007 652 867  | 293 927 254 946   | 254 813 368 229   |
| 08 LOISIRS, CULTURE ET CULTE                          | 0                                                | 3 659 541 760                              | 17 532 815 943                   | 17 532 815 943  | 24 714 798 279      | 24 714 798 279    | 42 360 299 391                      | 21 514 721 117  | 12 486 266 719        | 10 820 000 000  | 100 753 722 092   | 78 241 877 099    |
| 09 ENSEIGNEMENT                                       | 0                                                | 569 613 577 118                            | 94 365 357 762                   | 94 365 357 762  | 210 027 800 998     | 210 027 800 998   | 252 557 498 672                     | 72 344 516 379  | 71 326 561 691        | 67 704 740 645  | 1 197 890 796 241 | 1 014 055 992 902 |
| 10 PROTECTION SOCIALE                                 | 0                                                | 4 759 970 652                              | 4 714 041 380                    | 4 714 041 380   | 30 456 952 583      | 30 456 952 583    | 46 307 423 916                      | 27 051 357 678  | 49 281 800 000        | 49 281 800 000  | 135 520 188 531   | 116 264 122 293   |
| Crédits dont la Classe n'est pas<br>identifiée        | 0                                                | 0                                          | 74 128 000                       | 74 128 000      | 0                   | 0                 | 104 000 000                         | 104 000 000     | 0                     | 0               | 178 128 000       | 178 128 000       |
| Totaux                                                | 350 000 000 000                                  | 1 037 000 000 000                          | 366 046 528 942                  | 366 046 528 942 | 1 046 356 471 058   | 1 046 356 471 058 | 3 569 281 918 001                   | 947 673 023 124 | 1 157 213 532 523     | 806 118 093 701 | 7 525 898 450 524 | 4 553 194 116 825 |

Le Système Support du Budget Programme - SYSBUDGEP